INpreCOR

Numéro 313 du 13 au 26 juillet 1990 ◆ 20 FF 5 FS 100 FB

SPECIAL ECONOMIE

- Crise et croissance
- La guerre silencieuse de la dette
- A la conquête de l'Est

Le syndrome de l'Est et le tiers monde

INpreCOR

SOMMAIRE DU NUMERO 313
DU 13 AU 26 JUILLET 1990

SPECIAL 36 PAGES

3
DOSSIER ECONOMIE
Croissance : et la crise ?
Charles-André UDRY
7
Dette, la guerre silencieuse
Jacques CHERBOURG
12
En attendant Godot
Oliver MAC DONALD

18
MARXISME
Le syndrome de l'Est et le tiers monde
Frei BETTO
22
Lettre ouverte aux forces révolutionnaires d'Amérique latine et des Caraïbes
DOCUMENT

25
EUROPE
Les peuples opprimés à Barcelone
Alain NAZIER

27
ITALIE
Conseils et syndicats
Interview de Franco GRISOLIA

30
SRI LANKA
Crise et répression
Interview de Bala TAMPOE

32
MAROC
Le point de vue d'Ila Al-Aman
DOCUMENT

33
Nouvelles du monde
BULGARIE ; URSS
TCHECOSLOVAQUIE

34
IVe INTERNATIONALE
Départ du SWP
Livio MAITAN et Braulio CHAVEZ

36
NICARAGUA
Violeta et les barricades
Cecilia GARMENDIA

Les articles signés ne représentent pas nécessairement le point de vue de la rédaction.

Taux de profit et amplitude des marées...

AFIN QUE vous passiez des vacances aussi enrichissantes que décontractées, nous vous proposons un dossier économie, ainsi que des documents latino-américains de réflexion sur les événements de l'Est.

*CE NUMERO et le dernier avant les vacances d'été. La parution d'*Inprecor *reprendra le 14 septembre.*

BONNES siestes...

La rédaction

Le dessin de la Une a été réalisé par Jorge.

INpreCOR

Correspondance de presse internationale

Revue bimensuelle
d'information et d'analyse
publiée sous la responsabilité
du Secrétariat unifié
de la IVe Internationale.

Editée par PEC
(Presse-Edition-Communication)
Administration :
2 rue Richard-Lenoir,
93108 Montreuil, France.
Tél : 48.59.00.80

Directeur de publication :
Christian Lamotte.
Commission paritaire numéro
59117, ISSN 1 0294 - 8516.
Imprimé par Rotographie.

Diffusé dans les librairies par
Diffusion Populaire
14 rue de Nanteuil, 75015 PARIS
Tél : 45.32.06.23

ABONNEMENT
(24 numéros par an)

- Abonnement tous pays (voie de surface) :
140 francs pour six mois . 280 francs pour un an.
- Abonnement avion (Europe, Afrique du Nord, Moyen-Orient, DOM-TOM) :
155 francs pour six mois . 310 francs pour un an.
- Abonnement avion (Afrique et Amériques) :
180 francs pour six mois . 360 francs pour un an.
- Abonnement avion (Asie) :
195 francs pour six mois ; 390 francs pour un an.
- Pli fermé : France :
200 francs pour six mois, 405 francs pour un an.
Autres pays (voie de surface) :
215 francs pour six mois. 430 francs pour un an.
- Pli fermé par avion : nous écrire.

Chèques bancaires et chèques postaux libellés à l'ordre de "PEC", à adresser à *Inprecor*,
2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil, France.
Virements bancaires à "PEC", BNP, agence Robespierre, 153 rue de Paris, 93108 Montreuil, France, compte numéro 230179/90.
Virements postaux à "PEC", compte chèque postal numéro 2.322.42 T Paris

Jeunes (moins de 25 ans) et chômeurs (100 F, six mois) ❒

Réabonnement ❒

Nom Prénom : .....

Rue : .....

.....

Commune / Code postal : .....

Ville : .....

Pays : .....

Croissance : et la crise ?

L'économie américaine — en "volume" la plus importante du monde : elle totalise quelque 45 % du Produit intérieur brut (PIB) des pays de l'Organisation de coopération et de développement économique (OCDE) (1) — entre dans son 92e mois de croissance depuis la dernière récession de 1981-1982 (2). Cette dernière avait frappé tous les pays industrialisés et marqué aussi l'entrée brutale d'une grande majorité des pays de la périphérie dans une dépression qui rappelait celle de 1929 (impulsée par l'éclatement de la crise de la dette). Elle se conjuguait avec le début d'implosion des économies de l'Est.

Charles-André UDRY

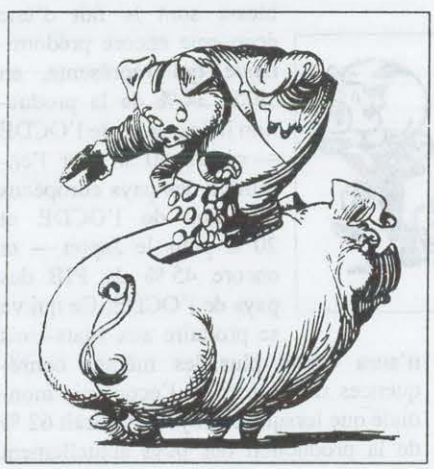
LE CONTRASTE actuel avec la débandade généralisée des économies de "commandement central" (pays de l'Est), met davantage en valeur ce cycle de croissance de huit ans des pays capitalistes industrialisés. Le rétablissement survenu après le traumatisme du krach boursier d'octobre 1987 — que l'on avait interprété comme le signe prémonitoire d'une sérieuse récession —, tend à renforcer encore plus l'impression optimiste d'une sortie de la crise du "centre" de l'économie capitaliste internationale ; ceci malgré le mini-krach généralisé d'octobre 1989 ou la chute brutale de la bourse de Tokyo, début 1990.

Ainsi, dans son rapport annuel, daté du 11 juin 1990, la Banque des règlements internationaux (BRI) déclare qu'au-delà des « *bouleversements intervenus en Europe de l'Est, (...) le fait le plus remarquable est que la croissance économique se poursuive avec autant de vigueur sur une aussi longue période dans un grand nombre de pays industrialisés du monde occidental, dépassant, encore une fois, les prévisions, pourtant optimistes* » (3). Les chiffres du chômage ont certes baissé, cependant « *pour la zone OCDE, dans son ensemble, le chômage s'est établi à 6,4 % en 1989, contre un chiffre record de 8,7 % en 1983* ». Un record qui sera, sous peu, largement battu... à l'Est.

Ce constat des "séquelles" sociales d'une crise ponctuée par les récessions de 1974-1975 et 1980-1982 ne doit néanmoins pas empêcher de poser la question : qu'en est-il de cette reprise persistante de la partie centrale de l'économie capitaliste mondiale ? La réponse à cette question n'est pas simple. Si elle l'était, nous n'assisterions pas à la valse-hésitation des experts de différents bords.

La marche cyclique de l'économie

Chaque fois qu'un cycle se prolonge, des futurologues annoncent soit la fin des cycles économiques, soit la succession des phases suivantes : essor, boom, ralentissement, récession ouvrant ou non sur une dépression. De telles prédictions avaient du succès entre 1961 et 1969 lorsque, sous l'impact des dépenses militaires liées à la guerre du Viet-nâm, l'économie américaine connut 106 mois de croissance... et alors que l'Europe chevauchait le boom de l'après-guerre. D'autres économistes, plus soucieux, soulignent qu'au contraire, plus l'essor est long, plus la récession durera, et ils mettent l'accent sur les grands déséquilibres qui persistent (déficit de la balance des paiements des Etats-Unis, endettement, etc.). Enfin, certains, frappés du sceau du bon sens, remarquent : « *Mais ce n'est pas parce que le monde échappe à une récession d'envergure qu'il en découle la mort du cycle économique* » (4).



Nous pouvons aisément nous rallier à une telle assertion, nous pour qui la marche cyclique de l'économie capitaliste fait partie de la "sa nature intrinsèque" !

Ceci dit, au moins trois questions connectées se posent. L'élan actuel annonce-t-il une ré-accélération de la croissance pour les années 1990 (par comparaison avec celle de la période ouverte en 1974-1975) ? Quelles sont les raisons de cet étalement du cycle de croissance initié en 1983 ? Quelle conjoncture plus immédiate se profile ? Les réponses seront limitées, "nuancées" diront ceux qui rechignent à accepter la difficulté à saisir les lignes de forces de la dynamique d'un système économique mondial, dont la mutation et les ruptures s'effectuent sur un rythme accéléré.

Il ne fait guère de doute que les politiques d'austérité appliquées avec vigueur depuis le début des années 1980 ont porté leurs fruits pour le capital, en contribuant à redresser le taux de plus-value et le taux

1) Les 24 pays membres de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) totalisent quelques 17 % de la population mondiale, mais près de 70 % de la production industrielle et du commerce mondial.

2) Une récession est définie officiellement comme une baisse de la production industrielle durant au moins deux trimestres.

3) Banque de règlements internationaux (BRI), 60e rapport annuel, 1er avril 1989-31 mars 1990, Bâle, 11 juin 1990.

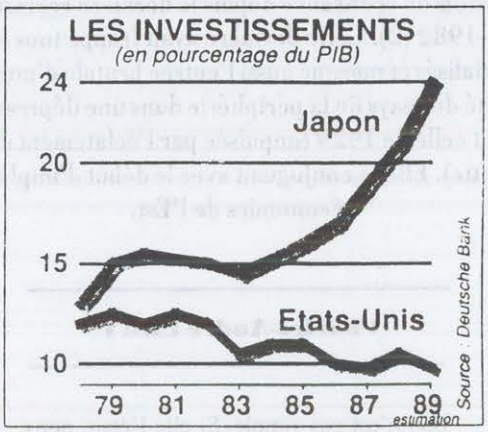
4) *The Economist*, 9 juin 1990.

de profit. Lorsque l'hebdomadaire *The Economist* (5) analyse les "mutations profondes" de l'économie britannique, il désigne comme premier changement significatif : « *Le pouvoir des syndicats a été fortement réduit* ». On a donc assisté à une modération, stagnation ou baisse des salaires et, simultanément, à une hausse de la productivité physique ; à une politique d'allégements fiscaux en faveur des entrepreneurs (au moment où les dépenses sociales sont mises en coupe) ; à l'ouverture, à bon prix, de nouveaux secteurs pour le capital au travers des privatisations ; à l'abaissement du prix des matières premières et du pétrole (accompagné par la baisse du dollar depuis 1985). Tout cela a permis de "comprimer les coûts" et de relancer le "taux de profit", d'améliorer la rentabilité du capital investi, et donc d'investir en anticipant un bon "taux de marge".

Indiscutablement, depuis 1984-1985, on assiste à une relance massive des investissements d'équipement, à une diffusion des innovations qui conduisent à une rénovation et à une transformation ample de l'appareil productif industriel (réorientation vers de nouveaux secteurs de production de groupes industriels entiers). Le couple "computer-communication" a acquis droit de cité dans la quasi-totalité des segments de l'économie. Ainsi, l'"industrialisation" se diffuse dans de nombreux secteurs classés sous la rubrique des services (voir les transformations profondes de l'"appareil productif" des banques, des assurances ou du secteur hospitalier, et non pas seulement des secteurs traditionnels comme les transports et les télécommunications). Elle offre de nouveaux débouchés, d'importants investissements. Ce rapide bouleversement a élargi brutalement, par rapport aux années 1960-1970, l'écart de productivité et de technologie avec les économies de l'Est.

Une bonne reprise

Les innovations ont été incorporées, ces cinq dernières ans, à un rythme soutenu, au système de production sous le fouet de la relance du taux de profit et des échanges (expansion du commerce mondial). Ceci ressort bien de la dynamique du taux des investissements productifs (part des investissements dans le Produit national brut — PNB) au Japon (6) : il a atteint 22 % du PNB en 1989, soit un niveau identique à celui de 1973. En 1988-1989, ces investissements productifs étaient équivalents au total de ceux effectués aux Etats-Unis, malgré la taille plus petite de l'économie japonaise. La relance du taux d'investissement est aussi très nette en République fédérale allemande (RFA) ; il approche du seuil atteint avant la récession de 1974-1975. La même tendance, au-delà de particularités, se constate dans toute une série de pays de la Communauté économique européenne (CEE) ou de l'Association européenne de libre échange (AELE) (7). Il y a là un ressort du cycle de croissance actuel qui ne peut



être sous-estimé et qui lui donne un profil distinct par rapport à la reprise hésitante de 1976-1982.

Le cas américain... et la désynchronisation

Un problème, qui n'est pas secondaire, doit être mis en évidence : les Etats-Unis traînent la patte. Le rapport investissements productifs/PNB (voir graphique ci-dessus) demeure en deçà du niveau du début des années 1980 : 9,6 % contre 12 % en 1989. Or, le taux d'investissement influence le taux de productivité qui joue, lui, à moyen et long terme, sur la compétitivité internationale (les exportations). Voilà un élément du déclin relatif des Etats-Unis et de la fragilité de sa relance en cours. Or, ce déclin et cette faiblesse sont le fait d'une économie encore prédominante qui représente, en 1988, 34 % de la production industrielle de l'OCDE — contre 40 % pour l'ensemble des pays européens membres de l'OCDE et 20 % pour le Japon — et encore 45 % du PIB des pays de l'OCDE. Ce qui va se produire aux Etats-Unis n'aura certes plus les mêmes conséquences sur le reste de l'économie mondiale que lorsque ce pays accaparaît 62 % de la production des pays actuellement membres de l'OCDE, en 1950. Mais la part du gâteau américain est loin d'être négligeable. De plus, il a été cuit ces dernières années grâce à des masses de capitaux venant d'Europe, du Japon et d'une partie des pays de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP). Ils comblaient les déficits jumeaux (commercial et budgétaire) se creusant aux Etats-Unis ; un pays endetté, à l'intérieur comme à l'extérieur, mais offrant un large marché pour les exportations européennes, japonaises et asiatiques.

Quel sera l'effet d'une future récession américaine sur la dynamique de l'essor économique au Japon et en Europe ? Pour l'estimer, on ne doit pas omettre que la récession américaine (ou même un net ralentissement prolongé) ne se résumera pas à une seule baisse de la production industrielle et à une relance du chômage. Elle peut se conjuguer avec des chocs financiers — c'est-à-dire l'insolvabilité de plus d'un agent endetté (entreprises, banques, sociétés immobilières, collectivités publiques) — dont les répercussions pourraient secouer le vol des économies japonaises et européennes et créer des frayeurs. « *La Réserve fédérale* [FED des Etats-Unis] *est inquiète à cause de la croissance de la dette des entreprises américaines et de l'évidente fragilité du système financier domestique* » (8).

Cette période de relance internationale débouche sur un rapport de forces entre les pôles économiques dominants qui s'est encore modifié — Japon, Europe, Etats-Unis — au détriment de ce dernier pays. De plus, l'essor économique prend appui sur des assises différentes entre, d'un côté, la RFA-Europe, le Japon (Taiwan, Corée du Sud) et, de l'autre, les Etats-Unis. De cette nouvelle configuration surgira une désynchronisation plus affirmée du cycle économique, avec les effets compensatoires qui en découlent : le recul d'une économie "leader" ne se produisant pas simultanément à celui d'une autre, la contraction des débouchés ne s'effectuent pas en même temps.

Dans ce puzzle en voie de redéfinition de l'économie mondiale, il est non seule-

5) *The Economist*, 23 juin 1990.

6) *BFCE-Actualités* (Banque française du Commerce extérieur), février 1990 ; rapport annuel de la BRI, 1990 ; *L'Expansion*, 23 novembre-6 décembre 1989 ; *International Herald Tribune* (IHT), 25 juin 1990, "Japan : The decade's challenges", Special report.

7) Créée lors de la convention de Stockholm, le 20 novembre 1959, l'AELE regroupe l'Autriche, l'Islande, la Norvège, la Suède, la Suisse et la Finlande (statut d'associée). La Grande-Bretagne et le Danemark l'ont quittée en rentrant dans la CEE, avec qui tous les pays de l'AELE ont des accords bilatéraux de libre-échange.

La fonction officielle de l'AELE est l'abolition des obstacles aux échanges en Europe occidentale.

8) *The Economist*, 9 juin 1990

ment difficile de placer certaines pièces, mais d'autres sont aussi mal taillées ; les Etats-Unis ne sont pas la seule. Les pays du tiers monde sont loin d'être sortis de la crise du début des années 80. Quant aux pays de l'Est (à l'exception de la RDA), ils offrent certes un vaste champ d'accumulation, mais pour après-demain et dans des proportions inégales pour les trois pôles dominants. Cet avenir "radieux" à l'Est, pour le capital, s'annonce... plus lointain que la récession à venir aux Etats-Unis.

Trois amphétamines

Si la dynamique du cycle présent ne peut être détachée de la relance de l'investissement productif, d'autres facteurs en expliquent aussi son étalement dans le temps.

1) Une toute récente étude du service de Recherches du Congrès des Etats-Unis indique l'inquiétude des gros fournisseurs d'armes : ils ne peuvent pas compenser une baisse des commandes du Pentagone par des ventes d'armes « *même vers les pays riches producteurs de pétrole* » (9). Remarque révélatrice : des pays du Proche et Moyen-Orient ont offert depuis le début des années 1980 un important marché (des débouchés), avec des marges de profit assurées, pour des entreprises clés dans le système industriel américain, britannique, français ou allemand : les entreprises d'armement. L'Arabie Saoudite à elle seule, a importé, de 1981 à 1988, pour 46,7 milliards de dollars, et l'Irak pour 45,7 milliards de dollars d'armement. Si l'on y ajoute les achats d'armes conventionnelles des Emirats arabes, de la Syrie, de l'Iran, d'Israël, de l'Egypte, le chiffre de 250 milliards de dollars est aisément atteint (10). La somme est bien supérieure si l'on compte l'ensemble des achats de matériel lié non seulement à cet "effort d'armement", mais à l'"organisation" d'une guerre comme celle entre l'Iran et l'Irak (1980-1988 : 1 million de morts) (11) ; une guerre qui a stimulé l'ouverture de ces marchés.

Mais ce n'est qu'une facette de cette opération de recyclage militaire des pétrodollars. Voici l'autre : pour payer ces achats, il fallait vendre massivement du pétrole et donc faire sauter les verrous du cartel pétrolier, l'OPEP. Conclusion : une chute des prix du pétrole (qui se conjugue avec une baisse du dollar depuis 1985), ce qui réduit les coûts de production des pays industrialisés qui n'ont cessé d'accroître la part de leurs achats pétroliers en provenance des pays membres de l'OPEP. « *L'écroulement des prix du pétrole en 1986 arrivait joliment au bon moment, donnant un coup de pouce à la croissance des économies du Japon et des Etats-Unis, qui commençaient à s'essouffler* » (12). Afin de saisir les conséquences de ce mécanisme pour la croissance des pays industrialisés, il faut additionner les deux effets : d'un côté, l'augmentation de la facture d'armes vendues et, de l'autre, la diminution de la facture énergétique.

L'Iran et l'Irak ont produit plus de pétrole que l'Arabie Saoudite en 1989, ils doivent se reconstruire et payer des arriérés de frais d'armement à la France (pour l'Irak). D'autres vendeurs-reconstructeurs frappent à la porte... mais les volumes de vente et les produits ne sont plus les mêmes. Quant au prix du pétrole, c'est l'incertitude... après une hausse en 1989 et une baisse au début 1990.

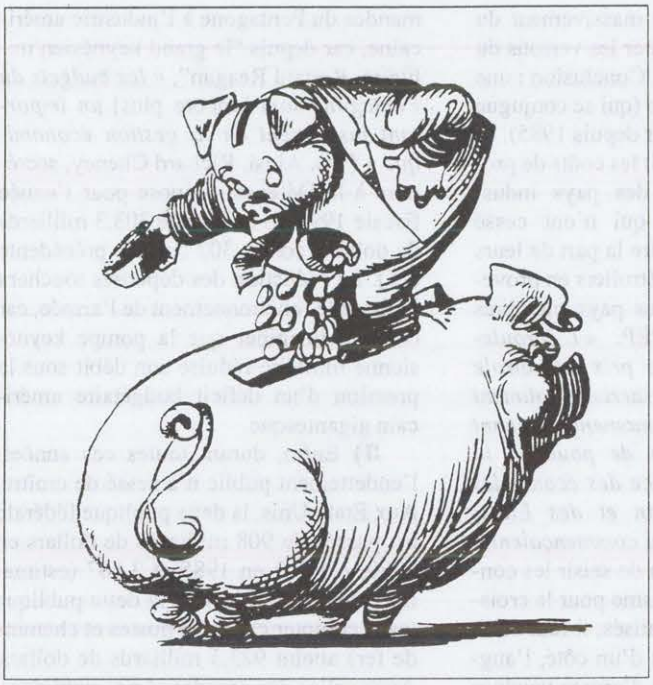
2) Une seconde impulsion est venue — on l'a indiquée à de multiples reprises — du "keynésianisme militaire", qui laissera sa marque sur l'essor des années 1980 : de 1980 à 1985, le PNB des pays occidentaux industrialisés a augmenté en moyenne de 2,2 %, les dépenses militaires de 5,7 % (de 1970 à 1980, les chiffres respectifs étaient : 3,1 % et 0,8 %) (13). Cette explosion des dépenses militaires revient à donner des subsides aux trusts de l'armement, en pompant sur un budget (impôts) que l'on compresse du côté des dépenses sociales et en accroissant l'endettement public. Malgré le contexte politique actuel, c'est avec un certain réalisme que Bernard D. Nossiter doute d'une réduction drastique des commandes du Pentagone à l'industrie américaine, car depuis "le grand keynésien militaire, Ronald Reagan", « *les budgets du Pentagone sont* [encore plus] *un important instrument de la gestion économique* » (14). Ainsi, Richard Cheney, secrétaire à la Défense, propose pour l'année fiscale 1991 un budget de 303,3 milliards de dollars, contre 302 l'année précédente (15). La réduction des dépenses touchera d'abord le fonctionnement de l'armée, car on peut imaginer que la pompe keynésienne militaire réduise son débit sous la pression d'un déficit budgétaire américain gigantesque.

3) Enfin, durant toutes ces années, l'endettement public n'a cessé de croître. Aux Etats-Unis, la dette publique fédérale est passée de 908 milliards de dollars en 1980, à 1 817 en 1985 et 3 107 (estimation) en 1990. En RFA, la dette publique (sans compter celle des postes et chemins de fer) atteint 923,5 milliards de dollars. Avec celles des grandes régies publiques, elle totalise plus de 1 000 milliards, 41 % du PNB de 1989 (16). Elle a presque doublé depuis 1980.

Vol stable et trous d'air

Evidemment, la situation de la RFA est autrement plus saine que celle des Etats-Unis, mais ce gonflement de l'endettement public confirme que la bonne pompe keynésienne a fonctionné, malgré les grands discours libéraux. L'endettement privé a suivi le rythme. L'hebdomadaire *Business Week* constate : « *L'endettement des consommateurs* [aux Etats-Unis] *a augmenté à un rythme à deux chiffres de 1984 à 1988, une hausse sans précédent qui a aidé la croissance économique* » (17). En Grande-Bretagne, la

9) *IHT*, 22 juin 1990.
10) *Financial Times*, 11 janvier 1990, "Financial Times Survey, Defence".
11) *World Military and Social Expenditures 1989*, Ruth Leger Sivard, Washington, p.22.
12) *The Economist*, 9 juin 1990.
13) *State of the World*, Lester Thurow, World Watch Institute, 1989.
14) *IHT*, 29 mai 1990, auteur de "Fat years and Lean : American Economy Since Roosevelt".
15) *Financial Times*, 21 juin 1990.
16) *AGEFI*, 22 juin 1990.
17) *BW*, 25 juin 1990.



boom du crédit pour l'achat de maisons individuelles est un des traits marquants des années 1980. Les exemples pourraient être multipliés.

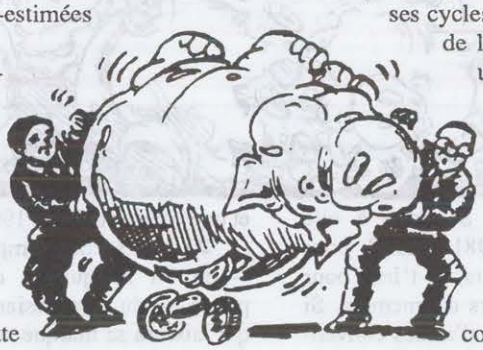
A la longue, ces trois types d'amphétamines n'auront plus les mêmes effets. Dans plus d'un cas, les doses ne pourront plus être augmentées au même rythme, aux Etats-Unis entre autres. Alors ?

Alors, les répercussions sur la conjoncture américaine seront plus aiguës. Le recul du taux de profit dans l'industrie se confirme au premier trimestre 1990 ; les investissements industriels plafonnent donc logiquement ; la construction (de maisons et d'entreprises) pique du nez ; l'achat de voitures stagne et leur construction recule ; un secteur de l'industrie de l'armement se tasse. Une partie importante de l'économie connaît déjà la récession.

La morosité de l'oncle Sam

Or, un ralentissement de l'économie — face à la conjonction d'un tassement des profits anticipés et de la demande — est classiquement contrecarré par un "instrument conjoncturel" décisif : l'injection d'argent dans le circuit par les autorités (comme cela a été fait, sous une forme particulière, lors du krach de 1987). Avec le déficit public actuel accumulé au cours d'années de croissance, on voit mal comment l'Administration nord-américaine pourrait l'élargir de façon significative pour stimuler rapidement une relance. D'autant plus qu'un affaissement de la conjoncture accroît le déficit budgétaire, par la baisse des recettes et l'accroissement relatif des dépenses.

Dans ce climat morose, nombreuses seront les entreprises rachetées par endettement qui ne pourront plus honorer leur dette. Six des dix plus grandes faillites de l'histoire américaine se sont produites durant ces derniers 18 mois (18). Cela augure de certaines débâcles face à une récession ou même à un ralentissement prolongé. De nombreuses banques sont engagées dans des affaires pourries, aussi bien dans l'immobilier que dans des restructurations financières de sociétés. Le renflouement des caisses d'épargne (qui selon les estimations actuelles les plus modestes, coûtera 456 milliards de dollars jusqu'en 1999) pourrait bien être suivi d'un effort de renflouement de quelques banques (19). Après avoir festoyé à la table du crédit, l'indigestion se fera sentir lorsque la facture sera déposée sur un compte dégarni. Une récession américaine — endiguée, encore une fois, au prix d'une élévation de la pyramide de dettes — peut ne pas briser l'élan d'un cycle en RFA ou même au Japon et le laisser se prolonger. Mais, suivant l'ampleur des turbulences financières, des contrecoups peuvent se faire sentir sur des systèmes financiers dont les faiblesses étaient sous-estimées (Japon).



La RFA-Europe a devant elle, non seulement la perspective de 1992, mais aussi celle de l'unification allemande. Cette dernière va offrir de nouveaux débouchés aux entreprises allemandes qui feront face à des "concurrents" (est-allemands) cul-de-jatte. Elle fournira une main-d'œuvre qualifiée bon marché et le chômage additionnel (de l'Est) servira à modérer les salaires en période d'expansion. Tout cela soutiendra la bonne con-joncture. Deux questions restent cependant ouvertes :

a) A quel rythme et avec quelle ampleur les investissements en RDA vont-ils suivre ?

b) Quelle ponction fiscale sur les salaires (impôts pour payer les intérêts de la dette) le gouvernement de Bonn pourra-t-il effectuer afin de financer un *Anschluss* à crédit, dont les effets sont par ailleurs tendanciellement inflationnistes ?

L'exploitation de l'Est

Pour la quasi-totalité des pays de l'Est, la péjoration du rapport de la dette nette aux revenus des exportations, ainsi que l'impossibilité de faire appel à l'URSS pour assurer les crédits (étant donné la propre crise de ce pays et l'éclatement du Conseil d'assistance économique mutuelle — CAEM) ont poussé les pays impérialistes à mettre en place la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD), avec son écrivain français de président, Jacques Attali. La BERD assurera les entreprises qui effectueront des travaux d'infrastructures (transports, télécommunications, etc.) et certains investissements lourds à l'Est. Les banques privées, craignant les désordres socio-politiques et sachant qu'un marché ne se mesure pas seulement au nombre d'habitants mais à leur pouvoir d'achat effectif, sont plus prudentes avant d'appuyer ceux qui foncent vers l'Est... avec, souvent, peu de capitaux en poche ! Toutefois, pour de nombreuses entreprises, allemandes et associées, on assiste à un coup de pouce signé BERD.

La poussée d'investissements productifs en Europe-RFA et au Japon va-t-elle déboucher sur une relance soutenue et durable ? Les contrastes et la désynchronisation qui marquent l'économie mondiale et ses cycles indiquent que le sentier de la croissance ne sera pas une autoroute ; nombreux sont ceux qui ont peu de chances de s'y engager ou peuvent déraper. Plus globalement, les marchés qui se contractent (tiers monde, armement) vont-ils simplement être compensés par ceux qui s'ouvrent ailleurs (Est, certains pays asiatiques) ce qui reviendrait à un jeu à somme nulle ? Ou bien vont-ils embrayer sur le cycle d'investissements et entrer dans une dynamique cumulative ? On termine par une question. Révélateur de l'air du temps... ★

27 juin 1990
La Brèche

18) *IHT*, 11 juin 1990.
19) *IHT*, 2-3 juin 1990.

Dette, la guerre silencieuse

Brutalement apparu au cours de l'été 1982 à la "une" des médias occidentaux, à l'occasion de la crise bancaire mexicaine, le "problème de la dette des pays en voie de développement" semble en avoir presque disparu aujourd'hui, remplacé par les révolutions dans les pays de l'Est. Pourtant les émeutes de la faim, qui éclatent presque régulièrement (Venezuela, Argentine, Algérie, Gabon), montrent la pression que la dette exerce sur le tiers monde. Aujourd'hui, celle-ci a pris, selon les termes de Susan Georges, la forme d'"une guerre silencieuse" (1), une véritable guerre dont les victimes parmi les populations se comptent par millions (recrudescence de maladies infectieuses parmi les enfants faute de vaccinations élémentaires, augmentation de l'analphabétisme, stagnation ou recul de l'espérance de vie, etc.), mais dont les armes sont matériellement invisibles : les lois inexorables du marché mondial capitaliste.

Jacques CHERBOURG

SANS remonter à la période coloniale, il faut rappeler que la crise de la dette du tiers monde n'est qu'un aspect de la crise générale des économies capitalistes apparue dans les années 1970. L'épuisement du mode de production mis en place dans les pays occidentaux après la Seconde Guerre mondiale, et notamment la baisse de la productivité globale, entraîne une baisse de l'investissement productif. Des masses importantes de capitaux cherchent alors à se placer sur les marchés financiers. En outre, les pays du tiers monde producteurs de pétrole (essentiellement les pays du Golfe) profitent de cet affaiblissement du capitalisme mondial et de la défaite de l'impérialisme dominant au Viet-nâm, pour tripler le prix du pétrole, ce qui augmente d'autant leurs revenus. Mais ils n'ont pas la possibilité, ni surtout la volonté, d'investir chez eux ces milliards de "pétrodollars" qui arrivent aussi sur les marchés financiers internationaux.

Les banquiers occidentaux se trouvent donc à la recherche de placements pour ces dépôts considérables : "le recyclage" se fera essentiellement par des prêts au tiers monde, notamment aux pays d'Amérique latine et d'Asie qui paraissent offrir d'intéressantes perspectives de développement... mais aussi aux autres. En effet, tout ceci s'effectue dans un contexte de surenchère totalement incontrôlée : en plus des grandes banques internationales, chaque petite banque ou caisse d'épargne, du *Middle West* nord-américain par exemple, a voulu avoir "son" prêt sur l'Amérique latine. Les études économiques qui doivent, en principe, être faites en préalable à tout accord de crédit, ont été négligées au profit des pots-de-vin offerts aux responsables des pays du tiers monde pour qu'ils acceptent de s'endetter. On trouve ainsi plus de cinq cents banques créancières du Mexique et plus de huit cents du Brésil (lequel d'ailleurs prête, à son tour, à la Pologne). Dans son dernier livre sur la dette, Susan Georges donne de nombreux exemples de ces pratiques, à partir de témoignages de banquiers "repentis" et du ministre mexicain des Finances de l'époque.

Le montant de la dette explose littéralement, croissant d'environ 20 % chaque année entre 1976 et 1981. La charge de cette dette (on dit le "service de la dette") se compose de remboursements et d'intérêts : ces derniers ont augmenté encore plus vite que la dette car ils étaient "à taux variable", suivant l'inflation mondiale, petit détail sur lequel les banquiers prêteurs n'avaient pas jugé utile d'insister auprès de leurs clients. Ainsi, des prêts consentis en 1976 à 6,1 % ont, en fait, supporté en 1981 un taux de 16,7 % puisqu'ils étaient indexés sur le *London Interbank Offered Rate* (LIBOR), taux de référence international. Cela entraîne un endettement massif et des taux usuraires : bonne affaire pour les banquiers !

Chronique d'une arnaque

En août 1982, le Mexique se retrouve brusquement en situation de quasi-banqueroute. Les grandes banques, les gouvernements occidentaux et les institutions internationales à leur service (Fonds monétaire international — FMI, Banque des règlements internationaux — BRI, etc.) se mobilisent rapidement et fournissent les capitaux nécessaires pour éviter un effondrement qui aurait eu de graves répercussions sur le système financier international. En quinze jours, les fonds sont trouvés (les banques privées ne fournissent d'ailleurs que 60 % du montant du sauvetage, alors que la dette mexicaine est contractée à plus de 80 % auprès d'elles). Le problème est vraiment pris au sérieux et un système statistique global de recensement de la dette est mis,

1) Susan Georges, *Jusqu'au cou : enquête sur la dette du tiers monde*, éditions La Découverte, 1988.

en place, mais les séries ne sont vraiment complètes qu'à partir de 1982.

Les médias découvrent avec tambours et trompettes la "crise de la dette", mais uniquement celle des pays du tiers monde qui ne peuvent pas payer ; pas un mot sur les pratiques des banques qui, pourtant, ont très bien compris l'alerte. La vogue des prêts au tiers monde disparaît aussi vite qu'elle était apparue.

Devant la dégradation de la situation, les bourgeoisies locales, notamment en Amérique latine, provoquent d'importantes fuites de capitaux vers les paradis fiscaux et les banques occidentales. Ces fuites sont, par définition, impossibles à mesurer directement, mais on a pu les estimer à 25 milliards de dollars par an au début des années 1980, c'est-à-dire environ la moitié de l'accroissement de la dette de ces pays sur la même période.

Nouvelle bonne affaire pour les banquiers qui voient revenir immédiatement, en fraude, une bonne partie des milliards qu'ils ont prêtés, alors que ceux-ci vont continuer à leur rapporter des intérêts, puis leur seront ensuite remboursés "officiellement" !

En octobre 1985, le secrétaire américain au Trésor, James Baker, propose un "plan" pour quinze pays parmi les plus endettés (Argentine, Bolivie, Brésil, Chili, Colombie, Côte d'Ivoire, Equateur, Maroc, Mexique, Nigéria, Pérou, Philippines, Uruguay, Venezuela, Yougoslavie) qui représentent près de la moitié de la dette totale. L'idée est de relancer la croissance des pays endettés en maintenant, malgré tout, un flux de capitaux extérieurs, principalement de source bancaire privée, d'environ 10 milliards de dollars par an.

En fait, les banques ne suivent pas ces "conseils". Au contraire, elles continuent à freiner fortement leurs prêts au tiers monde et les organismes internationaux (FMI, Banque mondiale) ne veulent pas prendre le relais. Un certain nombre de pays, par exemple le Brésil, se trouvant contraints de décider de suspendre unilatéralement leurs paiements.

Néanmoins, diverses tentatives de réduction de la dette ont été effectuées. La conversion de la dette en actions consiste en un rachat à bas prix d'entreprises rentables des pays débiteurs par les capitalistes étrangers, éventuellement après dénationalisation. Elle a surtout été pratiquée par le Chili, le Mexique, et le Brésil, aujourd'hui par l'Argentine. Mais elle n'a permis qu'une baisse de 5 % environ de la dette des pays concernés. Cette conversion se fait généralement en tenant compte de la "dévalorisation des créances" sur le tiers monde qui apparaît sur le marché secondaire de la dette. Par exemple, une créance de 100 dollars sur la Bolivie ne vaut plus que 10 dollars sur ce marché et, pour l'ensemble des quinze pays, on estime que la valeur marchande réelle de la dette ne serait plus aujourd'hui qu'environ la moitié de la valeur de départ.

DONNEES SUR LA DETTE

	ENCOURS (a)	DETTE % PIB	SERVICE Total	DETTE %X(b)	DETTE/hab ($)	% DETTE PUBLIQUE	TRANSFERTS (c)
SUD	1238	44	147	26	320	54	- 30
Afr.Nord+Moyen Orient	247	42	32	26	870	66	0
Afrique Noire	160	78	14	29	330	81	0
Amérique Latine	466	60	44	46	1110	37	- 20
Asie+Pacifique	365	29	57	20	140	58	- 10
Chine	37	7	4	11	40	45	
Inde	50	22	4	48	60	78	
4 Dragons *	82	33	18	11	1170	30	
Autres	196	74	31	47	280	68	
EST	153	7	27	12	360	44	
Europe de l'Est	116	19	20	18	840	46	
URSS	37	3	7	6	130	38	

* Corée du Sud, Taiwan, Hong-Kong, Singapour
(a) Fin 1987, en milliards de $
(b) Service de la dette (intérêts+remboursement) en % des exportations
(c) Transferts nets en crédits à long terme en 1987. Un signe négatif signifie une sortie de capitaux.
Sources : OCDE FMI

De Baker en Brady

Une procédure de conversion de la dette en obligations a été proposée en 1987 pour réduire celle du Mexique. Les banques devaient échanger leurs créances, partiellement dévalorisées compte tenu du marché secondaire, contre des obligations du Trésor mexicain, dont le remboursement était garanti par des obligations du Trésor nord-américain achetées par le Mexique. L'opération, prévue pour un montant de 10 milliards de dollars, n'a recueilli en fait que 3,7 milliards de dollars, car les banques n'ont accepté que 30 % de décote de leurs créances, critiquant par ailleurs le fait que seul était garanti le remboursement des obligations et non le paiement des intérêts.

On a aussi cherché à réduire provisoirement la charge de la dette en utilisant la procédure des rééchelonnements qui consiste à reporter dans le futur une partie des remboursements et/ou des intérêts. De nombreux pays ont signé de tels accords, assortis en général de négociations avec le FMI qui exige du gouvernement la mise en place d'un "plan d'ajustement structurel" pour "assainir" l'économie locale. Au Venezuela, début 1989, et plus récemment au Gabon, la signature des accords a été suivie des émeutes que l'on sait.

Mais ces solutions partielles ne sont pas à la hauteur du problème global et cela apparaît clairement dès mai 1987 lorsque la Citicop, première banque nord-américaine, décide de passer en pertes en capital environ 3 milliards de dollars de créances sur le tiers monde.

Elle est rapidement suivie par les autres grandes banques qui font suffisamment de profits pour supporter de tels dommages.

Cette décision a amené tous les grands pays créanciers, notamment les Etats-Unis, le Japon et la Grande-Bretagne, à élargir leurs réglementations fiscales sur les provisions, celles-ci venant en déduction du bénéfice imposable des banques. Actuellement on estime qu'environ 30 % (et même 50 % en France) du montant des créances sur le tiers monde est couvert par des provisions.

La question d'une annulation, au moins partielle, de la dette était donc posée, et par les banquiers eux-mêmes. Au contraire, les gouvernements impérialistes et notamment celui des Etats-Unis, imposaient deux contraintes à tout projet de solution :

— pas de solution globale et automatique mais examen au cas par cas de chaque pays pour mieux peser sur les gouvernements ;

— pas de désengagement du secteur bancaire privé sur le secteur public et multilatéral (FMI et Banque mondiale) selon la bonne orthodoxie libérale reaganienne.

Mais la dette ne peut plus être traitée seulement comme un problème économique ou financier, c'est devenu une question politique importante, ce dont témoigne de façon symbolique, le passage de James Baker du secrétariat du Trésor (ministre des Finances) au secrétariat d'Etat (Affaires étrangères). Dans ce cadre, lors du sommet de Toronto des sept

pays les plus riches, fin 1988, un plan d'allégement de la dette des pays les plus pauvres est adopté sous la forme d'un "menu d'options" qui peuvent être combinées : annulation d'un tiers des créances publiques, réduction des taux d'intérêt et/ou allongements des délais de remboursement. De plus, quelques mesures d'annulation, plus spectaculaires qu'importantes, sont annoncées vis-à-vis de pays d'Afrique noire, qui ne reçoivent que des crédits publics ou multilatéraux.

Une étape supplémentaire est franchie en mars 1989, lorsque le nouveau secrétaire américain au Trésor, Nicholas Brady, accepte de lever officiellement la seconde contrainte, ce qui signifie que le FMI et la Banque mondiale vont venir au secours des banques privées : ces gens-là sont pour la privatisation des profits, mais pour la socialisation des pertes ! Le "plan Brady" consiste à dire aux banquiers : *« contre l'abandon d'une partie (30 %) de vos créances, les institutions internationales vous garantissent le reste »*. La première mise en pratique est l'accord sur la dette mexicaine du 4 février 1990. Selon cet accord, grâce à des annulations de dettes commerciales bancaires, couvertes par le FMI et à des diminutions de taux, la charge de la dette mexicaine pourrait être allégée de 2 milliards de dollars par an, l'essentiel des remboursements étant reporté à 2020. D'autres négociations du même type sont en cours pour les pays dits "à revenus intermédiaires" comme le Mexique, pour lesquels la part des crédits bancaires privés est importante.

Il faut remarquer que l'abandon d'un tiers des créances, demandé par le plan Brady, correspond en gros à la partie des créances qui sont aujourd'hui couvertes par des provisions, c'est-à-dire qu'il ne s'agit pas d'une perte réelle pour les banques, mais que cet abandon est en fait mis indirectement à la charge des contribuables des pays riches.

On constate finalement que, depuis 1982, les banquiers ont remarquablement maîtrisé une situation explosive... qu'ils avaient eux-mêmes créée.

Les recettes du FMI

A l'inverse, du côté des pays endettés, hormis un petit nombre de pays d'Asie, la situation est catastrophique : malgré cet endettement massif, la décennie 80 n'aura vu aucun développement notable. Au contraire, la croissance moyenne annuelle a chuté de 6 à 3 % entre les années 70 et les années 80, alors qu'elle n'a ralenti que de 3,5 à 2,5 % dans les pays riches. Mais si l'on considère la croissance par tête, l'effondrement du tiers monde apparaît clairement : à peine 1 % de croissance annuelle par tête pendant la décennie 80 contre 3,5 % précédemment. Le détail par grandes régions montre une stagnation en Amérique latine (0 % contre 3,8 %) et la ruine de l'Afrique Noire (-3 % contre 2 %). Ce chiffre de -3 % pendant 10 ans signifie une amputation de plus du tiers du revenu par habitant... et les investissements, c'est-à-dire les possibilités futures de développement, ont baissé encore plus. Autre indice significatif : la dernière mise à jour par l'OCDE de son classement des pays par tranches de revenus n'a donné lieu qu'à des rétrogradations.

Croissance et inflation dans l'économie mondiale

(taux annuels, en pourcentage)

	1969–73	1974–82	1983–89
Croissance[1]			
Pays industrialisés	4.3	2.1	3.6
Pays en développement	7.2	4.3	3.6
Afrique	7.5	2.8	1.8
Asie	5.2	5.9	7.4
Europe	5.9	3.9	2.6
Hémisphère occidental	6.9	3.8	1.7
Moyen-Orient	11.9	3.5	1.0
Pays avec difficultés à assurer le service de la dette	6.6	3.5	1.9
Inflation[2]			
Pays industrialisés	5.6	9.6	3.9
Pays en développement	10.0	24.2	49.5
Afrique	7.5	16.9	17.2
Asie	7.5	9.8	9.4
Europe	6.1	19.0	47.0
Hémisphère occidental	17.0	52.0	177.3
Moyen-Orient	6.5	15.5	16.0
Pays avec difficultés à assurer le service de la dette	11.9	34.8	107.8

[1] Moyenne pondérée des taux de croissance du PIB réel; les pondérations sont fonction de la valeur moyenne du PIB, en dollars E.U., sur les trois années précédentes.
[2] Moyenne pondérée des taux de variation des prix à la consommation; les pondérations sont fonction de la valeur moyenne du PIB, en dollars E.U., sur les trois années précédentes.

Source : FMI, *Perspectives de l'économie mondiale*, mai 1990

Les théories libérales du FMI promettaient au contraire la mise en œuvre d'un cercle vertueux : emprunt, investissement, production, exportations, paiement de la dette.

Et pour développer les exportations, seule façon de se procurer les devises nécessaires au paiement de la charge de la dette, le FMI recommande de diminuer la demande intérieure et notamment la consommation individuelle et collective, c'est-à-dire de supprimer les subventions aux prix des produits alimentaires de base et de faire des coupes sévères dans les budgets, surtout en matière de dépenses publiques (nombre et salaires des fonctionnaires) et sociales (santé, éducation).

Mais, première contradiction dans les théories du FMI, si l'on veut développer la production et les exportations, il faut investir, c'est-à-dire, pour la plupart des pays du tiers monde qui n'en produisent pas, importer des biens d'équipements et donc perdre une grande partie du gain des exportations. Ensuite, seconde contradiction, si l'on appelle simultanément tous les pays à développer leurs exportations dans un contexte de faible croissance globale, le résultat sera une augmentation de la concurrence et donc une baisse des prix des exportations.

La Côte d'Ivoire, pourtant élève-modèle du FMI, a été victime de cette dégradation brutale des termes de l'échange. La production de ce pays est évaluée à 9 milliards de dollars et sa dette extérieure à 14 milliards. Le service de la dette est de 2,5 milliards alors que les exportations dépassent à peine 3 milliards. En 1989, le prix à l'exportation du cacao (50 % des exportations) est de 50 (base 100 en 1985) et le prix du café (25 % des exportations ivoiriennes) est de 37 (base 100 en 1985) ! Malgré toute sa bonne volonté, Houphouët Boigny a dû déclarer son pays en cessation de paiements ; le remède proposé ensuite par le FMI a déclenché de violentes manifestations de protestations parmi la population.

La dette contre le développement

La dette aujourd'hui bloque toute possibilité de développement dans la plupart des pays du tiers monde ; mais plus que le principe même de l'endettement, ce sont ses conditions d'utilisation qui doivent être contestées. Après tout, dans les économies développées, les entreprises et les particuliers sont endettées, les Etats eux-mêmes le sont et ils émettent généralement des emprunts nouveaux pour rembourser les anciens. Les Etats-Unis ont ainsi les plus importantes dettes, intérieure et extérieure du monde. Et ils n'hésitent pas à faire monter les taux d'intérêts pour attirer les capitaux, contribuant ainsi à alourdir la charge de la dette du tiers monde.

Dans ces pays, le montant des emprunts extérieurs qui est effectivement investi dans la production socialement utile est bien inférieur au total reçu, pour plusieurs raisons :

— la fuite des capitaux, organisée par les bourgeoisies locales, atteint des montants considérables : près de la moitié du montant total de la dette dans certains pays. Les dirigeants des régimes particulièrement corrompus se sont constitués des trésors personnels, le plus souvent dans les banques suisses (Somoza, Marcos, Duvalier, etc.). Ce doit être une tâche du mouvement démocratique, à la fois dans les pays impérialistes et dans le tiers monde, que d'obtenir la restitution de ces fonds aux populations qui en supportent la charge ;

— les dépenses militaires sont estimées à 20 % au moins de la dette. Bien que tous les pays minorent ce type de dé-

La dette en chiffres

Selon les publications les plus récentes de l'OCDE, la situation actuelle est la suivante. A la fin décembre 1989, le montant total de la dette est de 1 320 milliards de dollars et la charge annuelle de cette dette est de 175 milliards (100 pour les intérêts et 75 pour les remboursements).

Pour apprécier ces chiffres, on les compare habituellement à la production totale, pour le montant de la dette, et aux exportations, pour la charge de la dette. Pour l'ensemble des pays du tiers monde, le rapport dette/production est d'environ 50 % (il n'était que de 25 % en 1970) et le rapport charge de la dette/exportations est d'environ 30 %, mais pour certains pays très pauvres, notamment en Afrique Noire et en Asie du Sud, ces pourcentages peuvent dépasser 100 %.

Depuis 1987, le montant réel de la dette corrigé des varaitions des taux de change n'augmente que très peu (environ 3 % par an contre 20 % dans les années 1975-1980). Cette augmentation était d'ailleurs principalement constituée des montants non payés d'intérêt et de remboursement. Cela revient à dire qu'aujourd'hui, le tiers monde s'endette uniquement pour payer la dette ; c'est le phénomène d'autonomisation de la dette, l'endettement à perpétuité.

Selon les calculs de la Banque mondiale, si l'on se restreint à la seule dette à long terme, la baisse des paiements d'intérêt a plus que neutralisé les entrées de capitaux, et le transfert net (les prêts nouveaux moins les intérêts et les remboursements) est positif en faveur des pays riches depuis 1984 et atteint environ 50 milliards en 1988 et 1989 : ***c'est le tiers monde qui aide les pays riches !***

penses, on constate que le tiers monde a triplé sa part dans les dépenses militaires mondiales, passant d'environ 7 % en 1960 à 20 % en 1986. On constate d'ailleurs que les armées des pays du tiers monde ne sont pas des armées sous-développées : elles disposent souvent d'équipements très modernes, notamment pour leur tâche principale de maintien de la "sécurité intérieure", c'est-à-dire de répression de la population ;

— les dépenses somptuaires de certains présidents mégalomanes (palais présidentiel, autoroutes, et même cathédrale... à Yamoussoukro, village natal de Houphouët Boigny) absorbent aussi une part importante, mais inconnue, des ressources. Comme les dépenses militaires, ce sont des fonds qui retournent immédiatement dans les banques de la métropole "prêteuse" ;

— même les fonds effectivement consacrés à l'investissement productif sont souvent affectés à des projets inadaptés, sans rapport avec les besoins et les capacités techniques et humaines du pays, utilisant des technologies compliquées et chères, qui laissent le pays dans une totale dépendance. Dans de nombreux cas, il s'agit de prêts de banques multinationales à des entreprises multinationales de la même métropole. Sans parler des projets dangereux pour l'environnement dont les pays occidentaux tentent de se débarrasser sur le tiers monde : industrie chimique (Bhopal en Inde), stockage des déchets industriels, déforestation massive, barrages pharaoniques, etc.

Face à ce gâchis des grands projets, les organisations non gouvernementales (ONG), d'orientation religieuse ou humanitaire, mettent en place de nombreux et utiles micro-projets de développement, mais sans que cela puisse conduire à une remise en cause des tendances lourdes du sous-développement ;

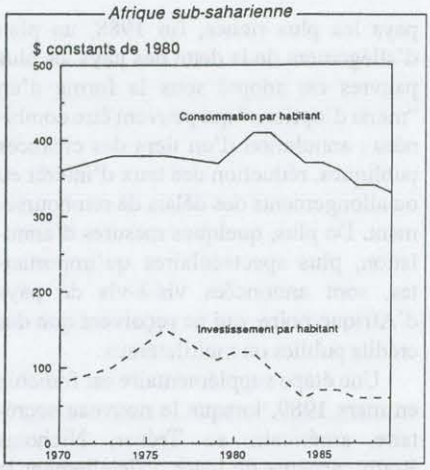
— enfin, plus fondamentalement, il faut mettre en cause les responsabilités des bourgeoisies locales dans le choix de leur tentative d'insertion dans le marché mondial capitaliste : par exemple, cela signifie la baisse des cultures vivrières au profit des cultures d'exportation. Lorsqu'on injecte des fonds dans les pays du tiers monde tels qu'ils sont, avec leurs structures sociales profondément inégalitaires, cette injection *a priori* favorable ne se traduit pas par une amélioration des conditions moyennes d'existence, mais au contraire par toute une série d'effets pervers, notamment l'inflation. Et le sens de classe de cette contre-performance est très précis : les bourgeoisies du tiers monde ne sont pas motivées pour un développement, même faible, du pouvoir d'achat des travailleurs.

A l'Est, la dette aussi...

Ce qui amène à s'interroger sur un éventuel autre modèle de développement, c'est-à-dire sur les pays de l'Est.

Les pays de l'Est sont aussi concernés par les problèmes de la dette, de plusieurs points de vue.

Tout d'abord, il faut préciser que les pays de l'Est ne sont pas les créanciers du tiers monde, qui reste une chasse-gardée des pays impérialistes. Sur les 1 320 milliards de dollars de la dette du tiers monde, on estime que les pays de l'Est (l'URSS essentiellement) ont prêté 44 milliards, à peine 3,3 % du total, dont respectivement 10, 8 et 7 milliards pour chacun des trois pays frères : Viet-nâm,

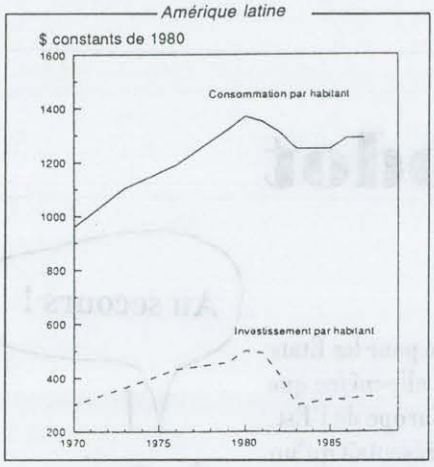


Cuba, Mongolie. Sans parler ici de l'"aide militaire" — parfois importante — l'aide civile des pays de l'Est et de la Chine passe par la coopération et l'assistance technique et par des dons aux pays amis, notamment en Afrique (on entend parfois dire que les pays de l'Est n'aident pas le tiers monde autant que les pays occidentaux : mais c'est tout simplement qu'ils ont moins de gouvernements à leur service à soutenir). Mais il est probable que l'ère Gorbatchev va se traduire par des désengagements dans ce domaine aussi (voir les relations avec Cuba) (2).

Les pays de l'Est sont principalement concernés par la dette en tant qu'emprunteurs ; une partie d'entre eux figure parmi les vingt pays n'appartenant pas à l'Organisation de coopération et de développement économique (OCDE) les plus endettés du monde. Ainsi, à la fin 1988, selon les chiffres de l'OCDE, la Chine et l'URSS ont chacune une dette d'environ 45 milliards de dollars (mais cela ne semble pas catastrophique pour l'instant, compte tenu du poids économique global de ces pays). Par contre, la Pologne a une dette de 40 milliards, la Yougoslavie de 25, la RDA et la Hongrie de 20.

La situation actuelle d'endettement de la Pologne ou de la Yougoslavie est tout à fait analogue à celle d'un pays d'Amérique latine des années 70, comme l'Argentine. Pour tenter de calmer le mécontentement populaire après les émeutes de 1970 en Pologne, le gouvernement Gierek a importé des biens de consommation et des biens d'équipement modernes, financés en grande partie par un endettement auprès des pays occidentaux. La montée des luttes et l'effondrement de la gestion bureaucratique de l'économie ont bloqué toute perspective de remboursement et le Premier ministre actuel, Tadeusz Mazowiecki était à Paris, fin mai 1990, pour obtenir l'annulation d'une partie au moins de la dette polonaise. Il est reparti avec

2) Voir *Inprecor* n° 295 du 16 octobre 1990 et n° 301 du 27 janvier 1990.



beaucoup de bonnes paroles de la part de François Mitterrand, un petit réechelonnement de sa dette, mais aucune annulation.

De leur côté, les Yougoslaves, qui se sont largement ouverts au marché mondial capitaliste dès le début des années 70, sont arrivés à cumuler les inconvénients de deux systèmes : ils ont la bureaucratie et la répression d'un côté, la dette, l'inflation, le chômage et l'émigration de l'autre.

Il est bien clair, en effet, que les méthodes du FMI, appliquées avec zèle par de nombreux gouvernements de pays du tiers monde, vont aboutir aux mêmes résultats si elles sont appliquées dans les pays de l'Est : inflation, chômage, baisse des dépenses sociales, privatisations massives...

Le FMI s'intéresse de près actuellement à l'Europe de l'Est et encourage son passage à l'économie capitaliste. Dans son bulletin daté du 14 mai 1990, le directeur du FMI commence par citer... Trotsky (*« Ceux qui veulent vivre tranquillement auraient mieux fait de ne pas naître au XXe siècle. »*), puis expose crûment un plan en cinq points :

1) il n'y a pas de troisième voie entre socialisme bureaucratique et économie capitaliste ;

2) on ne peut pas modifier seulement certaines parties du système (par exemple seulement les prix), sans toucher à l'ensemble car tout est lié (prix, salaires, organisation des entreprises, rôle de l'Etat) ;

3) le passage à l'économie capitaliste impose des politiques d'austérité, passant notamment par la libération des prix (actuellement la hausse des prix en Pologne est de 30 % par mois) ;

4) le changement ne pourra pas vraiment se faire en douceur (voir la Chine) ;

5) le rôle du gouvernement dans la transition est fondamental pour faire accepter cette politique.

Ainsi, au moment où les médias nous assomment de discours sur le retour de la démocratie à l'Est, on voit le FMI — ainsi d'ailleurs que les autres instances internationales dominées par les pays capitalistes et que la Communauté économique européenne (CEE) — mettre en place une politique d'ingérence caractérisée, comme ils le font ailleurs depuis longtemps. Ces gens-là ne se gênent vraiment plus comme le montre cet autre extrait du même discours : *« Le FMI appuie le programme économique de la Hongrie ; ce programme est un peu moins audacieux que celui de la Pologne, mais cela s'explique en partie du fait que le pays se trouvait au départ dans une situation plus favorable et aussi à cause de la tenue imminente des élections. Nous espérons avoir bientôt l'occasion de travailler avec le nouveau gouvernement hongrois sur un programme structurel de bien plus grande ampleur. »*

Ce ton cynique et dominateur montre que les banquiers vont tenir encore moins compte que jamais des émeutes de la faim qui ensanglantent régulièrement le tiers monde et qu'ils vont continuer à proposer les mêmes recettes. Mais ils sont actuellement beaucoup moins bavards sur leur ancien ami et fidèle disciple, Ceausescu qui, lui, a bien remboursé la dette (celle-ci n'a d'ailleurs guère amélioré la situation économique de la Roumanie), mais en affamant et en réprimant la population.

Il faudrait que les travailleurs dans les pays d'Europe de l'Est soient véritablement informés de la situation actuelle du tiers monde, afin d'empêcher que leurs pays ne s'engagent à leur tour dans une mise en coupe réglée par le capitalisme.

Il faut annuler la dette !

En juillet 1989, à Paris, à l'occasion du bicentenaire de la Révolution française et de la réunion provocatrice simultanée des gouvernements des sept pays les plus riches du monde, une grande manifestation avait été organisée pour exiger l'annulation de la dette et un appel en ce sens, dénommé "appel de la Bastille" avait été proposé à la discussion et au soutien des travailleurs de tous les pays du monde. Cette année, des manifestations sur ce sujet ont été organisées dans différents pays et l'appel a été repris internationalement (3).

Le mot d'ordre d'annulation de la dette s'impose aujourd'hui pour au moins deux raisons. Tout d'abord d'un simple point de vue humanitaire. Dans de nombreux pays d'Afrique noire, d'Amérique latine et d'Asie du Sud, il s'agit d'assistance à personne en danger, en danger de mort immédiate (épidémies, famines) ou à plus long terme (analphabétisme, baisse des dépenses de santé et d'éducation, chute de l'investissement productif). Une grande partie de ce qu'on appelle le tiers monde est en train d'être marginalisée, voire oubliée complètement, comme le montre la baisse de sa part, déjà faible, dans le commerce mondial (à peine 20 % y compris le pétrole). Dans le même temps, des campagnes racistes désignent les peuples du tiers monde comme des "attardés" ou de dangereux fanatiques.

Pour leur défense, les populations n'ont rien à attendre de leurs gouvernements locaux entièrement ou largement aux ordres des métropoles capitalistes qui les mettent en place et les soutiennent (4). Il ne faut pas compter sur eux, ni sur une mythique solidarité du tiers monde, pour organiser un boycott de la dette. D'autre part, l'exemple du Nicaragua, a montré qu'un pays isolé peut être soumis à des pressions économiques bien plus redoutables que des agressions militaires directes.

Bien sûr, l'annulation de la dette ne résoudra pas par miracle les problèmes du tiers monde mais elle devrait au moins permettre d'arrêter l'effondrement qu'il connaît depuis dix ans. Pour préparer ensuite un nouveau développement, un certain nombre de conditions politiques sont nécessaires et c'est la seconde raison de notre lutte contre la dette et pour le développement. Il faut répondre au matraquage des médias qui parlent de "la défaite du socialisme" et "la victoire définitive du capitalisme". C'est vrai, le capitalisme est rentable, mais seulement pour une petite minorité : les 80 % de la population mondiale qui appartiennent au tiers monde n'en bénéficient pas et l'écart s'accroît entre pays riches et pays pauvres. De même qu'à l'intérieur des pays riches eux-mêmes, où les inégalités entre riches et pauvres se développent, comme le montrent toutes les statistiques récentes en France sur les salaires, les revenus et la consommation.

Le capitalisme fonctionne à partir d'inégalités et il les amplifie. Le problème de la dette montre qu'il ne pourra jamais permettre un développement harmonieux de l'humanité avec un juste partage des ressources. Les peuples du tiers monde et les travailleurs des pays dits développés devront ensemble trouver autre chose. ★

12 juillet 1990

3) Voir *Inprecor* n° 306 du 6 avril 1990 et n° 309 du 17 mai 1990.

4) Voir la récente réunion franco-africaine de La Baule, consécutive aux émeutes en Afrique noire.

En attendant Godot

Les Européens de l'Est ont tendance à sous-estimer le fait que pour les Etats occidentaux, et surtout pour les Etats-Unis, leur région n'a en elle-même que peu d'importance. Les opérations des Nord-Américains en Europe de l'Est après guerre ont toujours reposé sur l'idée que la zone ne représentait qu'un pion par rapport à la préoccupation fondamentale de leur politique, leurs rapports avec l'Union soviétique. Cette attitude n'a pas changé, le destin de l'Europe de l'Est devrait servir de levier pour forcer l'ouverture de l'URSS. Les politiques occidentales vis-à-vis de la région sont déterminées par une priorité : terminer la transition directe et rapide vers le capitalisme et détruire l'influence politique de toutes les forces qui semblent vouloir freiner cette restauration.

Alors que la guerre froide avait été menée sous la bannière de la lutte pour la "démocratie" contre le "totalitarisme", aujourd'hui, l'Occident n'accorde que peu d'attention aux problèmes politiques et aux difficultés que connaissent les nouvelles formations non-communistes qui dominent maintenant.

Oliver MAC DONALD

L'OUEST agit en Europe de l'Est à deux niveaux : d'une part, il tente d'orienter les choix des gouvernements est-européens, en les encourageant à adopter les objectifs et les méthodes de l'Ouest ; d'autre part, il essaye de restructurer ces Etats dans le sens d'une perspective capitaliste.

L'avenir des nouveaux régimes d'Europe de l'Est dépend de leur capacité à proposer à leurs électeurs un espoir crédible d'élévation de leur niveau de vie à moyen terme. Un tel projet nécessite des investissements et c'est là que les mécanismes occidentaux de contrôle interviennent. Ils feront tout pour que ces gouvernements, désirant accéder à de nouvelles ressources d'investissement, soient contraints de se tourner vers les institutions politiques du marché mondial capitaliste. La diplomatie occidentale rejette les exécrables méthodes staliniennes qui consistent à mettre un pistolet sur la tempe des "pays frères" ; à la place, elle laisse aux nouveaux gouvernements de l'Est la liberté de choisir entre rester aussi longtemps qu'ils le veulent dans leur isolement ou franchir le seuil du capitalisme de leur plein gré.

Les murs de l'isolement sont avant tout constitués par les vieilles méthodes de contrôle instaurées lors de la guerre froide contre les Etats du Conseil d'assistance économique mutuelle (CAEM).

Loin d'avoir été abattues par l'Ouest, de nouvelles barrières sont érigées en ce moment même devant l'accès aux ressources des institutions multilatérales du système économique occidental. Pour que ces barrages tombent, les gouvernements d'Europe de l'Est doivent s'engager dans des transformations sociales internes d'une envergure jamais vue depuis la soviétisation de la région, à la fin des années 40.

Pour comprendre ce système de contrôle, il nous faut rappeler certains éléments.

1) Le Comité de coordination pour le contrôle multilatéral des échanges Est-Ouest [COCOM, créé en 1949, qui regroupe les pays de l'Alliance atlantique et le Japon, nldr] est encore tout à fait opérationnel et une liste importante de biens est encore interdite à l'exportation vers l'Europe de l'Est.

2) Les barrières douanières de l'Ouest contre les importations d'Europe de l'Est restent nombreuses, surtout dans les secteurs les plus développés des économies est-européennes : l'agriculture, le textile, le charbon et l'acier. Ces barrières sont pieusement préservées dans les accords commerciaux qui viennent d'être signés ou qui sont négociés actuellement. Début 1990, la Communauté économique européenne (CEE) a introduit un système généralisé de préférence pour la Pologne et la Hongrie qui lève très peu d'obstacles et qui, de toutes façons, n'est valable qu'un an.

3) Les politiques publiques occidentales concernant la dette ont été conçues pour éviter une paralysie totale des économies polonaises et hongroises à court terme, tout en préservant la pression intégrale du remboursement de la dette sur les pays, à long terme. Cela assure un contrôle politique maximal à l'Ouest et désespère les gouvernements d'Europe de l'Est dans leur quête de crédits et de prêts à court terme, qui se voient contraints de négocier avec le FMI et d'autres institutions financières.

Ainsi, l'Ouest n'a pas annulé un seul dollar de la dette de l'Est. Seule la Pologne a obtenu un rééchelonnement, qui ne concerne que sa dette publique, jusqu'en mars 1991 (1). Tous les appels désespérés du gouvernement polonais depuis février 1990 ont été royalement ignorés. Le gouvernement hongrois pense, pour sa part, qu'il est trop faible pour envisager la demande d'un rééchelonnement, sans parler d'un moratoire. A Buda-

1) Voir l'article de Jacques Cherbourg, p.7.

pest, les fonctionnaires gouvernementaux expliquent que la simple référence à cette nécessité provoquerait la fuite du capital occidental, et donc une crise financière. La Hongrie est le pays qui est allé le plus loin dans le développement d'un marché libre des capitaux et son système politique est donc le plus vulnérable d'Europe de l'Est aux humeurs du capital privé occidental.

La Bulgarie — lourdement endettée de 11 milliards de dollars — est le seul Etat d'Europe de l'Est à avoir suspendu officiellement et unilatéralement les paiements de sa dette. La Tchécoslovaquie n'est pas confrontée à une telle crise car sa dette est faible (6 milliards de dollars) en comparaison avec ses capacités économiques ; son taux de crédit à l'Ouest est le plus élevé de toutes les économies de l'ancien glacis. La Roumanie, au prix d'une baisse catastrophique du niveau de vie de ses habitants, avait, on le sait, payé toute sa dette à l'Ouest.

4) Le poids de la dette, les pénuries de devises fortes et les barrières commerciales au commerce libre avec l'Ouest rendent la recherche d'exportations d'autant plus urgente et le goulot d'étranglement — causé par l'incapacité des pays de l'Est à garantir les importations clés — d'autant plus serré. Une des issues à ce problème est le "counter-commerce", soit diverses formes de troc, incluant des accords pour échanger un volume donné d'exportations d'Europe de l'Est contre un équivalent d'importations occidentales. Cette forme de commerce Est-Ouest était habituelle auparavant, elle a atteint jusqu'à environ 30 % des échanges au milieu des années 80.

Mais, ce n'est plus le cas aujourd'hui. Les gouvernements occidentaux ont exprimé très clairement qu'ils voulaient que ce type d'accords commerciaux cesse à présent et ils ont demandé aux gouvernements d'Europe de l'Est d'abandonner cette pratique. Ainsi, l'accord de commerce et de coopération entre la CEE et la Pologne, de septembre 1989, contraint explicitement le gouvernement polonais à ne pas chercher à promouvoir le "counter-commerce". Par cet interdit, l'Occident prend les gouvernements d'Europe de l'Est en otage et ceux-ci ne peuvent plus échapper à une dépendance complète envers les institutions politiques de gestion financière occidentales, surtout le Fonds monétaire international (FMI).

5) La conduite préférée du FMI consiste à engager des négociations avec un gouvernement sans tenir compte de l'économie et de la stratégie sociale précédente du pays. Ces négociations doivent déboucher sur une lettre d'intentions du gouvernement en question, suivie par l'approbation éventuelle des réformes qu'il s'engage à réaliser par la direction du FMI. Cet organisme donne alors le feu vert à d'autres institutions occidentales qui proposeront des prêts et des projets d'investissement à ce gouvernement.

Ce schéma a été appliqué tant en Yougoslavie, à l'automne 1989, qu'en Pologne, en décembre 1989. Dans ce pays, le plan Balcerowicz a été rédigé en collaboration avec le FMI qui l'a formellement accepté le 4 février 1990. Au même moment, le FMI accordait un crédit *stand-by* à la Pologne, donnant le feu vert à l'arrivée d'autres prêts internationaux. Durant le premier semestre de 1990, le FMI a discuté avec le gouvernement hongrois d'arrangements similaires ; et, au printemps 1990, cette institution internationale a commencé à débattre avec la Tchécoslovaquie et la Bulgarie de leur adhésion, tout en renouant le dialogue avec la Roumanie, après une longue période d'hostilités. ★

Les instruments des bailleurs de fonds

LE TERRIBLE FARDEAU de la dette, les problèmes des balances des paiements, les obstacles au libre commerce et l'interdiction du "counter-commerce" : autant de facteurs pour jeter ces Etats dans les bras des agences de planification du capital occidental, s'ils veulent stabiliser leurs finances et obtenir de nouvelles ressources d'investissement. Depuis les changements de 1989, le taux de crédit de tous les pays d'Europe de l'Est a diminué ; les banques occidentales du secteur privé refusent d'investir dans la région tant que les nouveaux gouvernements ne leur ont pas donné des garanties légales pour que leurs financements soient assurés contre tout risque de perte en devises fortes.

On appelle "aide" ce que la plupart de ces agences de planification ont à offrir mais, en fait, la réalité est autre. Cette "aide" est simplement une batterie d'instruments dont disposent les chefs d'orchestres de l'économie mondiale — des crédits *stand-by*, des prêts, des projets d'infrastructure et, en dernier ressort, une aide. Ce qui est nouveau, c'est la contrepartie des objectifs sociaux liée à ces instruments dans le cas est-européen.

Quels sont les instruments institutionnels qui gèrent cette aide ?

● On trouve d'abord la Banque mondiale (BM) : en février 1990, elle a annoncé qu'elle prêterait 5 milliards de dollars à l'Europe de l'Est durant les trois prochaines années (sauf à la Tchécoslovaquie qui est considérée comme un pays trop développé pour en bénéficier). Son président, Barber Conable, a dit clairement que cet argent *« sera principalement destiné à la restructuration de tous les domaines de l'économie et au changement en direction du marché »* ; il a souligné que la BM étudiait un nouveau système pour cette région *« conférant les prises de décision aux individus et aux entreprises privées »* (*Financial Times*, 23 février 1990). Le message est clair : les gouvernements d'Europe de l'Est ne recevront pas de prêts tant qu'ils n'accepteront pas ces termes.

● La CEE est un autre élément clé dans ce dispositif. Elle a adopté une seule ligne directrice pour tous les nouveaux accords avec l'Europe de l'Est. Elle joue sur trois tableaux qui se chevauchent dans la diplomatie économique actuelle envers l'Est. D'un côté, ses institutions agissent au nom des douze Etats membres sur le terrain d'intervention traditionnel de la CEE, concernant surtout les accords de coopération commerciaux et économiques avec les pays non membres. Par ailleurs, depuis l'été 1989, la Commission de la CEE s'est transformée en agence exécutive pour le compte des 24 pays de l'Organisation de coopération et de développement économique (OCDE). Et enfin, les membres de la CEE prendront une place prépondérante dans la nouvelle Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD).

● La Banque européenne d'investissement (BEI) — une institution de la CEE — va abandonner progressivement le financement des projets en Europe de l'Est, à cause surtout de l'hostilité américaine ; mais, au printemps 1990, elle a prêté un milliard d'écus à la Pologne et à la Hongrie, initialement prévus pour les projets de transport dans ce premier pays

et de télécommunication dans le second. Son président, Ernst Gunther Broder, a insisté pour que cet argent soit utilisé pour le développement du secteur privé dans ces pays.

La CEE peut également agir dans le cadre d'accords de coopération économique individuels avec des Etats d'Europe de l'Est qui s'engagent à effectuer une réforme structurelle (c'est-à-dire à privatiser) et à ouvrir leurs économies à la pénétration du commerce occidental.

● Autre bailleur de fonds potentiel : l'Organisation de coopération et de développement économique (OCDE). Son "aide" provient de ses 24 Etats membres et est administrée par la Commission de la CEE. Mais cet argent n'est destiné qu'à des projets bénéficiant au secteur privé et prend en général la forme de fonds de contrepartie : ainsi, pour recevoir l'aide, les gouvernements doivent destiner des parts de leurs propres ressources budgétaires à des projets qui soutiennent le secteur privé de leur économie. Leur choix est entre les mains de l'OCDE. La Commission a décidé, le 3 mai 1990, de demander à l'OCDE de s'occuper de la Bulgarie, de la Tchécoslovaquie, de la République démocratique allemande (RDA), de la Roumanie et de la Yougoslavie. En juin, son hostilité envers le gouvernement roumain nouvellement élu, a conduit la Commission à demander que ce pays n'y ait pas accès.

● La Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD) est la dernière venue de l'équipe. Née à partir de la proposition du gouvernement français, avalisée par le sommet de la CEE de décembre 1989, elle a finalement reçu l'appui légal de ses 41 Etats membres (dont des parangons de vertu démocratique comme le roi Hassan II du Maroc), en juin 1990. Sa création a été source de disputes amères, surtout entre les Etats-Unis et les pays d'Europe occidentale. C'est la première institution multilatérale d'envergure dans laquelle les Nord-Américains n'exercent pas de droit de veto ; tant que les douze membres de la CEE s'entendent, ils peuvent dicter la politique de cette banque.

Les objectifs de la BERD sont clairs. Le document fondateur, rédigé avant le sommet de la CEE de décembre 1989, stipule en toutes lettres que l'un de ses principaux buts est *« d'aider le mouvement vers le marché »* en Europe de l'Est. Cette mission de privatisation est concrètement établie dans la constitution légale de la BERD : au moins 60 % des fonds distribués sous sa houlette devront servir directement au développement du secteur privé ; le reste sera destiné aux projets d'infrastructure du secteur public, devenant une aide indirecte au secteur privé.

Toute la charpente des politiques et des institutions occidentales visant à encourager la privatisation en Europe de l'Est a pour but d'accélérer la transition vers le capitalisme. Quand elle aura été réalisée et qu'elle aura été jugée sûre, en termes tant économiques que politiques et sociaux, ces Etats seront sans aucun doute pleinement intégrés aux institutions de l'économie mondiale.

Mais il faut souligner deux points supplémentaires à propos de ce processus. Tout d'abord, la façon dont chacun de ces Etats d'Europe de l'Est sera intégré dans la division régionale et internationale du travail sera largement déterminé à l'extérieur de leurs frontières. Ainsi, l'un des secteurs les plus vitaux pour la plupart de ces Etats est l'agriculture ; or, les décisions réellement importantes sur l'avenir de ce secteur ne sont pas prises par le marché, mais par des organismes publics. Le destin de l'agriculture en Europe de l'Est sera donc très largement décidé par des institutions comme la CEE ou la BERD.

Le même schéma se répétera pour la plupart des autres secteurs clé de ces économies, étant donné que les organismes comme la BERD conçoivent leur rôle comme les planificateurs du destin du secteur privé à l'Est. L'Europe de l'Est n'en a pas terminé avec la planification... Les questions stratégiques réellement déterminantes continueront à être décidées par le plan, mais dans de nouveaux centres de décision, situés à l'Ouest. ★

Premiers tâtonnements, premières difficultés

LES EFFETS de l'effort diplomatique que nous venons de décrire se font déjà sentir au sein des nouveaux systèmes politiques des Etats d'Europe de l'Est. Partout où les politiques occidentales ont été appliquées, des tensions énormes ont commencé à apparaître dans la situation intérieure. La Yougoslavie mise à part — où l'action du FMI a conduit littéralement à la fragmentation de l'Etat —, c'est le cas polonais qui est envisageable et qui représente un sombre avertissement sur ce qui peut se produire dans le reste de la région.

Le plan Balcerowicz, du nom du Vice-premier ministre et ministre des Finances du gouvernement Mazowiecki, mais conçu en fait par le FMI, a déjà réduit le niveau de vie d'environ 30 % en 1990 — mise en œuvre d'une campagne d'austérité jamais égalée dans l'histoire internationale de l'après-guerre. Les appels désespérés du gouvernement polonais à l'arrêt de la pression financière occidentale ont été ignorés. Le soutien du nouveau gouvernement était extrêmement fort, au départ, mais il a été miné peu à peu ; sa politique frappe le cœur même de sa légitimité qui réside dans sa volonté de représenter la tradition du mouvement de la classe ouvrière polonaise, Solidarité. Les tensions au sein de l'élite politique viennent d'éclater en une lutte au couteau entre Walesa et la majorité parlementaire et gouvernementale de Mazowiecki, Geremek et Michnik. Le contenu réel de cette guerre ouverte au sein de Solidarité a été révélé par les grèves des cheminots et sur les chantiers navals de Gdansk en mai (2) : les travailleurs se sont sentis trahis par la politique de ce qu'ils croyaient être "leur gouvernement" ; Walesa veut incarner la voix de leur désespoir. Il existe une perspective tout à fait réelle d'éclatement du nouvel ordre démocratique en Pologne si le seul mouvement politique ayant des racines populaires — Solidarité — explose.

En Hongrie, le Forum démocratique (MDF) qui a remporté les élections (3) est en train de connaître une crise car l'Occident avait misé sur l'Alliance des démocrates libres (SDS), le seul groupe politique hongrois totalement favorable à un tournant direct vers le capitalisme et à une attitude thatchérienne. Le MDF n'est pas un parti de gauche mais l'Occident ne lui fait aucune confiance pour mener à bien un plan d'austérité rigide et le programme de restructurations qu'il juge nécessaire. Ce sont ces réticences du MDF à ces projets occidentaux qui ont sûrement inspiré confiance aux électeurs hongrois ; durant sa campagne, le MDF avait mis l'accent sur le bien être social de la population. Le faible score électoral obtenu par la SDS a provoqué une rapide riposte

2) Voir *Inprecor* n° 311 du 15 juin 1990.
3) Voir *Inprecor* n° 308 du 4 mai 1990.

occidentale : les institutions financières ont immédiatement retiré leurs fonds et leurs appuis financiers à l'économie hongroise. La première tentative du dirigeant du MDF, Jozef Antall, pour dénoncer ces mouvements de capitaux a conduit à une cassure importante au sein de cette formation et menace sa cohésion.

En Roumanie et en Bulgarie, les partis communistes n'ont pas été renversés de la même façon que dans les autres pays de l'Est. Les Occidentaux — ou du moins les Nord-Américains — voulaient, dans ces deux pays, y parvenir à travers les élections du printemps 1990. Mais les moyens de la diplomatie économique et financière occidentale pour réussir étaient moins importants dans ces deux cas : les dettes de la Roumanie ne sont pas très importantes et, en mars 1990, le gouvernement Bulgare a franchi le Rubicon, en réalisant un moratoire sur le paiement de sa dette. Des efforts d'ingérence politique directe ont donc été mis en branle pour appuyer les partis d'opposition dans ces deux pays : les Etats-Unis ont abondamment prodigué, au grand jour, des fonds et des conseils aux libéraux roumains et à la coalition des groupes d'opposition bulgares. Ils espéraient ainsi répéter la tactique du chancelier Kohl lors des élections de RDA : celui-ci s'adressait aux électeurs est-allemands en leur suggérant de se déterminer pour les partis ayant accès aux crédits occidentaux : le dirigeant de l'opposition bulgare a carrément déclaré que le Parti communiste ne recevrait pas un centime de l'Ouest s'il remportait les élections.

Il n'y a qu'en Tchécoslovaquie qu'un certain accord semble exister entre la diplomatie occidentale et la volonté démocratique, les deux convergeant au sein du Forum civique (FC) (4). Mais, même là, les politiques occidentales provoquent des tensions. Le programme électoral du FC était très éloigné de celui des Démocrates libres hongrois et cependant, comme en Pologne, les pressions occidentales s'exerceront très vite contre le groupe politique dominant. De plus, l'influence de la finance occidentale est bien plus faible en Tchécoslovaquie qu'ailleurs car ce pays dispose d'un crédit fort ; la force que conserve le PC constitue un avertissement pour ceux qui voudraient lancer le pays dans la débandade polonaise.

Au sein du FC, des divisions sont déjà apparues concernant l'attitude à avoir par rapport à la pression occidentale qui veut imposer une transformation sociale radicale et drastique ; elles vont vraisemblablement s'accentuer et s'approfondir. Quand le très influent président Havel a essayé de faire quitter le ministère des Finances à Klaus, le "préféré" de l'Ouest, en lui offrant la gestion de la Banque nationale, ce dernier a pu résister grâce à l'appui occidental.

L'enthousiasme évident des politiciens occidentaux pour imposer vite le capitalisme à l'Est était, bien sûr, prévisible. Il est d'ailleurs largement partagé par les différents nouveaux dirigeants politiques de ces pays et par de nombreux leaders des anciens partis communistes.

Mais les dirigeants actuels des nouveaux régimes ne s'attendaient pas à une campagne diplomatique d'une telle envergure, rigide et coercitive, qui prétend imposer des changements sociaux radicaux et rapides. Il faut donc comprendre pourquoi une telle ligne de conduite a été adoptée par les puissants de l'Ouest.

Contrairement aux propagandistes anti-communistes, les décideurs occidentaux sont tout à fait conscients que des groupes sociaux clés tiennent aux acquis de l'ordre social établi par les partis communistes en Europe de l'Est après la guerre. Le communisme n'a pas seulement été une machine administrative étrangère, se tenant au-dessus de la société et opprimant tous les groupes avec des méthodes totalitaires. Les anciens régimes de l'Est étaient authentiquement enracinés dans les intérêts d'importants groupes sociaux, même si ces liens se sont distendus quand les systèmes économiques ont échoué dans la compétition avec l'Ouest. Ceux qui croyaient avoir affaire à une société civile, plus ou moins homogène, qui renverserait l'Etat oppresseur et réaliserait un tournant technique et économique vers le "marché libre", porté par une volonté populaire démocratique large, étaient de grands naïfs. Pour forcer la transition vers le capitalisme, il faut un Etat fort et autoritaire. Les nouveaux régimes, même si, en général, ils sont solidement épaulés par l'intelligentsia — en Pologne, en Tchécoslovaquie et en Hongrie —, ne disposent pas d'institutions et de canaux sociaux capitalistes implantés de longue date ; cette épine dorsale doit donc être remplacée par des sources diplomatiques extérieures.

En outre, il faut comprendre le coût que représenterait pour l'Ouest le fait que l'Europe de l'Est ne s'engage pas dans la voie capitaliste jusqu'au bout, en d'autres termes, qu'elle poursuive une variante quelconque de la "troisième voie". Il existe des pressions sociales importantes à l'intérieur de ces pays qui poussent vers une telle stratégie, même si elles ne sont pas encore politiquement articulées. Il n'existe aucun obstacle technique à la réalisation réussie du socialisme de marché dans ces sociétés, à condition qu'elles puissent fonctionner comme des Etats normaux, intégrés aux institutions et à la division du travail de l'économie mondiale capitaliste.

Les échecs des tentatives du socialisme de marché dans la Hongrie de Kadar et la Pologne de Jaruzelski étaient liés à la faiblesse de ces régimes qui ne jouissaient pas d'autorité politique. Mais que se passerait-il si cette voie était adoptée par un gouvernement fort et jouissant d'autorité, comme, par exemple, celui de la Tchécoslovaquie actuelle ?

Cela constituerait une menace réelle pour la stabilité future des systèmes sociaux de l'Ouest. Les politiciens occidentaux ne peuvent accepter un mélange de démocratie pluraliste, de propriété d'Etat et de citoyenneté sociale dans les Etats post-communistes d'Europe de l'Est. Et ils savent très bien que le soutien actuel dont jouit le capitalisme dans ces pays est superficiel, au sens où il n'est qu'une idée politique, soutenue par une classe moyenne de cadres qui a très mal vécu durant la période brejnévienne : il n'existe pas de

4) Voir *Inprecor* n° 311 du 15 juin 1990.

capitalistes vraiment existants, de gens ayant une influence réelle dans les circuits du capital pour prôner un tel projet.

Le risque demeure que, si l'édifice de contrôle et d'exclusion de l'économie mondiale disparaissait aujourd'hui et si le tournant vers le capitalisme de ces pays échouait demain, le socialisme de marché soit l'aboutissement de ces processus. La diplomatie occidentale aurait alors été désarmée.

Les partis sociaux-démocrates de l'Ouest, eux, ne pourraient pas facilement résister à un nouveau modèle socio-politique dans l'Europe post-communiste. Leur identité est encore marquée par la notion de démocratie *sociale*, dans le sens d'une troisième voie est-européenne. ★

Les divergences et les intérêts des usuriers

NOUS AVONS analysé les efforts diplomatiques occidentaux comme un tout unifié. Cette unité apparaît clairement dans les principales questions que nous avons évoquées et, durant les six derniers mois, la connivence indolente des directions sociales-démocrates d'Europe occidentale dans la course vers l'Est a été très frappante. Il n'y a que le courant dirigé par le sénateur Gephart, au sein du Parti démocrate des Etats-Unis, qui ait fortement dénoncé la politique de la droite, mais celui-ci n'est pas hégémonique dans son parti et ne jouit pas de l'appui de ses pairs en Europe occidentale.

Cette orientation a surtout été menée par la CEE alors que la gauche sociale-démocrate contrôle la majorité du Parlement européen, dont la Commission est présidée par un dirigeant du Parti socialiste français, Jacques Delors. Les conséquences de cette dégénérescence sociale-démocrate ont pesé sur les prestations dérisoires des nouveaux partis sociaux-démocrates d'Europe de l'Est lors des élections du printemps. En Tchécoslovaquie ou en Hongrie, il était impossible de distinguer leurs programmes de ceux des partis de droite, alors qu'ils ne disposaient pas des soutiens de l'Ouest pour appliquer de tels plans, et surtout pour susciter la confiance du capital occidental.

Si l'effort diplomatique occidental actuel l'emporte en Europe de l'Est, les chances d'apparition d'un mouvement démocratique de masse puissant dans cette région s'amenuiseront : le clivage politique risque surtout de se matérialiser en une opposition entre certains capitalistes libéraux et les mouvements autoritaires populistes et nationalistes.

Mais, des divisions sont cependant apparues à l'Ouest durant ces derniers mois ; les différences portaient sur les politiques et les intérêts d'Etat. Elles ont pris des formes de panique en mai 1990 quand des grèves ont éclaté en Pologne : le FMI a essayé de manière indélicate de dégager sa responsabilité des mesures prises par le gouvernement polonais, et des voix se sont élevées pour critiquer la folie de cette course au capitalisme qui fait fi du sacrifice de la démocratie et de la stabilité politique de la région.

Le conflit des intérêts d'Etats au sein de la stratégie occidentale actuelle est tout aussi significatif. Les gouvernements italiens et français, craignant les conséquences historiques de l'unification allemande, se sont opposés à la poursuite de la guerre économique contre l'Union soviétique et jugent nécessaire le maintien de l'intégrité de l'Etat soviétique comme garantie pour contrebalancer l'Allemagne sur la nouvelle scène européenne.

Le gouvernement français ne veut pas seulement contrôler l'Allemagne par le biais de la CEE, il désire aussi être capable de contribuer à la naissance d'une Europe de l'Est stable, à laquelle l'URSS serait inclue. Dans cette perspective, Mitterrand a envisagé le maintien de l'OTAN comme un nouveau cadre pan-européen de sécurité auquel l'Est participerait. En même temps, sûr de l'unification, le gouvernement de Bonn est aujourd'hui impatient que les Soviétiques acceptent les nouveaux équilibres européens.

Par ailleurs, pour les Etats-Unis (et la Grande-Bretagne), l'OTAN représente un instrument clé pour assurer leur influence politique en Europe. L'existence d'une menace possible à l'Est renforce leur position, alors que la mise sur pied d'une communauté pan-européenne de sécurité, incluant l'URSS, l'affaiblirait. Ainsi, la chute de Gorbatchev, s'il était remplacé par une équipe conservatrice, ne serait pas catastrophique ; pas plus que l'éclatement de l'URSS en une poudrière balkanisée de tensions nationales.

Ces intérêts politiques essentiels déterminent le gouvernement américain (et celui de Thatcher) à refuser catégoriquement toute concession à l'URSS, tant qu'elle n'est pas dirigée par un gouvernement s'engageant clairement vers la restauration capitaliste. Et, *a fortiori*, ce chantage vise la Roumanie et la Bulgarie, tout comme le reste de l'Europe de l'Est. Mais, en même temps, ni Bush ni Thatcher ne peuvent se permettre d'apparaître comme les responsables de la chute de Gorbatchev.

Quelle que soit l'issue de ces conflits occidentaux, l'on ne peut analyser les politiques de la nouvelle Europe de l'Est à travers le seul prisme des concepts de la pensée libérale conventionnelle : la division catégorique entre économie et politique ; l'économie mondiale vue comme un "marché naturel" ; la réduction du pouvoir politique en matière internationale à l'application de la force militaire et de l'autorité juridique ; et la conception formelle et légale de la souveraineté et de l'auto-détermination qui traite les politiques intérieures et extérieures comme des sphères tout à fait autonomes. Aucun de ces piliers de la pensée libérale ne rend compte de la réelle dynamique des changements actuels en Europe de l'Est. Pour comprendre ces phénomènes de manière réaliste, il faut apprécier le rôle politique central des Etats occidentaux dans les affaires intérieures des pays d'Europe de l'Est. Cette ingérence est possible car l'Ouest est maître de la décision de l'entrée ou de l'exclusion de ces Etats dans une économie mondiale par les institutions politiques que contrôlent les pays capitalistes dirigeants.

Si les gouvernements de l'Est appliquent les objectifs occidentaux dans leurs sociétés, leur exclusion des institutions de l'économie mondiale sera petit à petit levée et les instruments de blocus économique seront rangés, mais pas abolis, tout comme les problèmes de paiement immédiat de la dette ont été résolus, mais les obligations principales maintenues.

Du côté occidental, cette opération interventionniste est présentée comme une croisade pour la démocratie politique et une lutte pour détruire les pratiques totalitaires qui visaient à remodeler entièrement la société selon un schéma préconçu. Cependant, la diplomatie occidentale est, elle aussi, guidée par des volontés totalitaires similaires en matière de transformations sociales. Le résultat final pourrait bien être, non seulement la destruction des politiques libérales démocratiques naissantes mais l'accroissement des affrontements, si ce n'est des débordements de conflits entre nations.

Certains commentateurs ont déclaré que l'Ouest est "réaliste" lorsqu'il cherche à établir un système qui fonctionne — le capitalisme — plutôt que de s'engager dans une autre expérience utopique — une troisième voie quelconque — qui pourrait conduire à une nouvelle "catastrophe communiste", comme l'orientation "idéaliste" de Staline vers la collectivisation. C'est un argument fallacieux : le capitalisme fonctionne, mais les fermes collectivisées aussi...

Un des grands problèmes des nouveaux gouvernements tchécoslovaque et allemand de l'Est est la résistance à la privatisation des fermiers collectifs prospères et productifs. Le crime de Staline réside dans les méthodes utilisées, dans la voie choisie pour appliquer un système pouvant fonctionner en théorie. Mais le stalinisme n'est pas le seul à avoir utilisé des moyens maladroits et coercitifs pour arriver à une fin théoriquement valide, avec des résultats violents et imprévisibles. La Pologne aujourd'hui en prend le chemin. Et la troisième voie n'est pas une expérience utopique : c'est tout simplement la situation qui existe aujourd'hui en Europe de l'Est : des systèmes politiques démocratiques, combinés avec une économie dominée par le secteur public où existent des mécanismes de concurrence de marché et des politiques de redistribution sociale.

Notre réflexion aboutit à évoquer un problème fondamental, déjà connu par ceux que les relations Nord-Sud préoccupent : de quel droit, une poignée d'Etats capitalistes prépondérants assènent-ils leur puissance politique sur l'économie mondiale ? Voilà où réside le pouvoir politique décisif de l'Ouest — ce que la pensée libérale conventionnelle présente comme un "marché mondial apolitique" —, largement dissimulé aujourd'hui. D'un point de vue politique, la force militaire représente à peine un pilier auxiliaire de ce pouvoir pour contrôler l'économie mondiale : elle n'intervient guère que pour préserver ce système de domination, elle a une nature surtout défensive.

Seul un nouvel internationalisme, des principes comme l'auto-détermination et la souveraineté populaire, et révision de notre réflexion sur les relations entre les institutions politiques et économiques nous permettront de saisir la portée réelle de ce qui ce passe en Europe de l'Est aujourd'hui du point de vue des populations. Cela mettra en lumière le rôle de ces organisations financières multilatérales, apparemment périphériques et techniques, qui travaillent dans l'ombre, par-delà les frontières des systèmes politiques nationaux tant mis en relief par les médias. ★

11 juillet 1990

A Houston des requins tirent sur une ambulance

Début juillet 1990, se sont tenus le 28e Congrès du Parti communiste d'Union soviétique (PCUS) à Moscou et le sommet du Groupe des Sept à Houston.

Le congrès du PCUS a montré que l'URSS n'a aucune chance de démanteler le système stalinien tant que le Parti lui-même est incapable de proposer une orientation stable au peuple soviétique, que ce soit vers le capitalisme ou vers le socialisme. L'élite du PCUS a été minée par la politique de Gorbatchev et, en même temps, elle a bloqué ses efforts pour avancer vers une sorte de "socialisme de marché".

Le sommet de Houston, quant à lui, a révélé à la fois la dépendance dramatique de l'URSS vis-à-vis de l'économie capitaliste et le fait que, loin de chercher à aider les réformes de la direction Gorbatchev durant les cinq dernières années, l'Ouest a systématiquement essayé d'y faire obstacle.

L'équipe Gorbatchev voulait reconstruire l'influence politique soviétique à l'Ouest et l'utiliser comme un levier pour que les Etats capitalistes fassent des concessions, lui permettant de restructurer et de préserver un Etat non capitaliste.

La stratégie de la nouvelle direction soviétique a semé le trouble et la confusion parmi les dirigeants occidentaux pendant un temps mais, lors du Sommet du Groupe des Sept à Venise, en 1987, la contre-offensive occidentale a été définie et elle a fonctionné. L'Ouest s'engageait dans une débauche d'appui rhétorique à Gorbatchev tout en maintenant un blocus ininterrompu et la guerre économique contre l'URSS.

Le capitalisme maintenait les principales barrières contre l'insertion soviétique dans l'économie mondiale, tout en connaissant pertinemment les difficultés majeures que rencontre Gorbatchev dans le domaine économique.

La politique actuelle du gouvernement des Etats-Unis a été résumée par Peter Ridell dans le *Financial Times* du 19 mars 1990 : « *L'on croit très fermement à Washington — tant au Congrès qu'au sein de l'Administration — qu'aider l'URSS reviendrait à consolider la structure économique existante et donc à gaspiller de l'argent et que les Etats-Unis doivent attendre des avancées claires* [de ce pays] *vers un système de marché libre.* »

La liste des interdits du COCOM contre les exportations vers l'URSS est maintenue ; les mesures de l'OCDE pour l'Europe de l'Est excluent spécifiquement l'URSS ; le document de fondation de la BERD interdit spécifiquement à l'URSS d'emprunter des sommes importantes pendant les trois ans à venir, etc.

Mais l'Administration nord-américaine subit la pression de certains secteurs du capital, intéressés par le marché soviétique, qui ont très peur de perdre la bataille face aux hommes d'affaires ouest-allemands. Lors de la rencontre de Malte, en décembre 1989, Bush a déclaré que l'URSS bénéficierait probablement de la clause de la "nation la plus favorisée" lors du sommet de juin, et pourrait aussi obtenir un statut d'observateur au GATT. Mais les Etats-Unis sont revenus sur leurs promesses et le Pacte commercial qui a été signé à Houston ne présente que peu d'intérêt pour l'URSS. Les barrières douanières sont toujours en place et un tarif supplémentaire de 45 % sur les exportations en provenance d'URSS est introduit.

Le pacte commercial sert, par contre, à donner les mêmes droits en URSS que dans les autres pays occidentaux aux firmes des Etats-Unis : de propriété, d'accréditations plus rapides, d'accéder aux médias pour faire de la publicité, de mener des enquêtes de marché, etc. Seule contrepartie : un système d'échange d'informations agricoles est mis en place.

Le sommet de Houston a surtout mis en évidence les divergences tactiques croissantes de l'Ouest par rapport à Gorbatchev. ★

Oliver Mac Donald

Une étape cruciale

LE TEXTE DE FREI BETTO et la lettre ouverte des Partis communistes du Costa Rica, du Honduras, de Saint Domingue, du Salvador et d'Argentine témoignent de la réflexion qu'ont amorcée les forces progressistes et révolutionnaires — qu'elles soient d'inspiration chrétienne ou communiste — en Amérique latine depuis la chute des dictatures bureaucratiques de l'Est européen. Cette réflexion critique met en évidence la préoccupation des mouvements révolutionnaires du tiers monde devant le risque d'une "paix des grands" limitée aux pays du Nord, à la Maison commune européenne, et qui ferait fi du sort des deux tiers de la planète plongés dans la misère et le sous-développement ; ce tiers monde dont Frei Betto craint que personne ne se soucie à l'Est. Cette critique implicite du cours international actuel de la politique soviétique est d'autant plus significative quand elle émane de partis communistes qui furent dans le passé inféodés à l'URSS, dont l'un — le PC salvadorien — engagé dans le processus révolutionnaire le plus avancé du continent, voit sa victoire compromise par les accords de Malte.

Les différents auteurs font un diagnostic similaire : la crise des pays de l'Est s'explique par le caractère « *hautement autoritaire et répressif* » de ces régimes (Lettre ouverte), et la « *dictature du parti unique* » (Frei Betto). Ces deux textes s'interrogent sur la voie à suivre : la nécessité de redéfinir un socialisme réellement démocratique — non dans le sens d'une pseudo démocratie prétendument représentative, en réalité formelle parce que fondée sur la délégation de pouvoir qui consiste, comme le rappelle si bien Frei Betto, « *à faire croire au peuple que c'est lui qui gouverne* » — en retrouvant le chemin tracé par les écrits de Marx sur la Commune de Paris et par Lénine dans *L'Etat et la révolution*. L'autogestion des producteurs est au cœur de cette conception qui instaure la démocratie « *non pas en tant que valeur universelle dans le sens où elle s'adapterait à tout système économique mais en tant que valeur intrinsèque du socialisme* (...) *qui ne fait pas de distinction entre l'émancipation économique et l'émancipation politique* » des travailleurs.

La remise en cause du monopole du parti unique/parti d'Etat est un élément essentiel du bilan qu'il faut tirer du stalinisme : toute l'expérience prouve que son maintien est contraire à l'éducation, à la politisation et donc à la mobilisation des masses populaires. Dans la mesure où il ne peut être sous-tendu que par une vision monolithique, faussement homogène de la société de transition, il débouche inévitablement sur la répression. Par ailleurs, en l'absence de pluralisme, et donc de contrôle, *le Parti*, seul détenteur du pouvoir, garantit l'impunité à ceux de ses membres qui sont parvenus au sommet d'un appareil d'Etat qui, loin de dépérir, tend à se consolider : le parallèle établi par Frei Betto entre la bureaucratisation des ordres religieux corrompus par le pouvoir et les castes bureaucratiques émanant des Partis communistes est tout à fait classique.

La défaite électorale sandiniste confirme qu'il est nécessaire de combiner un réel contrôle populaire à la base et l'expression de courants politiques distincts : les critiques émises lors de la conférence nationale du Front sandiniste de libération nationale (FSLN) de juin 1990 remettant en cause « *les méthodes de travail, le verticalisme des décisions, (...) le comportement personnel de cadres dont certains ont été accusés d'avoir abusé des biens de l'Etat* » (1) prouvent que, même dans un processus qui apparaissait pluraliste, la démocratie est restée assez formelle. Que la sensibilité des délégués sandinistes ait été heurtée au point de décider la création d'une commission d'éthique est une de ces bonnes intentions dont l'enfer est pavé. De même, la direction cubaine ne compte-t-elle pas sur l'exemple et le volontarisme pour lutter contre la bureaucratisation? Avec quels résultats ? Là encore, Frei Betto a beau jeu de rappeler — quelle que soit la pertinence de la comparaison — que ni Che Guevara ni Saint François d'Assise n'ont fait école...

Quels que soient nos désaccords avec certains jugements politiques émis dans ces documents, ils annoncent des débats nécessaires au renouveau de la pensée marxiste : ces débats sont indissociables de la défense de la révolution cubaine, du FSLN et du FMLN, pris dans l'étau des négociations Est/Ouest. ★

Janette Habel

1) Bulletin de l'Agence *Nueva Nicaragua* (ANN) du 4 juillet 1990.

Le syndro et le tie

Frei Betto, prêtre brésilien, proche du République démocratique allemande (R texte, paru dans la revue théorique du PT larges extraits, il analyse les causes de l'éc leçons pour l'avenir de la lutte révo

Frei BE

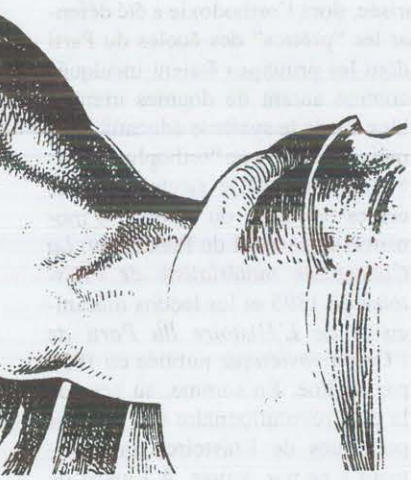
LORSQUE je suis retourné en République démocratique allemande (RDA), en février 1990, je me suis trouvé face à une situation inédite : l'échec du socialisme allemand, la débâcle du Parti communiste, la perspective de la réunification des deux Allemagne et la fuite quotidienne à l'Ouest de presque 2 500 personnes. Enfin, malgré les lois du déterminisme historique, la RDA est aujourd'hui un pays socialiste dans une phase précapitaliste.

Tous ceux avec qui nous avons discuté s'accordaient pour dire que le socialisme allemand s'écroulait plus en raison de ses propres erreurs internes qu'à cause des pressions externes. Il est évident que, sans la perestroïka, les campagnes pour la démocratie, menées dans les principales villes de la RDA, auraient peut être été réprimées par les chars soviétiques, à l'instar de ce qui s'est passé à Budapest en

me de l'Est
s monde

i des travailleurs (PT), a fait un voyage en après la chute du Mur de Berlin. Dans ce *oria e Practica*, dont nous reproduisons de du socialisme réellement existant et tire des onnaire dans les pays du tiers monde.

) *



1956 et à Prague au printemps 68. Mais, les choses ont changé ; la carte géopolitique de l'Europe n'avait pas subi une telle métamorphose depuis la Seconde Guerre mondiale.

Les changements survenus en Europe de l'Est obligent la gauche brésilienne — y compris les tenants de la Théologie de la libération — à revoir sa conception du socialisme et les fondements du marxisme. Cet effort théorique ne doit pas viser à séparer le bon grain de l'ivraie, mais à restaurer l'espérance des pauvres et à dégager une nouvelle perspective utopique pour la lutte de la classe ouvrière. Ceux qui ignorent la portée des bouleversements en cours veulent se protéger du soleil avec un tamis et faire prendre des vessies pour des lanternes ; par ailleurs, ceux qui pensent qu'il s'agit de l'échec complet du socialisme font fi de ses conquêtes sociales, surtout quand on se place dans l'optique du tiers monde, acceptant de fait l'hégémonie éternelle du capitalisme.

Il nous faut donc identifier les raisons des égarements chroniques de ces régimes et redéfinir le concept même de socialisme.

En se retirant d'Afghanistan, l'Union soviétique a abandonné sa politique interventionniste et a admis que les pays socialistes européens pouvaient décider de leur destin. Ces derniers, étranglés par la dette extérieure, l'inflation et l'échec de leurs politiques économiques ont opté pour un changement de cap politique. Bien que le socialisme ait assuré des acquis sociaux réels à la population, en réduisant drastiquement les différences de classe et en permettant l'accès de tous aux biens et services essentiels, deux facteurs expliquent l'insatisfaction régnant dans ces pays : l'étatisation de l'économie — qui a empêché la modernisation des biens de capital et accentué le retard scientifique et technologique par rapport à l'Europe occidentale — et l'hégémonie du parti unique, charitable et paternaliste, qui a inhibé les mécanismes de participation démocratique et évincé toute opposition politique. La Hongrie, la RDA, la Pologne et la Chine connaissent aujourd'hui une inflation supérieure à celle du Brésil.

La dictature du parti unique

La RDA se distingue des autres pays socialistes et crée un précédent historique : c'est le premier pays socialiste à revenir à l'économie de marché et où le parti au pouvoir, le Parti socialiste unifié (SED), a reconnu son échec et accepté de se soumettre à la volonté populaire (ou "de la rue", comme disent les Allemands de l'Est). Le mouvement de contestation avait commencé en janvier 1988, lors de la commémoration de l'assassinat de Rosa Luxembourg et de Karl Liebnecht. Des étudiants luthériens avaient alors brandi des pancartes avec cette phrase de Rosa : « *La liberté limitée aux partisans du gouvernement, aux membres d'un parti — quel que soit leur nombre — n'est pas la liberté.* » Ils furent emprisonnés. Et la réponse du Parti, publiée le 30 janvier 1988, illustrait bien la conception qui a conduit les principes philosophiques du parti unique vers une sorte de dictature : « *Dans notre pays, la liberté n'existe que pour ceux qui partagent notre philosophie.* »

Lors de sa visite à l'Assemblée du peuple, en RDA, le 7 octobre 1989, Mikhaïl Gorbatchev a écrit dans son livre d'or : « *Les retardataires sont punis par l'histoire.* » C'était à la fois un avertissement et un encouragement des réformes. Mais le dirigeant soviétique ne s'attendait sûrement pas à ce que la majorité du peuple aille dans le sens de l'histoire, avec une force telle que le pays serait propulsé hors du système socialiste.

Les 450 000 soldats soviétiques stationnés en RDA ont assisté à ces événements sans y participer. Le SED a compris qu'il avait affaire à une véritable insurrection populaire, et a tenté de la réprimer sans succès. Le tout-puissant Erich Honecker a été renversé après treize ans de pouvoir et n'a pu quitter la prison qu'à cause de son état de santé. Les archives de la *Stasi* ont été détruites et ses 85 000 agents ne savent pas où se recycler. En fouillant les papiers de l'Etat, l'opposition est tombée sur des preuves de corruption qui ont déjà envoyé douze dirigeants haut-placés en prison, dont le président de l'Union démocrate-chrétienne, l'une des neuf composantes du Front qui soutient le régime actuel.

Il était demandé au peuple d'endurer une vie d'austérité, au nom du socialisme, alors que de nombreux dirigeants jouissaient d'un train de vie provocant.

Aujourd'hui, le mot "socialisme" a été mis à l'index par les Allemands de l'Est (on ne peut plus le prononcer sous peine d'être sifflé ou ridiculisé), mais la population va perdre les avantages sociaux acquis sous l'ancien régime. L'immunisation de la RDA contre les fléaux sociaux — les bidonvilles, le chômage, l'analphabétisme, la prostitution ou la drogue — n'est crédible que pour ceux qui prennent comme référence le haut niveau de développement de la RFA, en omettant les statistiques du lointain tiers monde. Comment convaincre un jeune Allemand de l'Est qu'il vit dans une société égalitaire, où l'éducation et la santé sont gratuites, sans le spectre de la paupérisation, lorsque ses yeux sont fixés sur les images attirantes de la publicité du capitalisme ouest-allemand ?

Comme le socialisme n'est pas arrivé en RDA par une révolution, les Allemands de l'Est l'imaginent toujours comme un élément importé de l'extérieur, imposé verticalement par les Soviétiques, en somme. Et, malgré toute la phraséologie politique marxiste, la richesse de l'autre côté de la frontière (la RFA dispose d'un Produit intérieur brut qui atteint presque 1000 milliards de dollars, alors que celui de la RDA n'était que de 2 milliards) a transformé ce pays en un des principaux créanciers de l'URSS. En RDA, la planification socialiste centralisée a conduit à une réduction de l'offre des biens et des services, favorisée par

* Prêtre dominicain et écrivain, auteur notamment de *Fidel et la religion*, *Lettres de prison* et *Baptême de sang*.

l'exode des techniciens qualifiés et a stimulé la croissance de l'économie souterraine.

Le retour de la RDA dans le giron capitaliste, par la mobilisation même des travailleurs, pose une série de questions de fond qui vont bien au-delà des autocritiques sincères des dirigeants du SED : ceux-ci reconnaissent avoir adopté le modèle stalinien, qui rejetait toute démocratie, où les différences devenaient des divergences antagonistes et les revendications fondées des critiques hostiles au régime. La police était devenue le seul porte-parole de l'Etat face à tous les mécontents ; le gouvernement ne s'était jamais posé de questions au sujet des voix discordantes ou de sa part de responsabilité dans l'insatisfaction populaire. Mais on ne peut se limiter à dire que la répression stalinienne et la bureaucratie brejnévienne sont les maux qui ont tué le socialisme allemand.

La cathédrale s'écroule comme un chateau de cartes

Lorsqu'on discute avec des théoriciens marxistes de l'Académie des Sciences et des instituts de marxisme-léninisme de RDA qui ont passé leur vie à répandre l'idée selon laquelle le matérialisme historique contiendrait en soi les lois inexorables du progrès social, et qui admettent, en quelques semaines, que cette cathédrale de concepts s'est écroulée comme un château de cartes (sans parler des élections de mars 1990), il faut se débarrasser du caractère religieux de l'idéologie marxiste et chercher les failles qui ont permis que des projets de société nouvelle se transforment en une une apologie de l'Etat totalitaire, sous le contrôle du parti unique.

De telles réflexions pourraient paraître anti-communistes si les forces populaires des pays socialistes n'étaient pas en train de renverser les régimes en place, remettant en cause la légitimité des partis et des gouvernements qui s'étaient proclamés les vrais représentants des intérêts du prolétariat.

Le discours qui explique que l'abondance qui existe en Europe occidentale n'est qu'une vitrine cachant un vaste rebut de misère ne rencontre aucun écho dans la conscience des peuples de l'Est.

De fait, l'accumulation du capital est telle sur le vieux continent que la Communauté économique européenne (CEE) essaye d'injecter de l'argent dans les poches vides de l'Espagne ou de l'Irlande pour que tous ces pays accèdent un tant soit peu au marché de la consommation.

Nous, dans le tiers monde, nous pourrions répondre que nous avons payé la note de ce festin en crevant de faim.

Le tiers monde paye le festin

Mais, personne à l'Est, y compris les communistes, ne se soucie du sort du tiers monde — ils se considèrent même comme une espèce de tiers monde qui aurait besoin d'aide économique urgente et de soutiens politiques, tout en sachant qu'ils deviendont un nouveau pôle pour les investissements capitalistes. Un député espagnol du Parlement européen, Eusebio Cano Pinto, a déclaré : « *Le syndrome de l'Est peut signer l'arrêt de mort du tiers et du quart monde.* » Derrière ce manque de sensibilité, on trouve le problème des responsabilités.

Le socialisme réellement existant en Europe n'est pas parvenu à éveiller la conscience révolutionnaire chez ces peuples. La gauche latino-américaine a mieux œuvré dans le sens de la politisation, en organisant des écoles syndicales ou en développant l'éducation populaire, que la majorité des pays socialistes. Ceux-ci ont reproduit une expérience qu'avait déjà connu l'Eglise. Les premiers chrétiens, qui vivaient leur foi dans un univers hostile, faisaient preuve d'un désintéressement et d'un amour comparables à la ferveur révolutionnaire de ces communistes européens qui, à l'époque de la guerre, ont dû faire face à la brutale répression fasciste et nazie. Honecker lui-même avait passé dix ans en prison et, lors de notre voyage, un Berlinois nous a dit qu'il ne comprenait pas comment quelqu'un qui avait tant souffert était devenu un tel bureaucrate despotique.

Les "prêtres" du Parti

Après avoir été cooptée par l'Empereur Constantin au IVe siècle, l'Eglise est rentrée dans le rang en se rapprochant du pouvoir. De la même façon, dans beaucoup de pays socialistes, la conscience révolutionnaire de certains anciens militants s'est transformée en logique de protection du pouvoir des nouveaux dirigeants. Le marxisme-léninisme a renoncé à son rôle d'outil pour transformer l'histoire et est devenu une sorte de religion sécularisée, dont l'orthodoxie a été défendue par les "prêtres" des écoles du Parti dont les principes étaient inculqués comme autant de dogmes immuables. Dans le système éducatif, c'est même devenu une "orthophonie" — à l'aube du XXIe siècle, dans les écoles de RDA, on répétait le monisme du manuel de Plekhanov, *La Conception matérialiste de l'Histoire* de 1895 et les leçons mécanicistes de *L'Histoire du Parti de l'Union soviétique* publiée en 1938 par Staline. En somme, au nom de la plus révolutionnaire des théories politiques de l'histoire, on enseignait à ne pas penser. A l'instar de certains théologiens qui croyaient que la lecture de la *Somme théologique* de Saint-Thomas d'Aquin suffisait pour tout connaître dans ce domaine, les idéologues du Parti affirmaient qu'une fois apprise la leçon officielle il n'était pas nécessaire de connaître d'autres courants philosophiques, voire d'autres théoriciens marxistes. Les noms de Trotsky, Kautsky, Rosa Luxembourg, Gramsci, etc., suscitaient la répulsion. On apprenait le marxisme de la même façon qu'un séminariste d'aujourd'hui étudierait la théologie du Concile de Trente, en ignorant tout de l'histoire postérieure de l'Eglise, du Concile Vatican II et de la Théologie de la libération.

La RDA était un pays socialiste, mais sa population n'avait rien de révolutionnaire. Ce socialisme-là n'a pas su ré-

soudre le problème des liens entre l'Etat, la société civile, les organisations de masse et les syndicats qui n'étaient que des courroies de transmission du Parti. Cette structure verticale empêchait la participation des citoyens aux destinées du pays, hormis les fonctionnaires de la bureaucratie d'Etat. Et, en l'absence de mécanismes de participation, de motivations révolutionnaires et du droit au rêve, la jeunesse s'est laissée enivrer par les images séduisantes de la RFA apportées par la télévision.

La publicité capitaliste fait appel à tous les sens de l'individu avant même que la conscience ne puisse réagir et porter un jugement. Lorsque la vie n'a aucun sens, il est fatal que les gens cèdent au désir de consommation que le socialisme ne peut satisfaire. Sans soupape d'échappement, la pression fait exploser la marmite.

L'imagination manipulée ou étouffée

Dans l'une de ses premières œuvres, le poète cubain Roberto Fernandez Retamar dit que l'on peut nourrir celui qui a faim, mais que le désir de beauté est, lui, insatiable. A un niveau individuel ou collectif, l'individu est mû par des utopies qui ne tiennent pas dans le cadre étroit d'une rationalité réduisant les relations sociales au terrain économique. Le capitalisme, en transformant l'individu en prisonnier du rapport travail/capital, a veillé à le détourner de la réalité. L'exacerbation de l'imagination constitue une arme puissante pour préserver l'aliénation et donc le système. Quand bien même l'Eldorado ne serait accessible qu'à une petite minorité, il n'en resterait pas moins que le rêve de l'obtenir serait, lui, socialisé. En d'autres termes, le capitalisme, grâce à la religion ou à la télévision qui trône dans le taudis du pauvre comme dans le palais du riche, socialise les richesses symboliques pour pouvoir privatiser les richesses matérielles.

Le socialisme réellement existant a agi en sens contraire, il a socialisé les richesses matérielles et a privatisé le rêve, puisque seuls les détenteurs du pouvoir pouvaient aspirer à une transgression de la réalité (en changeant d'idées ou de pratiques politiques, par exemple), ce qui est un des attributs de la liberté.

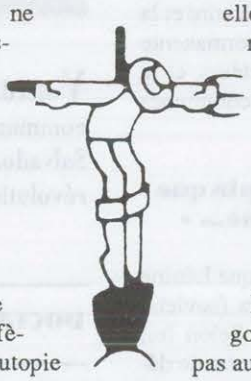
L'individu ne se suffit pas à lui-même. La volonté innée de transcender est liée aux possibilités de transgresser les limites subjectives et objectives de son environnement. A l'instar des films de Walt Disney, le capitalisme crée cette soupape d'échappement en donnant corps à la fantaisie. Les rapports objectifs ne sont pas modifiés, l'habitant des bidonvilles est toujours privé des biens qui lui sont indispensables, mais son imagination, elle, est alimentée en permanence et le fossé se creuse entre sa conscience aliénée et son existence d'opprimé. Face à cette aliénation si bien décrite par Marx dans ses *Manuscrits économiques et philosophiques*, le socialisme réellement existant s'est targué de priver la conscience du rêve et de la ramener à la réalité, au point d'étouffer les talents artistiques dans les tracés géométriques du réalisme socialiste.

Une seule utopie survivait dans ces sociétés : celle de la société communiste future, mais la voie y menant passait par le travail productif. L'imaginaire, tel un instrument à vent privé d'air, est resté emprisonné par la rationalité "scientifique" définie par le Parti.

S'il n'y a pas de pain, donnez-leur des images...

La crise actuelle du socialisme pose une question-clé : que désire l'être humain en dernière instance, être rasassié de pain ou de beauté ? Les deux, dirait-on. Dans un monde où les deux tiers des individus meurent de faim, les partisans de Saint-Thomas d'Aquin comme les marxistes devraient s'accorder pour dire que sans un peu de pain et certaines conditions matérielles, on ne peut même pas parler de la soif de beauté. Pourtant, c'est en suscitant cette soif que le capitalisme habitue ses victimes à manquer de pain. Et, dans le conflit qui l'oppose à la rationalité politique de la gauche, il se saisit de l'arme puissante de l'imaginaire.

Si un individu est privé de l'essentiel, il peut manquer de moyens pour poursuivre ses utopies, mais cela ne l'empêche pas de vouloir transgresser les limites qui l'étouffent. Il tient à se sentir libre et il y parvient, soit en acceptant la logique de compensation du spiritualisme religieux, soit par la révolte, en faisant fi des droits d'autrui et en devenant un bandit. Dans les deux cas, son existence est dépassée par son imaginaire. D'autres préfèrent la politique, dans laquelle l'utopie devient un acteur normatif de la volonté militante. Marx avait préfiguré une société où « *le libre développement de chacun serait la condition de celui de tous* ». Cela ne se limite pas à l'accès aux richesses et aux services vitaux. Des exemples extrêmes illustrent la priorité donnée au sens de la vie sur le bien-être matériel : Saint-François d'Assise et le Che Guevara qui, au nom de leurs idées, ont enduré des privations matérielles, voire risqué leur vie. Le socialisme réel n'aurait-il pas sous-estimé la soif de beauté, en admettant qu'il y ait eu assez de pain pour satisfaire les hommes ?



Dans le domaine de l'art, le réalisme socialiste a heureusement connu une courte existence. Peut-être que nos processus d'éducation politique répètent-ils une sorte de "réalisme socialiste pédagogique" ? On croit qu'en transmettant les notions de classes sociales, de mode de production ou d'histoire de la classe ouvrière, on forme de bons militants. Sans doute les connaissances historiques, scientifiques et techniques sont-elles indispensables. Mais cela ne suffit pas. Un directeur de l'Académie des Sciences n'est pas pour autant révolutionnaire, pas plus qu'un agrégé de marxisme-léninisme n'est incorruptible.

En tant que sentiments collectifs, "faire la révolution" ou "conquérir le socialisme", ne sont pas toujours enracinés dans un choix personnel déterminant toute une vie. Aucun des théoriciens et militants communistes qui, en RDA, déploraient l'échec du socialisme ne nous a annoncé son intention de se battre pour la révolution dans le tiers monde. Ils paraissaient résignés à accepter de nouvelles fonctions dans le nouvel ordre capitaliste. Avaient-ils été de simples fonctionnaires de la bureaucratie ou étaient-ils, en fait, des révolutionnaires communistes ?

Démocratie et socialisme

La crise du socialisme réellement existant place le concept de démocratie au centre du débat sur la conception du socialisme — la démocratie, en tant que valeur universelle, n'est légitime que si elle suppose la synthèse de la démocratie formelle et de la démocratie substantielle. La démocratie formelle fixe les moyens et les règles d'exercice de la souveraineté populaire, elle concerne le déroulement du processus de participation aux élections et non ce qui doit y être décidé. Dans ce sens, on peut parler de gouvernement du peuple, mais pas automatiquement pour le peuple : c'est le cas au Brésil. La démocratie substantielle se fixe des objectifs comme l'égalité juridique, sociale et économique et n'attache guère d'importance aux moyens d'y parvenir. Dans ce sens, on peut parler de gouvernement pour le peuple, même si ce dernier n'a pas la possibilité réelle de participer aux prises de décision qui le concernent, comme dans les pays socialistes. Jusqu'à présent, la synthèse entre ces deux conceptions est

restée du domaine de l'utopie. Aucun pays n'a jamais connu un régime politique qui fasse de la démocratie une valeur et une méthode — définition importante si, dans notre débat, nous voulons être clairs sur le concept de démocratie. Par contre, il est impossible d'encourir le risque de considérer la démocratie formelle comme une référence alternative à la bureaucratie d'Etat qui était en place dans les pays d'Europe de l'Est.

Dans sa critique de Rousseau, Marx soutenait que l'avènement de la véritable démocratie serait possible par la séparation de la société civile et de l'Etat, d'où la disparition de l'Etat, et donc de la différence entre gouvernants et gouvernés. En analysant la Commune de Paris, le même Marx a souligné, comme élément essentiel de la nature de la démocratie, le fait que les représentants du peuple soient revocables à tout moment et soumis aux décisions de leurs électeurs. Dans *La Guerre civile en France*, il a critiqué le système représentatif, de pure délégation de pouvoir aux politiciens (généralement liés aux intérêts de la classe dominante) et proposé une représentativité de la classe fondée sur une conception démocratique marxiste, l'organisation populaire (« *en communes* ») qui, en fonction des intérêts de classe, constituerait la base du régime politique. C'était ce qu'il appelait « *l'autogestion des producteurs* », différente du système représentatif — qui dissimule l'hégémonie de la classe capitaliste derrière un pluripartisme interclassiste — car elle dépasserait la séparation des pouvoirs législatif et exécutif et la concentration des deux au sein de l'Etat, l'extension du système électoral aux organes relativement autonomes de l'appareil d'Etat, comme l'armée, le pouvoir judiciaire et la bureaucratie, la révocabilité permanente des élus, sur décision des électeurs, et la décentralisation de l'Etat en communes populaires.

« Faire croire au peuple que c'est lui qui gouverne... »

C'est à partir de ces idées que Lénine a proposé les conseils ouvriers (soviets) dans *l'Etat et la Révolution*. Selon lui, dans la société capitaliste, le centre de décision se déplace de l'Etat vers les grands entreprises, mettant en cause le régime démocratique. Dans la proposition de Lénine, le citoyen abstrait, perdu dans la masse des électeurs, ne peut donc exercer aucun contrôle politique, celui-ci revenant à ceux qui sont liés à la production économique, les travailleurs. Ces derniers formeraient des conseils qui, reliés aux différents niveaux territoriaux et administratifs, constitueraient les maillons de l'appareil d'Etat. Cette conception instaure la démocratie et c'est essentiel, non pas en tant que valeur universelle — dans le sens où elle s'adapterait à tout système économique — mais en tant que valeur intrinsèque du socialisme. Parler alors de "socialisme démocratique" devient une redondance rhétorique. Le socialisme doit être démocratique de par sa nature même, car il ne fait pas de distinction entre l'émancipation économique et l'émancipation politique de tous les citoyens, et en particulier de la classe ouvrière qui est prépondérante. Parler en "langue socialiste" devrait revenir à "parler en langue démocratique" et vice-versa. Cependant, les égarements des bureaucrates et du stalinisme exigent aujourd'hui que l'on parle du socialisme démocratique et participatif et qu'on en préciser le contenu.

Au Brésil, la multiplication des mouvements et organisations populaires ces vingt dernières années — communautés chrétiennes de base, syndicats, partis, organisations de femmes, d'indigènes, de noirs, de quartier, de paysans sans terre, etc. — confirme une *praxis*, que reprend notamment le Parti des travailleurs (PT), qui s'impose aux conceptions théoriques.

Le consensus autour du fait que le projet démocratique passe nécessairement par l'autonomie et la spécificité de chaque maillon de la société civile, où les intérêts de la classe ouvrière sont hégémoniques, se renforce. Dans cette optique, l'Etat n'est que l'aboutissement du canevas des mouvements sociaux et politiques. Les conseils populaires, dont parle la théorie mais qui sont difficiles à concrétiser, peuvent constituer un embryon de l'addition progressive entre démocratie formelle et substantielle. Voilà peut-être le filon à suivre ; s'il s'avère difficile à exploiter, il faut d'abord se demander dans quelle mesure on n'est pas en train de résister à la démocratie et donc de compromettre un avenir socialiste, en se résignant à utiliser un modèle bourgeois qui concentre tout le pouvoir de décision entre les mains des élus.

On risque alors d'emboîter le pas à ceux qui disaient : « *L'art de la politique, des démocraties, consiste à faire croire au peuple que c'est lui qui gouverne.* » ★

Teoria e Debate
Mai 1990

Lettre ouverte aux forces révolutionnaires d'Amérique latine et des Caraïbes

Voici des extraits d'un document publié en mars 1990 par les partis communistes du Costa Rica, du Honduras, de la République dominicaine, du Salvador et d'Argentine. Les signataires lancent un appel aux forces révolutionnaires et, surtout, font un bilan des événements d'Europe de l'Est.

DOCUMENT

EN CES JOURS de crise, d'offensive capitaliste intense et de grandes possibilités révolutionnaires, nous avons décidé de rendre publics nos problèmes et nos réflexions. L'heure n'est surtout pas au silence, car il s'agit d'une étape vitale pour les révolutions et pour les luttes patriotiques et populaires dans notre Amérique et dans tout le tiers monde.

Notre continent, comme l'ensemble du tiers monde, n'avait jamais connu une telle crise. Le pouvoir impérialiste des Etats-Unis a rencontré de grandes difficultés et des risques à cause de sa politique d'agression. Les possibilités de développement de l'Amérique latine et du tiers monde sont étouffées ; cela s'est retourné contre l'impérialisme à travers une émigration massive qui menace sa stabilité sociale intérieure, en installant sur son propre territoire les problèmes qu'il a contribué à créer. L'instabilité et la pression pour le changement social augmentent dans les pays dépendants. Les pro-

fondes aspirations de nos peuples ne sont pas satisfaites par des régimes démocratiques limités qui refusent toute réelle participation populaire à la prise de décisions.

Deux crises parallèles

Le pouvoir impérialiste des Etats-Unis reste arrogant, malgré la crise profonde qui frappe son système de domination et la décomposition de sa société. Cette attitude est renforcée par la crise de certains modèles socialistes minés par la bureaucratisation, la centralisation, le dogmatisme et par des facteurs structurels et conjoncturels. Ces régimes sont devenus hautement autoritaires et répressifs, s'éloignant de l'idéal initial de justice sociale et de démocratie.

La course aux armements de l'impérialisme nord-américain est la cause principale de sa crise ; il en est de même pour l'URSS — pour des raisons et avec un fonctionnement économique différent — qui est au bord de la stagnation économique et de la crise. Les réformes de la perestroïka sont nées du besoin de faire face à cette crise et de renouveler le socialisme. Après avoir été limitées en un premier temps à l'accélération économique et au développement intensif, elles se sont portées sur le terrain de la démocratisation politique et de la transparence de l'information.

Ce tournant nécessaire provoque de nouveaux problèmes imprévus et met en évidence de grandes faiblesses idéologiques, en l'absence d'une stratégie cohérente de renouvellement socialiste et d'une force capable de la mener à bien. L'arrogance de l'Administration Bush se nourrit de la grande faiblesse du camp socialiste, qui a connu des crises, des déviations et des insuffisances théoriques qui ont provoqué une diminution préoccupante de l'anti-impérialisme et des positions révolutionnaires.

L'impérialisme existe toujours

Certains vont même jusqu'à prétendre que l'impérialisme "n'existe plus", qu'il ne leur est plus "hostile" et qu'il peut même devenir leur "allié", dans le cadre d'une convergence entre des systèmes et des forces véritablement antagonistes. L'impérialisme reste le principal ennemi des peuples ; il est responsable de la misère dramatique et des souffrances qui frappent l'humanité. On ne peut pas juger seulement l'impérialisme à partir de ses pôles hyper-développés, les pays capitalistes qui ont atteint le meilleur niveau de bien-être économique et social en se construisant sur l'exploitation, les saccages et les pillages.

Le tiers monde est le revers dramatique de ce système fait d'injustices, de discriminations, d'insécurité, de chômage et où sévissent des formes d'aliénation qui n'existent plus dans les pays développés.

La nouvelle thèse, selon laquelle l'anti-impérialisme serait caduc tout comme les révolutions populaires dans les régions opprimées, surexploitées et appauvries, nous préoccupe et nous indigne, nous qui vivons et souffrons cette réalité. Cette théorie rencontre malheureusement un certain écho dans la "nouvelle pensée" et la "nouvelle mentalité" présente dans la perestroïka.

Pour la paix, l'humanisme et la révolution

Cependant, nous jugeons positivement les efforts réalisés par l'URSS et par d'autres pays, obligés de trouver des accords gouvernementaux avec la puissance capitaliste pour éviter les grandes tragédies qui menacent l'existence même de l'humanité. Nous comprenons la préoccupation qui peut exister en Europe face aux dangers d'une guerre thermonucléaire et aux déséquilibres écologiques dramatiques provoqués par la civilisation industrielle.

Nous nous réjouissons aussi lorsque les aspirations de changement, de démocratisation et d'autodétermination se renforcent dans les pays de l'Est, dont les modèles bureaucratiques sont en crise et à l'agonie.

Le dogmatisme, l'arbitraire et la fidélité à de vieux schémas stériles ne guident plus notre réflexion.

La démocratisation ne doit pas se limiter aux pays d'Europe de l'Est, et il ne faut pas copier des schémas et des modèles de démocratie représentative — qui ont prouvé leur crise et leurs limites dans le monde occidental — car ils sont trop formels et ne garantissent en rien la participation et le pouvoir de décision des peuples.

Précisions et objectifs

Nous ne croyons pas à la sincérité des proclamations de liberté et de démocratie des pays capitalistes et des forces néo-libérales qui oppriment, condamnent à la faim, à l'analphabétisme et à la maladie des millions d'individus.

Nous sommes solidaires des forces qui se battent dans ces pays pour défendre les intérêts de tous.

Nous ne croyons ni aux vertus de la paix entre les grands de ce monde, ni à un humanisme qui se limiterait à l'Europe du Nord ou à la Maison commune européenne, ignorant les deux tiers de la planète vivant et souffrant dans le tiers monde.

Nous ne croyons pas que les Etats-Unis ou les autres pays impérialistes puissent cesser d'être des ennemis des peuples et du socialisme. Nous ne croyons pas au désarmement unilatéral du socialisme et des forces révolutionnaires au moment où les Etats-Unis renforcent leur stratégie de guerre de basse intensité et leurs projets de militarisation de l'espace pour porter leur hégémonie à son paroxysme.

Aucun intérêt général ne peut aller à l'encontre de l'émancipation des peuples opprimés du tiers monde et des luttes pour la démocratie, la paix, la justice et l'autodéterminati on qui se déroulent en Amérique centrale, en Palestine, en Afrique du Sud et dans tous les pays écrasés d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine. Nous sommes indignés par les tentatives visant à nous imposer un "idéal" de démocratie discutable, limité et fait de discriminations et de manipulations.

L'affaiblissement de l'internationalisme en URSS renforce le chauvinisme contre-révolutionnaire qui menace l'unité de ce pays. La faiblesse politique pèse sur l'URSS et encore plus sur les pays d'Europe de l'Est — du fait de la crise et de l'absence d'avant-gardes reconnues par ces peuples, capables de donner une direction socialiste aux événements.

Les efforts de ceux qui tentent de rénover le socialisme, sans pour autant le dénaturer par des influences capitalistes, méritent toute notre admiration.

L'affaiblissement du socialisme a facilité l'intervention militaire à Panama, la contre-offensive de la droite au Nicaragua, la liberté de mouvement des Etats-Unis et du régime génocide et usé du Salvador, les graves menaces qui pèsent sur la révolution cubaine et l'escalade impérialiste dans toute cette région.

Nos convictions

Nous croyons à la rénovation socialiste.

Nous croyons à la démocratie où le pouvoir populaire permette la participation accrue des organisations et de nouveaux acteurs politiques et sociaux.

Nous croyons à la nécessité de rétablir l'idéal socialiste originel, porteur à la fois de transformations sociales et de démocratie.

Nous croyons à la paix, qui va de pair avec la libération.

Nous croyons à la nécessité et à la possibilité des révolutions populaires pour atteindre la démocratie, la justice sociale et la souveraineté.

Nous croyons à l'internationalisme révolutionnaire et à l'anti-impérialisme. Nos peuples sont victimes de l'impérialisme et nous ne pouvons renoncer à la lutte révolutionnaire pour l'émancipation populaire et pour une nouvelle démocratie.

Dans le tiers monde, la situation est déchirante. Les structures et les modèles capitalistes n'offrent aucune solution, au contraire, ils aggravent les maux qu'ils ont provoqués. Les institutions sont corrompues, la démocratie est tronquée et limitée, la souveraineté est bafouée et les tensions politiques et sociales s'accumulent.

La révolution est un défi historique. Elle garde toute son actualité et gagne en légitimité historique et, en outre, elle est indispensable pour régler les problèmes du tiers monde.

Il faut créer et encourager les avant-gardes révolutionnaires par une politique unitaire, par la lutte et à travers des liens étroits avec les masses populaires. Il faut construire une grande alliance pour la démocratie et l'autodétermination.

Cela implique la défense intransigeante de Cuba car ce pays est le pionnier de la transition révolutionnaire latino-américaine et le symbole de l'anti-impérialisme et de l'internationalisme dans la région. Il faut renforcer la solidarité avec la révolution populaire sandiniste, représentée par le Front sandiniste de libération nationale (FSLN) et avec les organes du pouvoir populaire qui continuent à fonctionner après la défaite électorale. Il faut réfléchir aux causes de cette défaite pour dépasser les erreurs qui auraient été commises. Il faut aussi poursuivre la solidarité avec le combat du Front Farabundo Marti pour la libération nationale (FMLN) et avec toutes le forces patriotiques et démocratiques du Salvador avec le combat de l'Union révolutionnaire nationale guatémaltèque (URNG) et les luttes démocratiques en Haïti, en Colombie, au Brésil, au Pérou, en Argentine, au Mexique, au Honduras, etc.

Penser par soi-même

On ne peut négliger l'impact des événements d'Europe de l'Est en Amérique latine ; il a été contradictoire pour les forces révolutionnaires et progressistes : il a parfois engendré la démoralisation et stimulé l'avènement d'idées étrangères à notre réalité ; et, dans d'autres secteurs, elle a renforcé de profondes convictions révolutionnaires anti-impérialistes et socialistes. Nous nous plaçons dans cette deuxième optique et nous nous engageons de toutes nos forces à penser par nous-mêmes et à développer nos positions, dans le cadre des énormes potentialités révolutionnaires de notre continent.

Notre rénovation révolutionnaire doit tenir compte de tout ce qui est positif dans les courants qui innovent et avancent vers la démocratisation dans le monde, en l'adaptant à nos conditions.

Les événements de l'Est, avec tout ce qu'ils représentent de positif pour la démocratisation et l'auto-détermination, contrastent avec l'oppression qui règne en Amérique latine et dans le tiers monde.

Appel

Unissons nos forces.

Ouvrons notre réflexion et nos esprits à tout ce qui est nouveau. Ne permettons pas que la dispersion et la démoralisation deviennent irréversibles.

Unissons-nous sur tous les fronts pour relancer l'idéal révolutionnaire, pour dépasser les dogmatismes et affronter les déviations de droite et les hésitations, pour combattre nos ennemis avec force, pour rectifier et innover de façon révolutionnaire, pour renforcer l'anti-impérialisme et donner un sens populaire à la lutte pour la démocratie, pour avancer vers des révolutions démocratiques et patriotes et développer des combats concrets qui renforcent le moral et le potentiel des forces de libération dans la périphérie et dans le centre du système capitaliste mondial.

Unissons-nous pour lutter et pour montrer que les forces de changement peuvent, et doivent, se relever de l'impact de ces phénomènes négatifs, que les défaites sont temporaires, que la crise actuelle peut être dépassée, que celle du système capitaliste et de nos ennemis constitue une énorme point d'appui. Dans ce tiers monde, dans ce continent écrasé, de nouveaux espoirs révolutionnaires doivent s'exprimer.

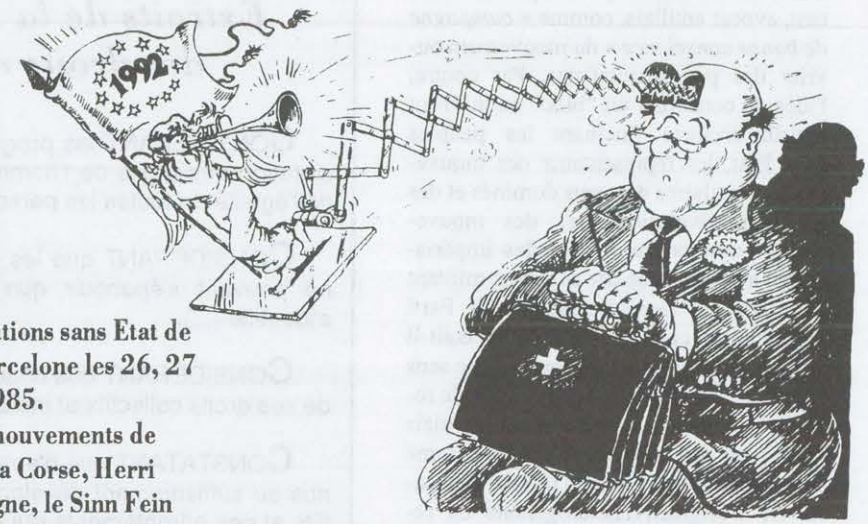
Nous demandons

- Que cette volonté unitaire de lutte se manifeste partout dans le monde.
- L'unité la plus large de toutes les forces et secteurs porteurs des idéaux de justice, d'indépendance, de démocratie et de paix.
- Une fermeté anti-impérialiste plus vigoureuse.
- Plus de créativité révolutionnaire.
- Pour l'internationalisme révolutionnaire.
- Dans la continuité des idéaux latino-américains de Bolivar, Sucre, San Martin, Morelos, Santa Maria, Morazan et Marti. ★

Humberto Vargas Carbonell,
Parti de l'Avant-garde populaire du Costa Rica
Rigoberto Padilla Rush,
Parti communiste du Honduras
Narciso Isa Conde,
Parti communiste de Saint-Domingue
Jorge Schafick Handal,
Parti communiste du Salvador
Patricio Echegaray,
Parti communiste d'Argentine

Quetzal
Mars 1990

Les peuples opprimés à Barcelone



La deuxième assemblée de la Conférence des nations sans Etat de l'Europe occidentale (CONSEO) s'est tenue à Barcelone les 26, 27 et 28 mai1990 — la première avait eu lieu en 1985. La CONSEO, mise en place par les principaux mouvements de libération nationale de l'Ouest (A Cuncolta pour la Corse, Herri Batasuna pour l'Euskadi, la Crida pour la Catalogne, le Sinn Fein pour l'Irlande, Emgann pour la Bretagne, le Bloque Nacional Gallego pour la Galice, etc.), s'est donnée l'objectif de « *créer une plate-forme d'échanges et de collaboration* » entre toutes les nations sans Etat.

Alain NAZIER

TOUTES ces organisations, qui peuvent être politiques, sociales, culturelles ou civiques, sont regroupées autour d'une résolution qui a pour référence : « *La reconnaissance explicite d'appartenance à un peuple ayant une identité propre et à une nation européenne sans Etat propre ; la revendication d'une Europe dans laquelle tous les peuples et toutes les nations soient pleinement reconnus et puissent participer à égalité de conditions et souverainement aux projets visant à une meilleure entente et à une coopération mutuelle (...) ; le droit à l'autodétermination de tous les peuples sans exception (...) ; la solidarité explicite avec tous les peuples et les nations qui luttent pour leur émancipation.* »

Cette deuxième conférence devait permettre de faire le point sur l'avancée de la lutte et de débattre de la situation politique internationale après l'effondrement du stalinisme à l'Est et dans le cadre de la mise en place de l'Europe de 1993.

C'est un « *temps fort de la réflexion et du débat entre les diverses — et hétérogènes — forces vives qui, face aux interrogations du futur européen, essaient d'apporter des alternatives en positif à la confusion régnante* » basée sur le droits des peuples à l'autodétermination et « *le respect de l'égalité intrinsèque de chacun des peuples réels* » (Aurell Argemi, animateur de l'équipe de la CONSEO dans *Demà* du 24 mai 1990). Au-delà des organisations habituelles, d'autres invités étaient présents : le mouvement indigène Mapuche du Chili, une représentante des indiens d'Equateur, le Mouvement de libération arménien, l'Organisation pour la libération de la Palestine (OLP), le Front de libération kurde, une Estonienne.

Au sein même de l'Europe occidentale, les invitations avaient été assez largement distribuées par les membres du comité international à des mouvements politiques ou culturels. La LKI (organisation en Euskadi de la section de la IVe Internationale dans l'Etat espagnol) avait été invitée par Herri Batasuna, la Ligue communiste révolutionnaire (LCR) française par A Cuncolta et la LCR catalane participait à l'organisation de l'assemblée.

A l'heure de l'Europe...

Environ trois cents personnes ont participé aux travaux de cette assemblée.

Après une soirée où les représentantes estonienne et arménienne ont fait le point sur leurs situations nationales respectives, les délégués se sont divisés en quatre commissions de travail chargées d'étudier les thèmes suivants : la restructuration du marché européen et ses conséquences dans l'économie des peuples sans Etat ; l'autodétermination et les droits collectifs de ces derniers ; le problème de l'homogénéité des cultures européennes ; la place des différentes cultures dans des nations sans Etat afin de ne pas reproduire en leur sein les discriminations pratiquées par les Etats oppresseurs ; enfin, il a été question des relations Nord-Sud.

Dans la commission "autodétermination", les problèmes de résistance face à la collaboration des polices européennes ont évidemment été soulevés. Quels éléments de stratégie commune, au-delà des différences de situation de chacune des nations, peut-on avancer ? Quel rôle peut avoir l'Europe pour les nations sans Etat ? Il ne fait aucun doute que, sur le plan économique, l'Europe de 1993 constitue un renforcement du système capitaliste ; mais, sur le plan politique — vis-à-vis des revendications nationales — la question est plus controversée ou plus floue pour certains. Va-t-on assister à la fin du concept d'Etat-nation pour avancer vers une Europe des peuples ? Cette "fédéralisation" de l'Europe donnera-t-elle une marge de manoeuvre aux peuples ? Un fédéralisme à l'allemande permet-il ou non de résoudre les problèmes politiques de l'oppression et les questions de développement économique harmonieux ? Autant de questions qui restent en débat.

En ce qui concerne l'autodétermination, c'est A Cuncolta de Corse qui a essayé de donner la définition la plus claire : il s'agit d'un processus démocratique qui se construit au quotidien dont la « *stratégie d'auto-organisation est la meilleure garantie pour qu'aucun pouvoir ne soit soustrait au contrôle et à la règle démocratique. (...) La démarche qui privilégie la façon de lutter (...) est une démarche d'avenir* ». Mais cette définition large laisse dans l'ombre le type de société à construire et le rôle des différentes classes ou couches sociales dans les pouvoirs de décision — sans parler des solutions institutionnelles par rapport aux Etats colonisateurs et oppresseurs.

La commission Nord-Sud, après avoir procédé à un large tour d'horizon de la situation internationale, a discuté de la campagne contre la dette (voir *Inprecor* n° 309 du 18 mai 1990), critiquée

d'ailleurs fortement par Raphaël Constant, avocat antillais, comme « *campagne de bonne conscience* » du mouvement ouvrier des pays capitalistes. Par contre, l'idée de constituer un "bloc" ou un front anti-impérialiste (incluant les peuples sans Etat, les représentants des mouvements populaires des pays dominés et des fractions révolutionnaires des mouvements ouvriers des métropoles impérialistes) a été avancée par ce même militant ainsi que par Herri Batasuna et le Parti communiste catalan. Sans doute était-il trop tôt pour qu'une décision dans ce sens fut prise ; à la fois pour des raisons de relative faiblesse organisationnelle, mais aussi pour des raisons politiques, comme le rappelait le représentant d'Herri Batasuna en soulignant l'hétérogénéité du regroupement du CONSEO où l'on trouve ceux qui ont fait un choix de société socialiste et les autres — ceux qui ont une visée indépendantiste et ceux qui cherchent un futur autonome permettant l'expression de la culture nationale.

Solidarité Nord-Sud

Comme le remarquait la représentante du Bloque Gallego, la redéfinition des relations économiques Nord-Sud, oblige à une réflexion sur notre type de développement, puisqu'il ne sera plus porté par l'exploitation du tiers monde. Il a finalement été décidé de mener une campagne pour la démilitarisation de la Méditerranée (pourquoi de la seule Méditerranée ? mystère...) et contre le 500e anniversaire de la découverte de l'Amérique, c'est-à-dire de la grande razzia européenne sur le "nouveau monde" et du génocide des peuples indiens qui s'en est suivi (une carte postale à envoyer à l'Organisation des Nation-Unies a été éditée à cet effet).

Cette assemblée du CONSEO s'est terminée par deux décisions générales. D'abord, d'ouvrir cette Conférence à l'ensemble de l'Europe : CONSEO devient CONSEU (supprimant le mot "ouest" de son sigle). Ensuite, d'adopter une Déclaration universelle des droits collectifs des peuples qui a pour ambition de replacer les droits individuels dans une communauté et de définir des rapports démocratiques entre les peuples (voir la déclaration ci-contre). Ce mouvement de solidarité crée un réel espace de lutte démocratique qui peut être porteur d'une dynamique d'émancipation dont tous les opprimés et les exploités doivent saisir l'opportunité en y investissant un contenu social et politique de démocratie socialiste. ★

3 juillet 1990

Extraits de la Déclaration universelle des droits collectifs des peuples

CONSIDÉRANT les progrès accomplis depuis deux siècles par la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen dans la prise de conscience de l'égalité de toutes les personnes humaines (...).

CONSIDÉRANT que les droits individuels à l'égalité et à la différence ne peuvent s'épanouir que dans le cadre du peuple auquel chacun s'identifie (...).

CONSIDÉRANT que chaque peuple est fondamentalement le détenteur de ses droits collectifs et inaliénables à l'égalité et à la différence (...).

CONSTATANT que d'autres droits collectifs n'ont pas été encore reconnus ou suffisamment développés et que perdurent sur la planète des conflits et des affrontements qui découlent de la négation ou de la limitation de l'exercice des droits collectifs de tous les peuples (...).

CONSTATANT [que la Déclaration d'Alger (1)] admet des restrictions aux droits collectifs des peuples en les conditionnant à la suprématie des Etats constitués, à travers notamment la notion de minorité (...) : l'Assemblée générale de la Conférence des Nations sans Etat d'Europe propose à toute l'humanité et aux organismes internationaux compétents d'adopter et de mettre en œuvre la Déclaration des droits collectifs des peuples suivante.

Article 1. Toute collectivité humaine ayant une référence commune à une culture et à une tradition historique propre, développées ou non sur un territoire géographiquement déterminé, constitue un peuple.

Article 3. Tout peuple peut s'affirmer comme nation. L'existence d'une nation se manifeste par la volonté de ses membres à s'auto-organiser politiquement (...).

Article 5. Tout peuple a le droit d'exister librement quelle que soit sa dimension géographique.

Article 6. Tout peuple a le droit de s'autodéterminer de façon indépendante et souveraine.

Article 7. Tout peuple a le droit de s'auto-gouverner en suivant les choix démocratiques de ses membres.

Article 8. Tout peuple a le droit au libre exercice de sa souveraineté sur l'ensemble de son territoire.

- Tout peuple qui a été expulsé de son territoire a le droit d'y retourner et d'y exercer la souveraineté, dans le respect des droits d'autres peuples éventuellement présents sur ce territoire ;
- tout peuple itinérant qui a développé historiquement sa conscience nationale selon ce mode d'existence a le droit à la libre circulation.

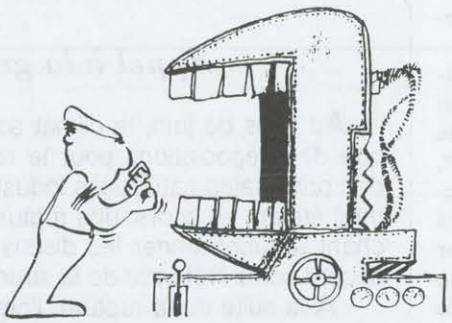
Article 9. Tout peuple a le droit d'exprimer et de développer sa culture, sa langue et ses règles d'organisation et de se doter, pour ce faire, de ses propres structures politiques, d'enseignement, de communication et d'administration publique, sur son aire de souveraineté.

Article 11. Tous les peuples sont égaux en droit.

Barcelone, 27 mai 1990

1) La Déclaration d'Alger du 4 juillet 1976 a inspiré les mouvements en faveur des droits collectifs.

Conseils et syndicats



Depuis plus de cinq ans, il existe un courant organisé d'opposition de classe, Democrazia Consiliare (démocratie des conseils — DeCo), au sein du principal syndicat italien, la Confédération générale du travail (CGIL), de direction réformiste (1). En décembre 1989, DeCo a été à l'origine d'un regroupement de forces anti-bureaucratiques large incluant, en particulier, des secteurs de base critiques du Parti communiste italien (PCI), qui ont approuvé un document pour lancer la bataille politique à l'intérieur de la CGIL et créé une alliance, la Charte 90.

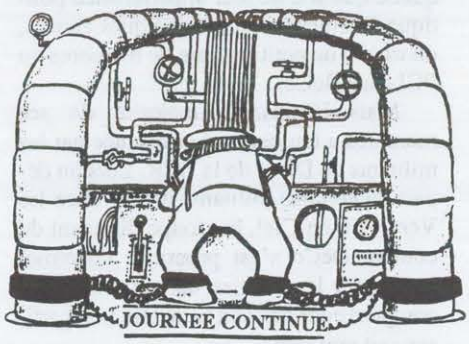
***Inprecor* a rencontré Franco Grisolia, militant du courant IVe Internationale de Democrazia proletaria (DP, voir *Inprecor* n° 293 du 18 septembre 1989 et 301 du 27 janvier 1990) et dirigeant de DeCo pour évoquer cette situation.**

INPRECOR : Quel bilan dresses-tu du courant syndical DeCo depuis sa création ?

Franco GRISOLIA : Le bilan est positif car c'est la première fois qu'une composante organisée reconnue par la direction du syndicat existe dans la CGIL. DeCo a organisé des batailles importantes, tant au sein des structures syndicales (en particulier contre les positions de la direction sur la réduction de l'échelle mobile des salaires et l'acceptation de certaines formes de travail précaire) comme lors de certains temps forts de la lutte de classes (renouvellement des conventions collectives ; défense des formes d'organisation des travailleurs, telle l'autogestion des dockers de Gênes). DeCo a su, en outre, développer une intervention de masse significative, en particulier en présentant des plates-formes alternatives à celles de la direction ou des documents, parfois diffusés à des centaines de milliers d'exemplaires.

Mais, on trouve aussi des aspects négatifs dans le bilan de DeCo qui sont en partie dus à la situation objective de la lutte des classes en Italie.

Il est évident qu'une composante syndicale, pour autant qu'elle puisse agir correctement, ne peut, à elle seule, tout modifier : quand le mouvement de masse est sur la défensive, la bourgeoisie l'emporte, et le rapport de forces entre le courant réformiste et le courant "lutte de classe" du mouvement ouvrier est défavorable à ce dernier. Ceci dit, DeCo a aussi connu des limites de type subjectif : ainsi, son groupe dirigeant a eu du mal à donner des perspectives à son action dans le cadre d'une stratégie globale visant à la construction d'une alternative révolutionnaire dans le mouvement ouvrier. Il n'a pas compris qu'il fallait chercher à structurer le courant à partir de comités constitués dans les entreprises ni l'importance de l'auto-organisation des travailleurs.



Nos militants ont joué un rôle important dans le mouvement des enseignants de 1987/88, mais le courant en tant que tel n'a pas réussi à s'imposer comme référence. DeCo connaît les mêmes limites que toutes les oppositions "lutte de classe" qui ont surgi dans les syndicats européens ces dernières décennies (voir *Inprecor* n° 309 du 18 mai 1990).

◆ ***Ces différents problèmes ont-ils été discutés au sein de DeCo ?***

Bien sûr, il y a eu de nombreux débats. En ce qui nous concerne, nous avons développé, avec l'appui d'autres militants, une bataille politique dont un des moments forts a été l'Assemblée nationale de DeCo en 1987 à Venise. A cette occasion, nous avons présenté une série de propositions pour renforcer ce courant syndical d'un point de vue organisationnel et politique : nous avons proposé que DeCo se structure à travers des comités de base dans les usines, ouverts à tous les militants critiques de la CGIL, et une campagne d'adhésion à notre courant ; parallèlement, nous avons demandé l'élaboration d'une charte programmatique du courant et la transformation de *Alternativa* (la revue trimestrielle de DeCo) en feuille mensuelle plus accessible afin de toucher de plus amples secteurs de travailleurs et d'adhérents de la CGIL.

A cette époque, nos propositions avaient été repoussées par la majorité de l'assemblée mais, récemment, certaines avancées dans ce sens ont été réalisées, en particulier au niveau politique. Ainsi DeCo a produit un document qui, sans être une vraie plate-forme programmatique, présente certaines propositions importantes — il a été diffusé à 100 000 exemplaires. Il y a aussi eu des améliorations dans le fonctionnement : le mode d'élection de la Coordination nationale a été transformé en représentation proportionnelle des différentes régions et branches.

◆ ***Quelles sont actuellement les positions de DeCo ?***

Aujourd'hui, DeCo intervient prioritairement sur les questions de démocratie syndicale pour l'élaboration des plates-formes et la construction du syndicat. C'est en effet un élément central dans le débat actuel du mouvement syndical italien. Les lois italiennes, en particulier le Statut des travailleurs, confèrent le pouvoir de représentation syndicale aux *« syndicats les plus représentatifs »* : seules les trois confédérations majoritaires (la CGIL, la Confédération italienne des syndicats libres — CSIL — catholique et l'Union italienne du travail — UIL — sociale-démocrate de droite), le petit syndicat fasciste Cisnal et quelques syndicats autonomes corporatistes peuvent négocier des droits syndicaux. Par conséquent, les nouveaux regroupements syndicaux et les structures d'auto-

1) La CGIL compte environ 4,5 millions d'adhérents dont un tiers sont des retraités. Outre la direction réformiste, contrôlée par les membres du PCI, il existe un courant social-démocrate et le courant DeCo.

organisation n'ont aucun pouvoir de représentation.

En outre, puisqu'il n'existe pas de critères de représentativité bien définis, un ou plusieurs syndicats minoritaires, si le patronat les considère "représentatifs", peuvent signer des conventions collectives allant à l'encontre des intérêts des travailleurs. Cela s'est produit, par exemple, dans le groupe automobile Fiat, où la convention collective n'a été signée que par la CSIL et l'UIL car la CGIL s'y opposait, et — autre cas extrême — sur le port de Gênes où un accord signé uniquement par la CSIL et l'UIL a été reconnu, alors que la CGIL représentait 93 % des travailleurs...

Sur ces questions, DeCo a élaboré une proposition pour modifier la législation qui demande une parité absolue entre toutes les organisations syndicales anciennes ou récentes : d'après notre projet, elles seraient représentées proportionnellement à leur soutien parmi les travailleurs et tous les accords signés seraient soumis à un référendum à la base.

L'environnement occupe aussi une place importante dans l'activité de DeCo qui demande la fermeture immédiate de toutes les centrales nucléaires et la reconversion des usines polluantes. Sur un plan plus strictement revendicatif, nous proposons l'abolition de toutes les formes de travail précaire qui se sont développées à partir de l'instauration des contrats de formation-travail (sorte d'apprentissage prolongé) ; nous soutenons la lutte contre la flexibilité et pour la réduction du temps de travail à 35 heures. Sur le plan salarial, nous revendiquons la défense du pouvoir d'achat réel et la récupération des pertes de pouvoir d'achat des dernières années.

DeCo se caractérise entre autres par sa lutte pour la défense du "statut social" : maintien des retraites et proposition d'un salaire minimum garanti d'environ 700 000 lires par mois (550 dollars) pour les chômeurs et les jeunes à la recherche d'un premier emploi. Je pense que ces propositions sont globalement correctes et positives mais que DeCo ne réussit pas à articuler ces diverses revendications dans un projet politique anti-capitaliste qui puisse constituer une référence alternative à la politique menée par la direction bureaucratique du syndicat.

◆ L'extrême gauche italienne a connu des bouleversements en 1989 : une partie de Democrazia proletaria (DP) a fait scission pour former le regroupement des Verts/Arc-en-Ciel avec d'autres forces politiques tandis que la Ligue communiste révolutionnaire (LCR — ancienne section italienne de la IVe Internationale) entrait dans DP. Tout cela a t-il eu des répercussions dans DeCo ?

Cela n'a pas eu de répercussions négatives. Depuis sa constitution, DeCo a voulu se différencier de l'organisation traditionnelle de la CGIL dont chaque courant était lié à un parti, et s'est présentée, au contraire, comme une tendance ouverte à tous les adhérents de la CGIL se reconnaissant dans ses propositions, quelle que soit de leur appartenance politique (d'ailleurs, depuis quelques années, on trouve un petit nombre de membres du PCI dans DeCo).

Mais l'écrasante majorité de ses membres a toujours été constituée par les militants de DP et de la LCR. Lors du départ de certains militants de DP chez les Verts/Arc-en-Ciel, le groupe dirigeant du courant DeCo s'est prononcé unanimement pour le maintien de son unité et, y compris, pour que son caractère non partisan soit renforcé.

◆ Les bouleversements politiques en Italie ne concernent pas uniquement DP mais la totalité de la gauche. Le PCI est divisé en différentes tendances organisées qui ont présenté des plates-formes opposées lors de son congrès (voir* Inprecor *n° 306 du 6 avril 1990). Comment cela se répercute-t-il dans la CGIL ?

Depuis deux ans, des changements importants se sont produits dans le groupe dirigeant de la CGIL. Comme le désirait le PCI, l'ancien secrétaire général, Antonio Pizzinato, a été remplacé par Bruno Trentin. A cette occasion, on a assisté à une espèce de révolution de palais : c'est un groupe important de dirigeants d'une quarantaine d'années — secrétaires généraux et de branches — qui a été à l'initiative de la chute de Pizzinato. Ce groupe avait surtout des motivations carriéristes (plusieurs de ses membres étaient candidats à la succession de Pizzinato), et regroupait des personnalités tant de la gauche que de la droite du courant communiste.

Sur le plan politique et syndical, la nouvelle situation n'a pratiquement rien modifié, si ce n'est que la propagande démagogique sur les "droits des travailleurs" — que démentent quotidiennement les accords réalisés par la bureaucratie syndicale dans les entreprises, parfois contre l'opinion des structures de base — ne cesse d'augmenter.

Sur le terrain idéologique, par contre, la gestion de Trentin a signifié un tournant à droite. Le nouveau secrétaire général se déclare, presque ouvertement, libéral. En 1989, lors de la conférence programmatique de la CGIL, il imposé son projet de "syndicat de la personne" (2) qui devrait se substituer à la vieille conception du syndicat conçu comme une structure de classe. Ces "élucubrations" idéologiques ouvrent la porte à une intégration plus importante du syndicat dans les structures de l'Etat bourgeois, au dé-

2) Le projet de la direction du CGIL est de devenir un syndicat de la personne, c'est-à-dire qui défend tous les droits de l'individu.

Appel à la grève générale suspendu

Au mois de juin, le climat social s'est à nouveau tendu en Italie. Alors que des négociations pour le renouvellement des conventions collectives des principales catégories industrielles (notamment la métallurgie et la chimie) étaient en cours, une rupture s'est produite le 19 juin, le patronat cherchant à subordonner les discussions sur les conventions collectives à un accord sur la "réforme de la structure des salaires".

A la suite de la rupture, l'organisation patronale (Confindustria) dénonçait l'accord sur l'échelle mobile des salaires. Les réactions ouvrières ont été immédiates : grèves "sauvages", manifestations de rue, etc. La presse bourgeoise écrivait : « *on est revenu aux années 1970.* »

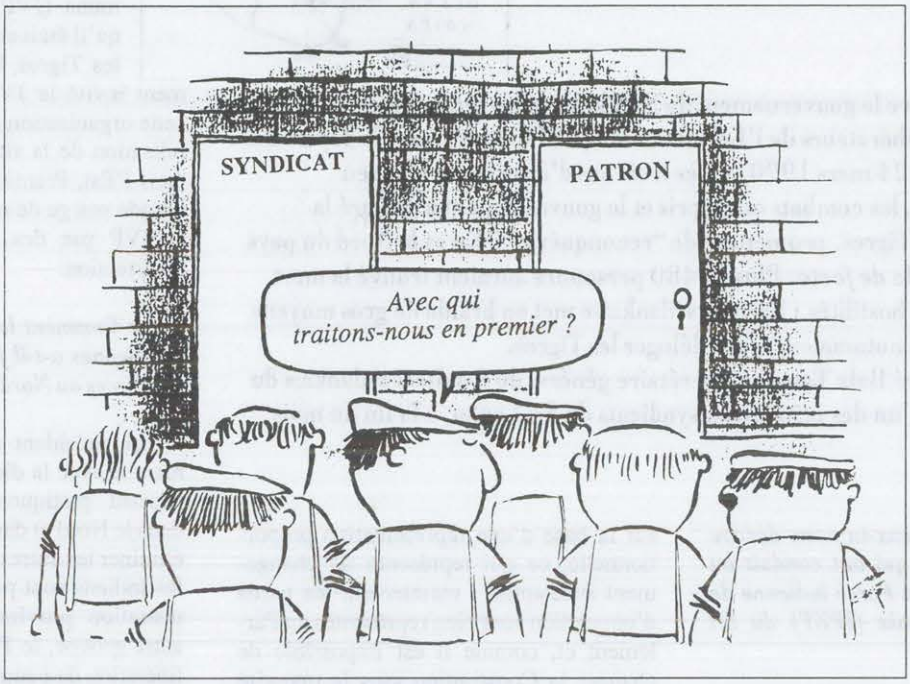
Les 27 juin une grève nationale des métallos obtenait un succès considérable : environ 150 000 ouvriers défilaient dans les rues de Milan et 100 000 dans les rues de Naples. Les trois confédérations (CGIL, CISL et UIL) annonçaient une grève générale pour le 11 juillet. Pour les bureaucrates, c'était un moyen de pression pour provoquer l'intervention du gouvernement et du parlement.

En effet, une loi prolongeant l'échelle mobile jusqu'au 31 décembre 1991 vient d'être votée. Les discussions pour les conventions collectives reprendront. A la suite de cela la grève générale a été suspendue. L'épreuve de force est pour l'instant remise. ★

veloppement de formes de cogestion soumises au patronat et à la défense des secteurs les plus qualifiés au détriment de la grande masse des travailleurs, surtout dans l'industrie.

Face à cette situation, la majorité des membres du groupe des "40 ans" s'est positionnée "à gauche" et, sans pour autant s'opposer à Trentin, elle a développé une série de critiques et de propositions alternatives (par exemple, en matière de salaire minimum garanti, et de pouvoir décisionnel des structures syndicales de base quand elles ne sont pas d'accord avec la direction nationale du syndicat).

Récemment, le plus radical des dirigeants de ce groupe, Bertinotti (membre du secrétariat national de la CGIL), a pris une position dissidente en publiant, avec 38 autres dirigeants syndicaux d'obédience communiste, un document qui dénonce l'absence de démocratie syndicale dans la signature des conventions collectives et dans le fonctionnement.



◆ ***Quel est le sens de votre initiative de décembre 1989 et qu'attendez-vous de la Charte 90 ?***

La Charte 90 est une tentative pour que la bataille de l'opposition dans la CGIL connaisse un saut qualitatif par le regroupement de toutes les forces anti-bureaucratiques autour d'une plate-forme commune. Aux côtés de DeCo, on trouvait deux secteurs du PCI — des militants du courant Cossuta et un petit groupe de gauche du courant Ingrao qui avaient été à l'origine des "auto-convoqués du PCI" (3) — et une structure de masse, le Conseil des délégués syndicaux du port de Gênes, qui mène une lutte difficile depuis des années contre les projets de restructuration du patronat, uniquement appuyé par DeCo contre la CGIL nationale.

Cette réunion a approuvé un document qui dénonce la ligne actuelle de la confédération et qui présente une série de propositions concrètes : réduction généralisée du temps de travail, lutte pour la justice fiscale, extension des droits syndicaux aux petites entreprises, défense du droit de grève, reconversion des entreprises polluantes, démocratie syndicale dans la confédération comme dans les signatures des conventions collectives.

Il est important de souligner que nous n'avons pas encore réussi à construire un nouveau courant avec ces gens. Il reste des doutes et des hésitations, en particulier dans le secteur lié à Cossuta qui a toujours exprimé ses désaccords tout en restant strictement à l'intérieur de la vieille composante communiste. Nous espérons que la situation de lutte ouverte au sein du PCI favorisera la rupture avec les vieux schémas de la CGIL. Nous avons diffusé le document commun aux membres de la CGIL, tout en organisant une campagne d'adhésion appuyée par des cadres et des dirigeants, et en réalisant de nombreuses présentations publiques de la Charte 90 dans tout le pays.

Nous pensons qu'il sera possible ensuite de mener une lutte d'opposition commune pour le prochain congrès de la CGIL, prévu pour le début 1991. Si nous y parvenons, je crois que les conditions essentielles pour transformer ce regroupement en une nouvelle composante organisée seront réunies.

◆ ***Comment envisages-tu les perspectives de construction de cette nouvelle composante, dans le cadre de la lutte de classes en Italie ?***

Le renouvellement des conventions collectives actuellement en cours dans l'industrie a mis à jour de nombreuses contradictions ; cela a favorisé l'émergence d'un mouvement auto-organisé dirigé par des militants de DP dans les secteurs de la métallurgie et de la mécanique qui cherche à développer une lutte indépendante autour de sa propre plate-forme, différente de celle de la direction syndicale ; mais, pour l'instant, il s'agit d'un mouvement encore très minoritaire.

Il est clair que les avancées de la bataille interne dans la CGIL ne peuvent modifier le cadre général et inverser la tendance qui est plutôt à une offensive de la bourgeoisie. Cependant, il est très important de réussir à construire une composante syndicale plus large : cela permettrait de regrouper des militants syndicaux, mais aussi d'authentiques secteurs de masse (comme c'est déjà le cas avec les dockers de Gênes) ; la résistance aux politiques de trahisons de toutes les bureaucraties syndicales pourraient se voir renforcées. En outre, cela favoriserait l'apparition d'un réseau de cadres syndicaux qui serait extrêmement utile au développement de luttes auto-organisées. Une telle structure, dans le cas d'un changement général de la situation, aurait une très grande importance et pourrait devenir un point de référence alternatif à la bureaucratie syndicale pour le mouvement de masse.

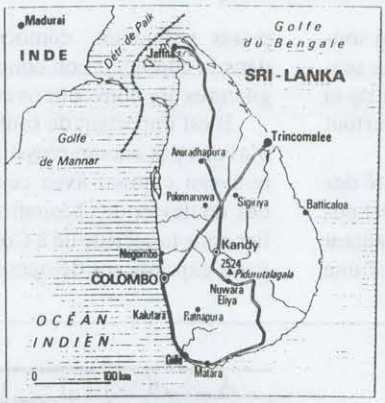
Enfin, il existe un lien évident entre le regroupement des forces d'opposition anti-bureaucratiques sur le terrain syndical et la tentative de construire, dans cette réalité difficile, un parti de classe. Dans cette optique, le travail commun à l'intérieur du syndicat entre les militants de DP et ceux de la gauche du PCI pourrait devenir fondamental. ★

Propos recueillis par Irène Volpe
2 juillet 1990

Les dessins sont issus de Gasparazzo de Roberto Zamarin. Rome, 1972

3) Membres du PCI qui se sont retrouvés pour débattre entre eux en dehors des structures du Parti, il y a un peu plus de deux ans. Aujourd'hui, ils ont rallié le courant Ingrao.

Crise et répression



Le cessez-le-feu entre le gouvernement du Sri Lanka et les séparatistes tamouls, les Tigres libérateurs de l'Eelam tamoul (LTTE), qui a suivi le départ des troupes indiennes le 24 mars 1990 (après trois ans d'intervention) a peu duré. Dès le 19 juin, les combats ont repris et le gouvernement a déclaré la "guerre totale" aux Tigres, promettant de "reconquérir" l'Est et le Nord du pays que le LTTE contrôle *de facto*. Plus de 480 personnes auraient trouvé la mort depuis la reprise des hostilités ; l'armée srilankaise met en branle de gros moyens (artillerie et aviation notamment) pour déloger les Tigres.

***Inprecor* a rencontré Bala Tampoe, secrétaire général du Syndicat srilankais du Commerce (CMU), l'un des principaux syndicats du Sri Lanka, à la fin du mois d'avril 1990.**

INPRECOR : Peux-tu nous décrire les circonstances qui ont conduit au récent retrait de la Force indienne de maintien de la paix (IPKF) du Sri Lanka ?

Bala TAMPOE : L'élection présidentielle de décembre 1988 et les élections législatives de février 1989 ont conduit à un changement considérable du dispositif gouvernemental. Le président Jayawardene, qui avait invité les troupes indiennes à venir au Sri Lanka, a dû quitter le pouvoir car il avait déjà effectué deux mandats et c'est son Premier ministre, Ranasinghe Premadasa, qui a été élu président avec une toute petite majorité. Une grande partie de l'électorat n'a pas voté à cause des menaces terroristes du Janata Vimukthi Peramuna (JVT) et cette élection a été contestée par son principal rival politique, Mme Sirimawo Bandaranaike du Parti srilankais de la liberté (SLFP — principal parti bourgeois d'opposition) ; l'affaire est actuellement devant la Cour suprême.

Premadasa a choisi une ligne très différente de celle de son prédécesseur, en particulier en ce qui concerne la situation dans le Nord et l'Est (1). Il n'était pas favorable à l'accord entre Jayawardene et le précédent Premier ministre indien, Rajiv Gandhi, qui avait conduit à l'intervention des troupes indiennes en août 1987.

Lors des élections législatives, le parti de Premadasa, le Parti national unifié (UNP), a de nouveau obtenu une majorité relative. Ces élections ont été organisées sur la base d'une représentation proportionnelle, ce qui représente un changement substantiel : maintenant, les partis d'opposition sont bien représentés au Parlement et, comme il est impossible de changer la Constitution sans la majorité des deux tiers, les pouvoirs du président et du gouvernement sont limités de manière importante.

En juin 1989, le président Premadasa a demandé soudainement et unilatéralement aux troupes indiennes de se retirer avant la fin juillet 1989. Bien sûr, les Indiens n'étaient pas disposés à partir aussi facilement ; ils ont déclaré qu'ils devaient s'assurer auparavant que la situation dans le Nord et dans l'Est s'était stabilisée en ce qui concerne la sécurité du peuple tamoul et que, d'un point de vue logistique, ils ne pouvaient retirer leurs 50 000 hommes de troupes en deux mois. La situation est restée au point mort pendant un moment, jusqu'au départ des troupes indiennes le 25 mars 1990. Ceci constitue un changement majeur dans la situation du pays.

◆ ***Pour quelles raisons Premadasa a-t-il soudainement demandé ce retrait ?***

Premadasa a demandé à l'armée indienne de se retirer après avoir négocié avec les représentants politiques du principal groupe armé dans le Nord, les Tigres libérateurs de l'Eelam tamoul (LTTE) qui lui avaient déclaré être prêts à envisager de déposer les armes si les troupes indiennes se retiraient complètement. En d'autres termes, Premadasa s'est allié politiquement au LTTE sur la question du retrait des troupes indiennes.

A cette époque, la situation était devenue très critique dans le Sud, principalement à cause des activités du Front de libération du peuple ou Janata Vimukthi Peramuna (JVP). En juin 1989, lorsqu'il était entré en pourparlers avec les Tigres, Premadasa avait également invité le JVP à y participer, mais cette organisation a refusé. Grâce à la stabilisation de la situation dans le Nord et dans l'Est, Premadasa a obtenu une plus grande marge de manœuvre pour liquider le JVP par des opérations de contre-insurrection.

◆ ***Comment le retrait des troupes indiennes a-t-il joué dans le rapport de forces au Nord et à l'Est ?***

Le président a conclu une sorte de marché avec la direction des Tigres, leur laissant pratiquement les mains libres dans le Nord et dans l'Est, avant tout pour éliminer les autres groupes. En fait, quand les Indiens sont partis, le chef de l'administration provinciale, qui dirigeait un autre groupe, le Front révolutionnaire de libération du peuple de l'Eelam (EPRLF), s'est réfugié en Inde avec la plupart des cadres de cette organisation. Ainsi, la paix est revenue pendant un temps car un seul parti armé, celui des Tigres, tenait la situation en mains.

Le changement de gouvernement en Inde a beaucoup joué sur le retrait des troupes. Le nouveau Premier ministre indien, Singh, avait critiqué Rajiv Gandhi lors de l'envoi des troupes au Sri Lanka et, après l'ultimatum de Premadasa, son gouvernement a décidé qu'il valait mieux se retirer et laisser le président srilankais régler ses problèmes avec les Tigres.

Les Tigres déclarent qu'ils ont remporté une grande victoire avec le retrait des Indiens. Or, tant que l'armée indienne était présente, ils étaient défaits militairement, faibles et se cachaient dans la jungle.

◆ ***Comment les Tigres interviennent-ils dans le mouvement de masse ?***

Actuellement, dans une grande usine chimique où nous avions une section syn-

1) Les Cinghalais forment 74 % de la population du Sri Lanka (16,8 millions d'habitants), les Tamouls 18,2 % et les Musulmans 7,1 %. Majoritaires dans la province du Nord, les Tamouls représentent 42,9 % dans celle de l'Est. Les organisations tamoules ont obtenu 10,5 % des voix lors des dernières élections législatives.

dicale solidement implantée depuis plus de vingt ans, le CMU s'affronte avec les Tigres qui lui contestent le droit d'exister dans le Nord du pays.

L'usine avait été fermée à cause de la guerre et, lorsque la situation commençait à s'améliorer, notre syndicat avait demandé que la production reprenne. En février 1990, les syndicalistes ont organisé une campagne publique avec des affiches dans tout Jaffna, la capitale du Nord, et des interventions publiques de rue. Les Tigres n'ont pas du tout apprécié cela car, maintenant que les autres groupes armés ont disparu, ils veulent montrer au monde entier qu'ils sont les seuls à exister à Jaffna.

◆ ***Vous aviez connu le même genre de problèmes à l'époque où le Front de libération révolutionnaire du peuple de l'Eelam (EPRLF) contrôlait la région...***

Oui, ils avaient aussi essayé de persuader les membres du CMU d'entrer dans un syndicat qu'ils avaient créé et qui n'avait rien d'une organisation ouvrière. Aujourd'hui, les Tigres ont fait la même chose en mettant en place une organisation politique, parallèlement à leur organisation militaire. Le 23 janvier 1990, le dirigeant local des Tigres est venu à l'usine et, avec l'autorisation de la direction, il s'est adressé à l'ensemble du personnel, soulignant avec emphase les réalisations des Tigres et déclarant aux ouvriers qu'il n'avaient pas besoin d'avoir des liens avec des organisations du Sud et qu'ils feraient mieux de les quitter pour rejoindre les Tigres.

Mais les travailleurs — nous avons deux sections là-bas, soit 190 membres — n'avaient absolument pas l'intention de quitter le CMU. Le président de notre syndicat a demandé au dirigeant des Tigres, devant les travailleurs, s'il ignorait que le CMU avait défendu le droit à l'autodétermination des Tamouls et ensuite pourquoi il ne respectait pas le droit à l'auto-détermination des travailleurs de cette usine quant au choix de leur syndicat. Le dirigeant des Tigres s'est alors tu et est parti.

En avril, plusieurs Tigres, des dirigeants politiques et militaires, sont revenus à l'usine. Ils ont rassemblé tous les représentants syndicaux pour faire une nouvelle tentative de recrutement. Maintenant, la situation est critique car les adhérents du CMU n'ont pas l'intention de le quitter. Ce droit démocratique va se poser de façon aiguë et, si les Tigres ont recours à une quelconque forme de violence contre nos camarades, nous devrons faire connaître cette affaire au niveau national et international. Il faut rappeler que le CMU reste la seule organisation syndicale indépendante.

Actuellement, les Tigres sont assez brutaux mais ils ont aussi à cœur de montrer qu'ils sont devenus pacifiques ; reste à voir s'ils auront recours à la violence directe. Il est significatif que des travailleurs, membres d'un syndicat indépendant comme le nôtre, aient réussi, jusqu'à présent, à contenir cette pression sans avoir recours aux armes.

◆ ***Les Tigres ont-ils mis en place ou proposé des mesures sociales dans les régions qu'ils contrôlent de fait ?***

Non, ils n'ont pas de programme social. Actuellement, ils collaborent ouvertement avec le gouvernement répressif de Premadasa, alors que le coût de la vie a augmenté de presque 200 % depuis son élection à la présidence, il y a un an.

La Banque mondiale et le Fonds monétaire international (FMI) ont fait pression pour que le Sri Lanka ne reçoive plus de subventions ; l'aide agricole en matière d'engrais a été complètement gelée comme pour la farine et le pain. Aujourd'hui, le prix du pain n'est plus fixé par le gouvernement. Cela va créer une situation très difficile pour les masses.

◆ ***Dans quel état est l'économie dans le Nord et l'Est, après toutes ces années de conflit ?***

Environ 100 000 jeunes Tamouls sont partis en Europe, en Australie, au Canada, etc. Du coup, les gens du Nord et de l'Est reçoivent des sommes d'argent importantes de ces émigrés et peuvent survivre bien que l'économie soit très délabrée.

◆ ***On peut dire la même chose de l'ensemble de l'économie srilankaise...***

Dans une moindre mesure quand même. Historiquement, même du temps des Britanniques, un nombre important de jeunes Tamouls émigrait, principalement en Malaisie, et de nombreux Tamouls du Nord trouvaient du travail dans des services gouvernementaux au Sud. La population du Nord vivait donc non seulement de sa propre production locale mais aussi des versements de ceux qui étaient fonctionnaires au Sud ou immigrés en Malaisie.

Une aide internationale importante a été promise au Nord et à l'Est ; c'est une autre raison du rapprochement entre les Tigres et le gouvernement. Ce dernier promet également des emplois aux Tigres dans les forces de police mais je ne sais pas s'ils vont se laisser tenter car, s'ils le font, ils seront sous le contrôle direct des forces de l'Etat, or ils veulent se maintenir comme une force armée indépendante.

◆ ***Peux-tu décrire comment le gouvernement Premadasa s'y est pris avec le JVP dans le Sud ?***

Après le refus des propositions de négociation par le JVP, le gouvernement a entrepris la liquidation totale de cette force à travers des opérations de contre-insurrection violentes avec des escadrons spécialisés, des forces para-militaires, l'armée et la police ; ses militants ont été assassinés et leurs cadavres brûlés.

En novembre 1989, les deux principaux leaders du JVP, Rohana Wijeweera, le dirigeant politique et Upatissa Gamanayake, présenté comme le chef militaire ont été capturés et assassinés. La plupart des membres du bureau politique du JVP ainsi que des dirigeants locaux et des cadres ont été supprimés ; début 1990, un an après l'entrée en fonctions de Premadasa, le JVP était pratiquement éliminé en tant qu'organisation. Actuellement, il ne reste que quelques militants qui se cachent, éparpillés dans diverses zones du pays, réduits en fait à une sorte de brigandage pour survivre — ils ne fonctionnent plus du tout en tant que force organisée et nationale.

◆ ***Quelle a été la trajectoire politique du JVP ?***

Le JVP a dégénéré en organisation terroriste avançant surtout des revendications nationalistes sur le retrait de l'armée indienne et accusant les Tigres d'être des agents de l'impérialisme indien. Si le JVP n'attaquait pas directement la lutte de libération des Tigres, il disait que ces derniers étaient vendus aux Indiens. Aujourd'hui, ils ont été liquidés, l'armée indienne s'est retirée, et l'agitation autour de ce sujet n'est plus à l'ordre du jour.

◆ ***Que penses-tu des mots d'ordre populistes et de la phraséologie gauchiste du JVP ?***

A partir de 1989, cette organisation a abandonné pratiquement toute référence au socialisme, au marxisme et à toute autre idéologie. Elle a utilisé les grèves — comme celle des transports —

pour déranger le gouvernement, mais pas pour défendre les intérêts des travailleurs ; le tout avec une sorte de rhétorique petite-bourgeoise radicale. Au début, en tant que force d'opposition, le JVP a réussi à obtenir un large soutien populaire, principalement au sein de la jeunesse mécontente, surtout dans les zones rurales où le taux de chômage est élevé.

◆ ***Selon une idée fausse qui circule, le Sri Lanka connaîtrait une situation à la libanaise, avec un écroulement de l'Etat central...***

Cette idée pouvait avoir un certain sens en 1989, quand le terrorisme du JVP dans le Sud paralysait totalement les transports et les services médicaux et que l'on pouvait craindre que toute la structure administrative de l'Etat s'écroule. Mais, avec la contre-insurrection mise en œuvre par le gouvernement, le JVP a été liquidé, ce qui a montré que l'Etat gardait toute sa force.

◆ ***Quelle a été la réaction de votre syndicat, le CMU, et des autres forces progressistes face à cette politique de contre-insurrection contre le JVP ?***

Nous avons bien sûr organisé une importante mobilisation contre les mesures d'exception autorisant le gouvernement à assassiner des militants puis à brûler et à faire disparaître leurs cadavres sans enquête, sans aucune identification, etc. Le CMU a surtout fait campagne contre le décret qui permettait aux forces armées de se débarrasser des cadavres, qui vient enfin d'être retiré. Même les partis d'opposition et Mme Bandaranaike avaient organisé une campagne nationale et internationale, demandant à tous les pays de ne pas aider le Sri Lanka tant que la situation des droits de l'homme ne s'améliorerait pas. Je pense que le gouvernement actuel tient à sa réputation et, après avoir liquidé le JVP, il peut se permettre de lever les mesures d'exception les plus brutales.

Début mars, le ministre de la Défense a annoncé que le gouvernement était prêt à lever également l'état d'urgence, après l'introduction d'une législation concernant les personnes détenues. Actuellement, environ 10 000 personnes sont emprisonnées sous le coup de loi sur l'Etat d'urgence et au nom de la prévention du terrorisme. Le gouvernement ne veut pas tous les relâcher et certains resteront emprisonnés jusqu'à ce qu'on trouve des charges contre eux. Le 1er Mai, notre syndicat se mobilisera sur cette question. ★

Propos recueillis par Bernard Gibbons
25 avril 1990

MAROC

Dans notre numéro 309 du 13 mai 1990, nous avons publié une interview de Karim Maghrebi, militant marxiste révolutionnaire marocain de l'intérieur, sur la situation dans son pays. Décrivant le panorama de la gauche marocaine, le camarade Karim formulait des critiques à l'égard d'Ila Al-Amam, organisation se définissant comme "marxiste-léniniste" et dont de nombreux militants et dirigeants sont encore emprisonnés au Maroc après de longues années de détention.

Ces derniers ont réagi aux critiques de notre camarade marocain et nous ont fait parvenir une réponse écrite dont nous avons pu vérifier l'authenticité. A titre exceptionnel, et par solidarité avec des révolutionnaires subissant la répression d'un régime autocratique, nous avons décidé de publier l'essentiel de la lettre des camarades d'Ila Al-Amam. Cependant, nous n'avons pas l'intention d'ouvrir nos pages à un débat, fort utile il est vrai, mais dont* Inprecor *ne saurait être le lieu. Nous laissons aux lecteurs avertis le soin de juger par eux-mêmes les propos du camarade Maghrebi comme la réponse ci-dessous.

Notre organisation a eu, au début des années 70 et jusqu'en novembre 1972, une position gauchiste à l'égard de l'appareil syndical marocain, mais non à l'égard des luttes de la classe ouvrière qu'elle a, au contraire, toujours soutenues par tous ses moyens. Elle a rectifié cette position gauchiste, à partir de la fin de 1972, publiant d'octobre 1974 à janvier 1976, et malgré les difficultés de la répression, un journal ouvrier clandestin consacré aux luttes ouvrières *Al-Charara* (*l'Etincelle*).

Mais surtout, en 1979, procédant à un examen autocritique approfondi de l'expérience des années 70, notre organisation a fixé comme tâche centrale, à nos camarades et militants, le travail dans la classe ouvrière et dans ses organisations syndicales. Tout en déplorant la scission syndicale intervenue en 1978 avec la création de la Confédération démocratique du travail (CDT), elle a considéré les deux centrales syndicales, l'Union marocaine du travail (UMT) et la CDT, comme "deux syndicats militants" — sans estomper pour autant le caractère bureaucratique de la direction de la première, ni l'hégémonie du courant droitier de la petite bourgeoisie sur la direction de la deuxième. Elle a appelé nos camarades et militants à y œuvrer et à participer concrètement, de l'intérieur et par "l'établissement" en usine, aux luttes de la classe ouvrière. C'est ce qu'ont fait, depuis cette date, un certain nombre de nos camarades (hommes et femmes) qui furent arrêtés à l'automne 1985, quelques-uns d'entre eux ayant dans ce cadre, été élus par leurs camarades de travail à des conférences syndicales. (...)

Notre organisation a publié du début 1983 à l'automne 1985 un bulletin clandestin spécialement destiné à la formation de cadres ouvriers révolutionnaires, notamment aux fondements du marxisme, *Al-Kadih* (*Le travailleur*). Les arrestations de l'automne 1985 nous ont amené à suspendre provisoirement cette publication, mais nous persévérons dans notre effort en direction de la classe ouvrière malgré les conditions difficiles du quadrillage policier.

Il est aussi faux d'affirmer que notre organisation « *n'évolue pas du point de vue théorique* » (à moins que Karim Maghrebi n'entende par là notre attachement au marxisme-léninisme, lequel est pour nous tout autre chose qu'un dogme figé). Non seulement nous avons corrigé dès novembre 72 le spontanéisme du début, mais nous avons également corrigé, en 1979, notre thèse initiale qui considérait la jeunesse scolarisée comme l'"avant-garde tactique" des masses laborieuses pour mettre l'accent sur le travail direct au sein de ces masses et, en premier lieu, la classe ouvrière. Mais au cours de ces années 80, et plus encore à la suite des arrestations de l'automne 1985, un intense travail théorique et de discussions démocratiques a permis à notre organisation de préciser et d'approfondir ses analyses sur :

- la structure de classes de la société marocaine et les contradictions qui la traversent (...) ;
- le contenu social de la révolution nationale démocratique et populaire au Maroc, ce qui nous permet aujourd'hui d'élaborer un programme plus précis pour cette révolution, donnant ainsi un contenu plus concret au concept de pouvoir des conseils populaires ;
- dans ce cadre, et tenant le plus grand compte des insurrections populaires de 1984, nous avons intégré aux objectifs de cette révolution, la réalisation des aspirations des masses laborieuses d'importantes régions de notre pays pour la restauration et l'épanouissement de leurs spécificités régionales, notamment en ce qui concerne l'ethnicité amazigh (berbère). (...) ★

5 juin 1990

Organisation marxiste-léniniste marocaine, Ila Al-Amam

URSS

La "mémoire" de Kaganovitch

Le journal Le pouls de Touchine, *publié dans l'arrondissement Touchine de Moscou et connu pour ses tendances "patriotiques", a publié l'interview d'un fidèle compagnon de Staline, Lazare Kaganovitch, âgé de 96 ans. L'un des principaux sujets abordés était la "question juive". Il est apparu que le regard de Kaganovitch sur ce problème s'apparente à celui de l'association chauvine grand-russe d'extrême droite Pamiat :*

« Les Juifs sèment toujours le désordre et troublent le peuple. Regardez maintenant, alors que l'Etat s'écroule, ils sont les premiers fauteurs de désordre. Avant la guerre, nous avons éliminé avec succès tous les restes de nationalisme bourgeois juif mais, après la guerre, les Juifs ont oublié qui les avait sauvés de l'extermination hitlérienne. (...) Nous avons mené l'offensive contre le cosmopolitisme et avant tout porté un coup à l'intelligentsia juive qui est son principal représentant. »

A une remarque du journaliste qui l'interviewait, soulignant qu'il était lui-même juif, Kaganovitch répondit : « Seulement par ma naissance. Je ne me suis jamais senti juif, j'ai une tout autre tournure d'esprit et un tout autre mode de pensée. Les Juifs sont enclins à l'anarchie et moi j'aime l'ordre. » ★

URSS

L'oncle Lénine

Le 22 avril 1990, 120 ans se seront écoulés depuis la naissance du dirigeant de la révolution d'Octobre, Vladimir Ilich Oulianov Lénine. Aujourd'hui encore, les hommes politiques soviétiques se définissent par rapport à ses idées.

Olga Dimitrievna Oulianova, nièce de V. I. Oulianov Lénine a répondu aux questions d'un correspondant de le revue soviétique Argumenti i Fakti*:*

ARGUMENTI I FAKTI : Depuis l'enfance, on nous a enseigné que Lénine était l'« homme le plus humain ». Au même moment, son image a été sciemment canonisée. Quand pensez-vous que cela a commencé ?

Olga OULIANOVA : Sans aucun doute, canoniser la figure de Lénine a été une erreur. Mais, pire encore, cela a servi de diversion idéologique contre lui, de dénaturation intentionnelle de son enseignement. C'est Staline qui en a posé la première pierre. Il s'est toujours considéré comme un élève de V. I. Lénine. En fait, il s'est éloigné du léninisme, il en a altéré la nature.

A présent, les adversaires du léninisme utilisent la vieille formule « *Staline est l'élève de Lénine* » pour insinuer que tous les crimes de Staline, la répression, la terreur que notre peuple a endurés, proviennent de Lénine. Mais, c'est un fieffé mensonge. On ne peut comparer Lénine et Staline. Et je pense que notre toute première tâche est de séparer le léninisme du stalinisme. Il nous faut connaître l'enseignement véritable de Lénine, il nous faut étudier Lénine et non pas extraire des citations de son œuvre, en les manipulant. (...)

◆ Est-ce que Lénine pouvait supposer que son "disciple" Staline utiliserait son enseignement à ses propres fins, pour lui faire le plus grand tort ?

Je le répète : Staline n'a pas été son disciple. Lénine n'aurait jamais accompli ce que fit cet homme. Bien plus, il a deviné qui était Staline. Je vous renvoie à la "Lettre au Congrès" où Lénine recommandait de déplacer Staline du poste de secrétaire général du comité central mais, malheureusement, cela ne se fit pas.

Il est important de savoir qui était en réalité Vladimir Ilitch. (...)

◆ Malheureusement, il est difficile de connaître les Oulianov. Les bibliographies répètent toujours les mêmes choses.

Les traits de Lénine, l'homme, ont été remarquablement reproduits dans le livre *Sur une grande tombe*, édité aussitôt après sa mort, au printemps 1924, puis caché au peuple pendant des décennies. Mon père, puis ma famille, ont conservé avec soin cet ouvrage unique. On y trouve des souvenirs de beaucoup de compagnons et d'amis de Vladimir Ilitch, de ses contemporains, de ses adversaires politiques. Cela permet d'avoir un véritable regard sur lui. Aujourd'hui, ce livre est une rareté bibliographique. Il faut le rééditer et le peuple doit le connaître et le lire. ★

Propos recueillis par A. Binev
Argumenti i Fakti
21 avril 1990

TCHECOSLOVAQUIE

Petr Uhl élu à Prague

Lors des élections des 8 et 9 juin 1990, le Forum civique (FC) et le Public contre la violence (PCV) remportaient une victoire écrasante avec 46 % des voix (voir *Inprecor* n° 310 du 1er juin 1990).

A Prague, 22 listes se présentaient. Sur plus de 800 000 électeurs, 540 000 ont voté pour le FC. Notre camarade Petr Uhl a mené la campagne comme tête de liste du FC que soutenait son organisation, l'Alternative de gauche. Lors des différents meetings organisés à Prague, il a pu exprimer ses positions et s'est fait connaître comme militant marxiste révolutionnaire. De nombreux intervenants lui ont demandé d'expliquer ses positions marxistes.

Le système électoral tchècoslovaque autorise les électeurs à user d'un droit de préférence qui leurs permet d'exprimer clairement le candidat de leur choix. A Prague, 200 000 électeurs se sont servis de cette prérogative et, en particulier, 140 000 l'ont fait en faveur de Petr Uhl, bien qu'il fut déjà tête de liste du FC. ★

BULGARIE

Jacques Seguela au pays des Bulgares

« *Notre temps est venu* » (littéralement, « *le temps est à nous* »). C'est le slogan imaginé par Seguela, publicitaire français préféré de Mitterrand et de la droite, pour les démocrates-chrétiens de la CDC, coalition de l'opposition au Parti socialiste bulgare (PSB — ex-Parti communiste), qui accompagnait des photos de jeunes filles rieuses et d'enfants gambadant dans la campagne. Ce slogan "séguelesque" a fait l'objet de quelques railleries. Le Parti radical, présent au premier tour, s'est empressé d'affirmer sur ses affiches que « *le temps est à tout le monde* ». Au lendemain du second tour, on racontait à Sofia que « *le temps était peut-être au CDC, mais que le PSB gardait l'argent... et le pouvoir !* » ★

Départ du SWP

La direction du Parti socialiste des travailleurs (Socialist Workers Party — SWP) et d'autres organisations appartenant à son courant international ont décidé de mettre fin à leurs liens fraternels avec la IVe Internationale (1). Selon les termes d'une lettre envoyée à la direction de l'Internationale, datée du 10 juin 1990, « *depuis une décennie un éloignement accéléré a marqué le cours et le caractère de nos partis respectifs et du Comité exécutif de la IVe Internationale. Pendant un certain temps, ces trajectoires incompatibles ont été un fait public sans ambiguïté* ».

Livio MAITAN
Braulio CHAVEZ

EN EFFET, depuis environ dix ans, la direction majoritaire du SWP avait amorcé une évolution politique et théorique qui l'avait éloignée de plus en plus de nos conceptions, de nos orientations, de notre ligne de conduite et de nos méthodes organisationnelles. Cela allait de pair avec une prise de distances croissante par rapport à nos instances et à nos activités internationales, auxquelles le SWP avait pratiquement cessé de participer après le dernier congrès mondial (1985).

Rappelons que c'est en 1928 que des dirigeants du Parti communiste des Etats-Unis, parmi lesquels se trouvait James P. Cannon, s'étaient ralliés à la bataille de l'Opposition de gauche contre la bureaucratisation de l'URSS et de l'Internationale communiste. Exclus du Parti, ils avaient formé la Ligue communiste d'Amérique (CLA). Dix ans plus tard, le Socialist Workers Party (SWP), qui avait succédé à la CLA, fut l'une des principales organisations qui participèrent à la fondation de la IVe Internationale. Pendant et immédiatement après la Seconde Guerre mondiale, le SWP, et plus directement certains de ses dirigeants, apportèrent une contribution majeure au fonctionnement et à la reconstruction de l'Internationale qui avait subi des pertes considérables du fait de la répression impérialiste et stalinienne.

L'organisation trotskyste des Etats-Unis a joué un rôle important et parfois décisif dans la lutte de classes de son pays. Ses militants ont dirigé, par exemple, les grèves des camionneurs dans les années 1930, qui ont marqué un tournant dans la bataille pour le renouveau du mouvement syndical. Son combat internationaliste contre la participation de l'impérialisme de son pays à la Seconde Guerre mondiale, alors que d'autres organisations de gauche étaient entraînées par la vague patriotique, a provoqué des mesures répressives allant même jusqu'à la condamnation et à l'emprisonnement de ses dirigeants les plus connus. Dans les années 1950, le SWP n'a pas fléchi devant la montée réactionnaire du maccarthysme. Au début de la décennie suivante, en s'opposant à la tendance dominante à l'époque — y compris dans les organisations et les courants de gauche — il sut se saisir du potentiel révolutionnaire de la lutte de Malcolm X (leader du mouvement noir, mystérieusement assassiné en 1965), et du mouvement nationaliste noir en prenant l'initiative d'actions de solidarité à leur égard. Il a également animé le mouvement de solidarité avec la révolution cubaine, cible principale de la politique réactionnaire de Washington en Amérique latine. Enfin, lors de la guerre d'Indochine, les militants du SWP ont joué un rôle capital dans la construction et la mobilisation du mouvement anti-guerre qui a sans aucun doute contribué d'une façon importante à la victoire des peuples indochinois.

Tout cela avait permis au SWP de surmonter le recul qu'il avait connu pendant plus d'une décennie, d'augmenter considérablement ses forces — y compris par l'afflux de jeunes militants —, d'apparaître comme l'une des organisations les plus consistantes de la gauche américaine, à même de jouer, à nouveau, un rôle important dans la construction de notre mouvement international. Il a participé, entre autres, très activement, aux débats internes dans la IVe Internationale qui ont eu lieu entre 1969 et 1976, sur l'orientation en Amérique latine, la révolution portugaise, la guerre en Angola, etc.

C'est à partir du début des années 1980, que la direction du SWP a amorcé un tournant qui l'a éloignée progressivement des analyses et des conceptions générales de l'Internationale. C'est plus précisément à son congrès national de 1981, que de nouvelles idées programmatiques sont apparues. En novembre 1982, dans un discours public, le principal dirigeant du parti, Jack Barnes, accentuait cette démarche en caractérisant, entre autres, comme sectaire, la grande majorité des trotskystes dans le monde. Un autre jalon du "cours nouveau" était posé à l'occasion des débats du XIIe Congrès mondial. A cette occasion, le SWP s'est présenté, avec d'autres organisations, comme un courant minoritaire — environ 10 % des forces représentées — s'opposant au reste de l'Internationale sur les questions les plus importantes (2).

Le SWP remettait, en fait, en question des conceptions théoriques et politiques fondamentales du marxisme révolutionnaire. Au sujet de la théorie de la révolution permanente, Barnes expliquait, notamment, que : « *La révolution permanente ne contribue pas, aujourd'hui, à nous armer, nous ou d'autres révolutionnaires, pour conduire la classe ouvrière et ses alliés à la conquête du pouvoir et pour utiliser ce pouvoir afin de développer la révolution socialiste mondiale. En tant que cadre de référence spécifique ou unique, elle constitue un obstacle pour renouer notre continuité avec Marx, Engels, Lénine et les premiers congrès de l'Internationale communiste. Ce fut un obstacle dans notre mouvement à une lecture objective des maîtres du marxisme et, en particulier, de Lénine.* » Comme le rappelle une des résolutions du XIIe Congrès mondial, ce n'est pas une fidélité doctrinaire et abstraite qui nous amène à rejeter de tels propos ; c'est l'expérience des victoires et des échecs de révolutions, tout au long des cinquante dernières années, qui confirme l'actualité vivante d'une théorie qui avait été formulé dès le début, et ensuite parachevée, en partant d'expériences révolutionnaires concrètes, comme la révolution russe de 1905 et la révolution chinoise de 1927.

La remise en question de cette théorie avait des implications en ce qui concerne non seulement les analyses historiques acquises par

1) Depuis 1940, à cause d'une loi réactionnaire adoptée aux Etats-Unis, le SWP n'a pas pu être formellement une section de la IVe Internationale. Cela ne l'avait pas empêché de participer pendant des décennies aux activités et aux débats de celle-ci.

2) Les organisations qui ont partagé la décision du SWP sont la Ligue communiste de Grande-Bretagne, de Suède, du Canada, d'Australie, d'Islande et de Nouvelle Zélande. Dans la plupart des cas, il s'agit de très petites minorités ayant quitté à des moments différents des sections de la IVe Internationale.

notre mouvement à partir de la révolution russe et du jugement de certaines analyses de Trotsky sur la révolution chinoise, mais sur toute une série d'analyses et d'attitudes politiques concrètes dans le cours des événements présents. Par exemple, la direction du SWP a été amenée à avancer la perspective d'une révolution démocratique bourgeoise pour l'Afrique du Sud, et à envisager toute une phase historique dans laquelle le capitalisme se développerait, en brisant « *les obstacles réactionnaires, les limitations et les préjugés de la société féodale* ». Elle a également été amenée à prendre des attitudes a-critiques, face à la direction khomeiniste en Iran, y compris après que la répression a frappé aussi bien les organisations se réclamant du mouvement ouvrier que les militants trotskystes.

Notre conception de la défense de l'URSS et de la révolution politique a aussi été sensiblement estompée, sinon rejetée. En fait, des divergences sont apparues sur la nécessité de détruire l'appareil d'Etat bureaucratique en place, les dirigeants du SWP esquissant pendant un temps l'idée assez vague de "démocratisation graduelle". Qui plus est, ils ont rejeté le texte programmatique du XIIe Congrès mondial sur la démocratie socialiste, en s'opposant, notamment, à l'idée du pluralisme politique nécessaire dans toute société de transition vers le socialisme.

Changements théoriques et organisationels

Les divergences se sont cristallisées sur la question de Cuba. La IVe Internationale a toujours considéré la défense de la révolution cubaine comme un devoir internationaliste primordial et n'a jamais mis sur le même plan la direction castriste et les directions bureaucratiques des autres Etats ouvriers. Aujourd'hui, elle estime qu'il est plus que jamais nécessaire d'alerter le mouvement ouvrier et anti-impérialiste sur les dangers que l'impérialisme nord-américain fait peser sur Cuba. Là-dessus, il n' y a pas de divergences. Cependant, depuis dix ans, le SWP a adopté une attitude tout à fait a-critique à l'égard de la direction castriste en mettant en sourdine toutes les divergences programmatiques et politiques qui existent entre le groupe dirigeant castriste et la IVe Internationale (notamment, l'attitude envers les castes bureaucratiques au pouvoir, en URSS et dans les autres sociétés de transition bureaucratisés, la conception de la démocratie socialiste, la conception du parti, son fonctionnement, et du rapport entre celui-ci et les organisations de masse, etc.) (3). Cette attitude du SWP est allée jusqu'à approuver l'exécution d'Ochoa et d'autres dirigeants en juillet 1989 (voir *Inprecor* n° 295 du 16 octobre 1989) sans réserve aucune, les considérant même comme des avancées de la révolution. Bref, les conceptions et la pratique castristes ont été présentées comme un "modèle" duquel devraient s'inspirer les prolétaires dans tous les pays du monde. C'est une telle approche qui a contribué, dans une très grande mesure, à pousser le SWP, dans le contexte actuel des Etats-Unis, à remplacer une activité de construction politique et organisationnelle dans les mouvements de masse, par une activité fondamentalement propagandiste.

La régression, sur les problèmes que nous avons évoqués, ne pouvait que déboucher sur un changement d'attitude radical par rapport à la IVe Internationale et au projet de construction d'une Internationale révolutionnaire de masse. Derrière l'écran de la perspective incantatoire d'une "nouvelle Internationale", cela a abouti à un double résultat ou, plus précisément, à une double illusion ou automystification. D'un côté, le SWP esquisse un projet de convergence des forces révolutionnaires les plus disparates dans une nouvelle internationale, en faisant semblant d'ignorer que ces forces, à commencer par les dirigeants cubains, n'ont pas la moindre intention de construire, sous quelque forme que ce soit, un mouvement ouvrier communiste international. De l'autre côté, dans son effort pour donner un contenu un tant soit peu concret au "nouveau" mouvement mondial, il regroupe autour de lui une espèce de courant propagandiste monolithique, composé de petites organisations et de petits groupes dont il dresse un tableau qui n'a aucun rapport avec leur consistance réelle et, encore moins, avec leur intégration dans le mouvement ouvrier de ces différents pays.

Tous ces changements sur le terrain théorique et politique n'ont pu se produire que parallèlement à un changement, non moins important, sur le terrain des principes et du fonctionnement organisationnel. Pour imposer ses nouvelles conceptions et orientations, le groupe dirigeant du SWP a procédé à une véritable épuration du parti. Des centaines de cadres, qui n'étaient pas prêts à renoncer au programme et aux méthodes de la IVe Internationale, ont été d'abord suspendus, puis exclus sur la base d'accusations grotesques, le plus souvent montées de toutes pièces, sans aucun respect des normes statutaires et des principes les plus élémentaires d'une organisation basée sur le centralisme démocratique (droit d'exprimer sans limitation des opinions divergentes, de critiquer les dirigeants, de former des tendances, etc.). Après avoir examiné l'appel des militants victimes des mesures disciplinaires, le XIIe Congrès mondial avait condamné les comportements de la direction du SWP et lui avait demandé — malheureusement sans résultat — de réintégrer tous les militants exclus (4).

De tels procédés ont été appliqués également à l'échelle internationale. Evidemment, toute organisation nationale a le droit de remettre en question les idées et les orientations de l'Internationale, au niveau de toutes ses instances. Mais, depuis 1985, rien de cela n'a été réellement effectué par les dirigeants du SWP, qui ont même délibérément ignoré le fait qu'un nouveau congrès mondial avait été convoqué et la discussion préparatoire ouverte. Contrairement à une pratique normale, ils n'ont même pas invité la direction de l'Internationale au congrès qu'ils ont tenu début juin 1990 et se sont limités à nous communiquer leur départ.

L'évolution de la situation sociale et politique aux Etats-Unis a sans aucun doute pesé sur la régression du SWP. Dans le contexte de l'offensive conservatrice et réactionnaire reaganienne, du recul spectaculaire du mouvement syndical, du déclin prolongé des luttes d'une classe ouvrière acculée à la défensive, de l'affaiblissement même du mouvement anti-guerre et des mouvements de solidarité avec les peuples en lutte contre l'impérialisme, il est incontestablement difficile de construire une organisation révolutionnaire. On peut être tenté de contrecarrer toutes les pressions négatives par un repli propagandiste, un resserrement du cadre organisationnel, un glissement successif vers une pratique sectaire et l'exaltation a-critique d'expériences révolutionnaires d'autres pays. Mais, loin d'être une solution, une telle approche ne peut qu'accroître les difficultés et compromettre, en dernière analyse, le futur d'une organisation en lui faisant perdre sa raison d'être et en l'isolant de tout mouvement réel. Les résultats sont là : après une décennie de cours "nouveau", le SWP a perdu l'influence qu'il avait dans la gauche de son pays au cours des années 1970, et enregistré une réduction drastique du nombre de ses militants, ainsi que les départs successifs — ou les exclusions — de la majorité de son groupe dirigeant.

La régression du SWP et sa rupture représentent incontestablement un échec pour la IVe Internationale. Toutefois, il existe aux Etats-Unis des centaines de cadres et de sympathisants qui défendent les idées du marxisme révolutionnaire et sont liés à la IVe Internationale, tout en appartenant à l'heure actuelle à des organisations différentes (5). Leur tâche est extrêmement ardue. Mais ils continueront à mener leur bataille pour la reconstruction de notre mouvement dans ce pays. ★

2 juillet 1990

3) Un rapport sur Cuba a été adopté par le Comité exécutif international (CEI) en juin 1990 et sera publié dans le numéro de la revue Quatrième Internationale à paraître début septembre.

4) Le XIIe Congrès mondial avait aussi adopté un rapport sur la construction de l'Internationale dont toute une partie contenait une critique des conceptions et des orientations du SWP (voir *Quatrième Internationale* n° 17-18).

5) Selon les décisions du dernier congrès mondial, Socialist Action, Fourth Internationalist Tendency et le courant trotskyste de Solidarity aux Etats-Unis sont liées à la IVe Internationale.

Violeta et les barricades

La grève générale qui a complètement paralysé le Nicaragua s'est conclue le jeudi 12 juillet 1990, par la signature d'un accord entre le Front national des travailleurs (FNT) (1) et le gouvernement. Cette semaine de barricades et d'affrontements violents a probablement constitué la mobilisation de masse la plus importante depuis le triomphe de la révolution sandiniste.

Cecilia GARMENDIA

A L'APPEL de l'ensemble des organisations syndicales proches du Front sandiniste de libération nationale (FSLN) — regroupées dans le FNT —, des mouvements échelonnés avaient commencé le 26 juin ; ils ont débouché sur la grève générale à partir du 4 juillet. En effet, le gouvernement de l'Union nationale d'opposition (UNO) venait de rompre les négociations avec les syndicats sur les augmentations salariales et annoncé son intention de procéder à une première vague de licenciements de 12 000 employés. Les grévistes demandaient des augmentations et un salaire minimum de 200 dollars ; le maintien de la loi du "service civil" (qui interdit les licenciements dans la Fonction publique) ; le reclassement des fonctionnaires ; le transport gratuit pour les travailleurs ; la réintégration des fonctionnaires licenciés (2 000 à ce jour) ; la relance industrielle du secteur nationalisé — menacé d'étranglement économique — ; la révision des plans gouvernementaux d'austérité, etc.

La bataille de Managua

150 000 travailleurs (fonctionnaires, salariés des entreprises nationalisées et privées, ouvriers agricoles et paysans des coopératives de production) ont fait grève à Managua et dans différentes villes du pays, dont Leon et Esteli. Dès le 6 juin, le mouvement s'est étendu aux quartiers populaires de Managua, prenant la forme d'un véritable soulèvement ; des barricades ont été dressées sur les routes de la ville.

Les "sympathisants" de l'UNO, accompagnés de contras armés, ont riposté brutalement, tirant à vue sur les barricades (à ce jour, on compte neuf morts et une centaine de blessés) qui étaient souvent protégées par des grévistes en armes ; Managua a été le théâtre de véritables batailles de rues.

Violeta Chamorro a fait appel à l'armée (l'Armée populaire sandiniste — EPS — a vu ses effectifs réduits, mais n'a pas été démantelée, le commandant sandiniste Humberto Ortega est toujours à la tête de l'Etat major). Celle-ci, comme la police sandiniste, s'est apparemment limitée à s'interposer entre sympathisants de l'UNO et grévistes ou a démoli des barricades, aux heures de circulation, que la population s'empressait de redresser dans la nuit !

Après avoir employé la manière forte (menace de licencier les grévistes, refus de toute négociation et rumeurs d'appel à "l'aide" des Etats-Unis), Violeta Chamorro a été obligée de reculer, consciente de la tournure que prenait le rapport de forces par l'extension du mouvement. La fragilité et les divergences tactiques qui existent en sein de l'UNO sont apparues au grand jour. Le Vice-président, Virgilio Godoy, lié aux secteurs les plus virulents de l'UNO, avait lancé un appel à la constitution d'un gouvernement de "salut national" qui regrouperait certains députés de la coalition au pouvoir et des "dirigeants de masse" de l'UNO ; il exigeait aussi la création de brigades pour parer à l'incapacité des forces de l'ordre. La présidente l'a immédiatement contredit.

Les syndicats, comme le FSLN — qui s'est solidarisé avec le mouvement — ont toujours déclaré que l'objectif de cette grève était d'arracher les revendications des salariés, mais aussi de faire reculer le gouvernement sur une série de mesures prises ou annoncées.

L'accord signé le 12 juillet constitue une concession importante de la part du gouvernement ; il comprend des mesures concrètes, mais surtout une série d'engagements (le secrétaire générale du FNT, Lucio Jimenez, l'a immédiatement souligné en expliquant que seule la lutte imposerait sa réalisation et la poursuite des négociations). Le gouvernement a accepté le principe de l'instauration d'un salaire minimum ; le ralentissement des dévaluations ; le respect des conventions collectives signées ; la garantie de l'emploi (mais pas la réintégration des travailleurs licenciés) ; le paiement des journées de grève ; l'ouverture de négociations salariales ; le transport gratuit pour les étudiants et les ouvriers ; le respect de la liberté syndicale, etc. Mais, surtout, il s'est engagé à revenir sur le décret, émis en mai 1990, qui mettait en cause le secteur d'Etat et à bloquer toute tentative de démembrement des propriétés agricoles nationalisées.

Cette explosion a mis en évidence les contradictions de classe qui régissent la situation actuelle au Nicaragua et l'antagonisme qui existe entre le gouvernement contre-révolutionnaire de l'UNO et la simple préservation des acquis de la révolution ; l'affrontement s'est maintenant clairement installé sur le terrain de la lutte des classes.

Le recul du gouvernement

Le mouvement de masse s'est trouvé en première ligne, il commence à reconquérir des positions, mises à mal par la défaite électorale du 25 février (2). L'ampleur de la riposte populaire a aussi mis en évidence le poids du Front sandiniste.

Les travailleurs auront fait l'expérience de la lutte et de la confrontation ; cela ira dans le sens du renforcement du mouvement de masse et du Front sandiniste. Mais le gouvernement a vu, lui aussi, les limites de son pouvoir (l'activité des "sympathisants armés" de l'UNO dévoile, si besoin en était, le danger de voir surgir au Nicaragua des sortes d'"escadrons de la mort", pour asseoir le pouvoir de l'UNO face à l'existence d'une police et d'une armée sandinistes) et surtout la nécessité pour lui d'accélérer le démantèlement de l'Etat révolutionnaire et de porter des coups aux sandinistes, s'il veut mener à bien son projet. ★

12 juillet 1990

1) Voir *Inprecor* n° 310 du 1er juin 1990.
2) Voir *Inprecor* n° 304 du 9 mars 1990.